

FACULTÉ DES LETTRES ET SCIENCES HUMAINES

Mémoire de Master en Sciences Sociales
Pilier Migration et Citoyenneté

Anna Dazzi

L'engagement politique des citoyen·ne·s suisse·s avec un background migratoire

*Le cas de la Lega dei Ticinesi, un parti connu pour sa rhétorique
critique à l'égard de l'immigration*

Directeur de mémoire: Didier Ruedin
Expert : Gianni D'Amato

anna.dazzi@unine.ch

Via Orico 9

CH – 6500 Bellinzona

Septembre 2025

Remerciements

Je souhaite adresser mes remerciements les plus sincères à toutes les personnes qui ont rendu possible la réalisation de ce mémoire.

Merci avant tout aux personnes qui se sont rendues disponibles pour un entretien. Sans leur participation et leur confiance, ce travail n'aurait pas été possible.

Merci beaucoup au Prof. Didier Ruedin pour sa disponibilité constante, ses conseils précieux et son accompagnement tout au long de ce travail.

Je tiens également à remercier le centre de documentation du SFM pour leur aide précieuse dans la recherche de sources bibliographiques.

Merci à Leonie Mugglin et Agnese Zucca pour leur disponibilité, leurs suggestions pertinentes et leur contribution à ma réflexion.

Merci infiniment à ma famille et mes amis pour leur soutien permanent et leur confiance en moi.

Enfin, un merci tout particulier à mon papà et à ma tante Fabia, qui ont relu ce mémoire avec attention et m'ont donné des suggestions précieuses et beaucoup de motivation.

Résumé

L'engagement politique des citoyen·ne·s suisse avec un background migratoire est un sujet de plus en plus d'actualité, qui prend progressivement sa place dans la recherche scientifique. Actuellement, en Suisse plus de 40% de la population résidante a un background migratoire, plaçant le pays parmi ceux ayant la plus forte proportion de population issue de l'immigration au monde. En parallèle, les partis de droite conservatrice, qui tiennent des discours critiques envers l'immigration, ont gagné du terrain lors des dernières élections. Dans ce paysage politique en mutation, il devient pertinent de s'interroger sur les formes que prend l'engagement politique des personnes avec un background migratoire.

C'est à partir de ces constats que cette recherche qualitative s'intéresse à l'engagement de citoyen·ne·s suisses avec un background migratoire au sein de la Lega dei Ticinesi, un parti régional connu pour sa rhétorique critique à l'égard de l'immigration. À travers une contextualisation du parti dans l'espace politique local du canton du Tessin et une mise en lumière de ses discours, notamment autour de la politisation des questions migratoires, cette étude cherche à comprendre les logiques d'engagement des individus. L'analyse repose sur neuf entretiens semi-directifs avec des candidat·e·s ayant un background migratoire et deux entretiens d'expert·e·s. Elle met en évidence différentes motivations individuelles, articulées autour de certains éléments saillants : le rôle attribué aux valeurs dites suisses ou tessinoises, la remise en question de discours dominants sur le parti et la position adoptée face à la figure du·de la frontalier·ère.

Cette recherche permet de mieux saisir comment les récits de vie et les trajectoires migratoires personnelles peuvent redéfinir les formes d'engagement politique au sein d'un parti aux discours d'exclusion. Elle révèle comment ces parcours peuvent ouvrir des espaces de négociation, en apportant une légitimité issue du vécu et en redéfinissant les frontières du « nous » partisan.

Table des matières

1.	Introduction et question de recherche	6
2.	Contexte	9
2.1.	Histoire de la Lega dei Ticinesi	10
2.2.	La Lega dei Ticinesi comme parti populiste.....	15
2.3.	Comparaison avec d'autres partis (Lega Nord, MCG et UDC).....	17
2.4.	La rhétorique du parti	20
2.4.1.	La rhétorique du journal Il Mattino della Domenica.....	23
2.4.2.	Politisation des thématiques migratoires.....	24
3.	Cadre théorique	28
3.1.	État de la littérature.....	29
3.2.	Idéologie politique	32
3.2.1.	Le concept "far right"	32
3.2.2.	Identification Partisan	34
3.3.	Boundary-making theory	36
3.4.	Multicultural conservatism	38
4.	Méthodologie	40
4.1.	Posture épistémologique	41
4.1.1.	Désessentialisation de la catégorie « background migratoire »	41
4.1.2.	L'apport du constructivisme social	42
4.2.	La théorie ancrée.....	44
4.3.	La récolte de données	45
4.3.1.	Accès au terrain.....	45
4.3.2.	Le choix de participant·e·s et échantillonnage.....	46
4.3.3.	Les entretiens.....	47
4.3.4.	Grille d'entretiens.....	50
4.4.	L'analyse des données	50
4.5.	Réflexions éthiques.....	52
5.	Analyse des résultats.....	55
5.1.	Rejoindre la LDT pour défendre les valeurs suisses et tessinoises.....	56
5.2.	Remise en jeu du discours anti-étrangers de la LDT par les candidat·e·s:.....	59

5.3.	Le background migratoire comme ressource discursive dans la LDT.....	62
5.4.	Interprétation des jugements de l'entourage des candidat·e·s	64
5.5.	Se démarquer des discours sur les « nouveaux·elles migrant·e·s ».....	66
5.6.	Inquiétudes économiques et positionnement vis-à-vis des frontaliers.....	69
5.7.	Synthèse des résultats	72
6.	Conclusion	75
7.	Bibliographie.....	79
8.	Annexes.....	85

Liste des abréviations

AfD	Alternative für Deutschland
LDT	Lega dei Ticinesi
LN	Lega Nord
MCG	Mouvement Citoyen Genevois
PPD	Partito Popolare Democratico
PLR	Parti libéraux radicaux
PS	Parti socialiste
SFM	Forum suisse pour l'étude des migrations et de la population
UDC	Union Démocratique du Centre

1. Introduction et question de recherche

Pour mon travail de mémoire, j'ai eu l'opportunité d'aborder une double thématique qui m'intéresse tout particulièrement : la migration, mais également la participation politique, avec un focus sur les dynamiques partisanes et les logiques d'engagement à l'échelle régionale et cantonale. Le choix de m'intéresser à l'engagement politique de personnes avec un background migratoire au sein de la Lega dei Ticinesi résulte d'une réflexion nourrie par différents cours proposés par l'Université de Neuchâtel, et en particulier par la présentation de l'étude menée par Leonie Mugglin et Simon Mastrangelo, intitulée *Citizens with a Migration Background Involved in a Radical-Right Wing Party Restricting Immigration* (2023). Cette présentation a suscité en moi le souhait d'explorer plus en profondeur les mécanismes qui sous-tendent l'engagement politique de ces personnes. Par ailleurs, les études portant sur cette relation perçue comme « improbable » entre participation politique de citoyen-ne-s avec un background migratoire et partis de droite sont encore peu nombreuses. Il m'a donc semblé particulièrement pertinent de développer une recherche centrée sur cette problématique.

Comme l'indiquent plusieurs études, la Suisse constitue un cas particulièrement intéressant dans le champ des *migration studies*, puisqu'elle est, à l'exception du Luxembourg, le pays européen comptant la plus forte proportion de résident·e·s avec un background migratoire. Selon les données de l'Office fédéral de la statistique de 2021, près de 39% de la population suisse présente un parcours migratoire (Strijbis, 2014 : 613 ; Bobokova et al., 2025 : 7). En général, comme l'ont montré les études de Bird et al. (2010) ou encore les données issues du projet *Repchance.ch* (2025), les personnes avec un background migratoire tendent à s'engager davantage dans des partis de gauche dans la société d'accueil. Cependant, on observe récemment un déclin constant du soutien aux partis sociaux-démocrates au sein de cet électorat. Ce phénomène s'inscrit dans une tendance plus large observée en Europe, où les partis de gauche perdent en influence, même parmi les citoyen·ne·s issu·e·s de l'immigration, qui se tournent vers d'autres formes de représentation politique (Otjes et Krouwel, 2019 : 1161). En parallèle, un autre phénomène se consolide : les partis populistes détiennent désormais une part importante des sièges parlementaires dans de nombreux pays européens tels que la Grèce, la Hongrie, l'Italie, la Pologne, la Slovaquie ou encore la Suisse (Mudde, 2016 : 26). La Lega dei Ticinesi s'inscrit pleinement dans ce paysage politique.

Depuis les années 1990, deux partis populistes se sont particulièrement imposés en Suisse dans les contextes national et régional : l'Union Démocratique du Centre (UDC) à l'échelle nationale et la Lega dei Ticinesi (LDT), objet de la présente recherche, dans le canton du Tessin (Mazzoleni, 2008).

Au Tessin, on observe un basculement significatif de l'électorat vers des positions plus restrictives en matière de politique migratoire et étrangère, un phénomène sans équivalent dans les autres cantons suisses (Mazzoleni et Pilotti, 2017 : 79). Cette évolution se reflète aussi dans la répartition des voix et des sièges aux élections cantonales et communales. Depuis 2011, la LDT est en effet le parti de majorité relative avec deux sièges sur cinq au Conseil d'État. Lors des élections de 2023, les partis de droite (LDT et UDC) ont obtenu 23 sièges sur 90 au Grand Conseil (Mazzoleni & Pilotti, 2024 : 62). La participation active dans ces partis est donc en hausse, y compris parmi les citoyen·ne·s avec un background migratoire.

En particulier, trois politologues - Albertazzi, Mazzoleni et Pilotti - ainsi que deux journalistes, De Laurentis et Giussani, ont mené de nombreuses analyses au cours des 35 dernières années sur la Lega dei Ticinesi, en retraçant son histoire, son ascension, ses spécificités et ses idées. Je m'appuierai largement sur leurs travaux pour présenter le parti au cœur de mon étude et de mes analyses. Leurs ouvrages et articles me permettent de poser un cadre contextuel solide et d'analyser les discours anti-immigration portés par la LDT.

En revanche, en ce qui concerne l'analyse de la participation au sein de la LDT par de personnes avec un background migratoire, il existe une lacune notable. La majorité de la littérature sur cette thématique provient d'Amérique du Nord et se concentre principalement sur le comportement de vote, plutôt que sur l'engagement actif des individus. De plus, le point de vue des personnes concernées est peu représenté et les approches mobilisées dans les analyses sont majoritairement quantitatives (Mugglin et Mastrangelo, 2023 : 135).

Ce travail vise donc à combler, en partie, cette lacune, en s'inscrivant dans la continuité des recherches portant sur la participation politique active des personnes avec un background migratoire dans un pays autre que celui d'origine. Pour ce faire, une question centrale guide ma recherche et structure mon analyse : **Quelles sont les motivations qui amènent des citoyen·ne·s avec un background migratoire à s'engager en politique au sein de la Lega dei Ticinesi, un parti connu pour sa rhétorique critique à l'égard de l'immigration ?**

J'ai également formulé des sous-questions, découlant directement de cette question principale, qui orienteront mes réflexions et mes analyses : Quels sont les discours portés par la LDT autour des questions migratoires, et comment sont-ils perçus par les candidat·e·s issu·e·s de la migration ? Quel rôle joue le background migratoire dans la construction de leur légitimité politique ou dans leur manière de justifier leur engagement ?

Pour répondre à ma problématique, j'ai effectué neuf entretiens qualitatifs avec des personnes qui sont ou ont été engagées politiquement dans la Lega dei Ticinesi, en m'appuyant sur les principes de la « grounded theory ». J'ai également mené deux entretiens d'expert·e·s avec deux chercheuses spécialisées dans cette thématique, afin de mieux comprendre les dynamiques à l'œuvre dans cet engagement et d'obtenir des clarifications pratiques sur la démarche de recherche.

Dans un premier temps, je propose un aperçu du contexte historique propre à la Lega dei Ticinesi et à sa naissance dans le canton du Tessin, situé au sud de la Suisse et seul canton officiellement italophone. Suite à cela, j'introduis les apports théoriques et qui me permettront d'analyser plus finement les enjeux soulevés par ma problématique. Je détaillerai ensuite les choix méthodologiques qui ont guidé ma recherche, avant de présenter les analyses issues des entretiens, mobilisant les cadres théoriques évoqués. Enfin, je conclurai en revenant sur les principaux résultats et en proposant des pistes de réflexion futures, tout en discutant des limites méthodologiques de cette étude.

2. Contexte

Afin de donner un cadre solide à ma question de recherche, je vais dans cette section contextualiser mon sujet. Je commence par un aperçu historique de la Lega dei Ticinesi, en retraçant sa fondation au début des années 1990, et examine son évolution et ses principales caractéristiques en tant que formation populiste régionale ancrée dans la défense des intérêts tessinois. Je propose également une comparaison avec d'autres partis populistes ou régionalistes, tels que la Lega Nord en Italie, le Mouvement Citoyens Genevois (MCG) ou encore l'Union Démocratique du Centre (UDC) en Suisse. Cette mise en parallèle permettra de mieux cerner les spécificités de la LDT, notamment en ce qui concerne sa construction identitaire, son ancrage local et sa stratégie de mobilisation électorale.

Dans un second temps, j'analyse les éléments rhétoriques qui structurent le discours politique de la LDT, en m'appuyant notamment sur l'étude du *Mattino della Domenica*, son organe de presse emblématique. Ce journal, connu pour son ton polémique et sa ligne éditoriale tranchée, constitue un outil central dans la diffusion des idées du parti et dans la politisation de thématiques telles que la migration, la sécurité, ou la souveraineté cantonale.

Cette contextualisation permettra ainsi de mieux comprendre les raisons pour lesquelles certaines personnes avec un background migratoire choisissent de s'engager politiquement au sein d'un parti réputé pour son positionnement critique vis-à-vis de la migration. Enfin, elle permet d'interroger les modalités d'engagement et de repositionnement de ces personnes dans un espace politique marqué par des logiques d'inclusion conditionnelle et d'exclusion symbolique.

2.1. Histoire de la Lega dei Ticinesi

Dans cette partie, je propose un aperçu de l'histoire de la Lega dei Ticinesi, de sa création en 1991 jusqu'à aujourd'hui, en contextualisant son évolution dans le cadre plus large du contexte politique tessinois.

Avant d'aborder l'histoire de la LDT, il convient de présenter le canton où ce parti est né et où il est devenu, en 2011, le parti le plus voté aux élections cantonales (Cantone Ticino, 2011). Le canton du Tessin est une zone transfrontalière, qui confine avec le nord de l'Italie. C'est le seul canton suisse entièrement situé au sud des Alpes et dont la langue officielle est l'italien. Le Tessin constitue aussi l'exemple le plus marquant en Suisse d'un clivage centre-périphérie, associé à une dynamique de politisation de la distance, de sa spécificité culturelle et de sa dépendance envers le centre. Cela donne lieu à des discours promus par des actrices et acteurs politiques, fondés sur des revendications territoriales, un sentiment d'abandon et de discrimination vis-à-vis du « centre » économique et politique. Ce ressentiment périphérique du Tessin envers Berne est central dans le discours politique de la LDT (Pilotti et Mazzoleni, 2017 : 81-82). Le canton constitue ainsi une périphérie à la fois linguistique, géopolitique et économique, ce qui a favorisé l'émergence de revendications spécifiques (Mazzoleni, 2003 : 192).

En 1992, De Laurentis et Giussani (1992 : 11) se posaient la question suivante dans leur ouvrage sur la naissance de la LDT : « Que la Lega disparaisse ou non, aura-t-elle irrémédiablement changé la façon de faire de la politique au Tessin, l'équilibre entre les partis et peut-être même les règles du jeu? ».

Je trouve très intéressant de repenser à cette question un peu provocatoire après plus de trente ans, car les équilibres ont effectivement changé, de même que la manière de faire de la politique au Tessin. Pour ces raisons, un aperçu complet de l'histoire de la Lega dei Ticinesi, c'est non seulement nécessaire pour le déroulement de ma recherche, mais c'est aussi intéressant à connaître. Comme l'explique Mazzoleni (2018 : 120) la naissance du parti est donnée par la configuration d'opportunité et d'un ensemble des conditions que rendent possible l'émergence d'un acteur politique collectif.

Le contexte dans lequel émerge le mouvement est celui de la fin des années 1980 du siècle dernier. Le système de partis traditionnel, au pouvoir depuis des décennies est composé des trois grandes familles idéologiques européennes du XXe siècle, les socialistes, les chrétiens-démocrates et les libéraux, fait face à de fortes tensions (Mazzoleni, 2018 : 122). L'accélération de la modernisation socioculturelle et économique, ainsi qu'un climat général de malaise social, jouent un rôle

déterminant (Mazzoleni, 2003 : 187). À l'échelle internationale, les années 1990 sont marquées par une période de transition : la fin du monde bipolaire, l'accélération du processus d'intégration européenne, ainsi que la résurgence des nationalismes et des régionalismes. Parallèlement, entre 1990 et 1991, survient la crise économique la plus grave depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, qui érodera rapidement la sécurité de l'emploi à vie et l'image de la Suisse en tant que symbole de richesse partagée et de bien-être collectif (Mazzoleni, 2018 : 120-121). Cette crise économique a également réduit les marges de manœuvre des partis traditionnels en affaiblissant leur capacité à distribuer les ressources publiques et à répondre aux attentes sociales et économiques des citoyen·ne·s. Ce recul de leur fonction de médiation entre l'État et la population a contribué à une perte de légitimité politique, nourrissant une crise de confiance à leur égard. C'est dans ce contexte que la Lega dei Ticinesi a su capter le mécontentement populaire, en se positionnant comme une force de rupture face à un système perçu comme incapable à répondre aux attentes de la population (Pilotti et Stanga, 2008 : 73).

Les équilibres gouvernementaux du canton du Tessin, pendant toute la période de l'après-guerre jusqu'en 1987, étaient considérés comme un modèle exemplaire de stabilité. Les trois grands partis mentionnés précédemment ont gouverné pendant plusieurs décennies sans une réelle opposition. Toutefois, entre les années 1970 et 1980, les pressions de la modernisation et de la sécularisation ont affaibli les clivages historiques entre les partis traditionnels, érodant ainsi leurs bases électorales locales. C'est dans ce contexte d'affaiblissement des partis traditionnels que la Lega s'est imposée comme la porte-voix du mécontentement de la population tessinoise (Mazzoleni, 2018 : 121-122).

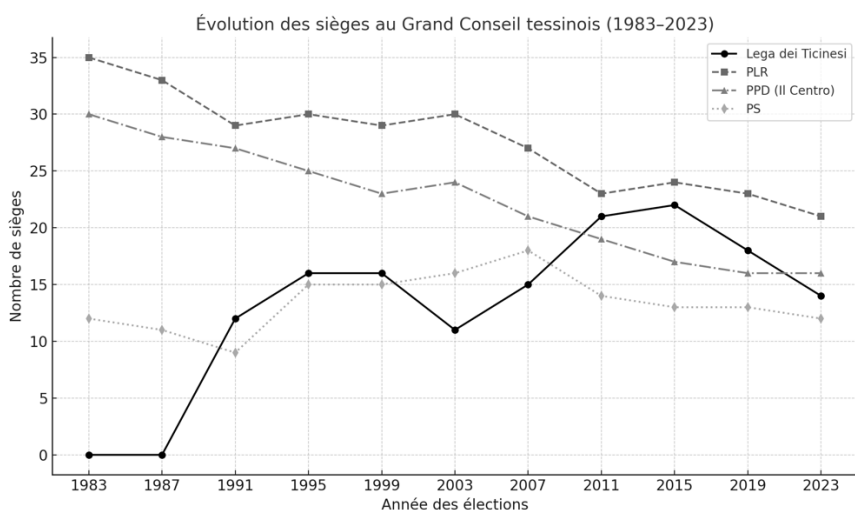


Figure 1 Données retravaillées à partir du fichier Excel de l'USTAT (2023)

Le graphique met en évidence la stabilité des trois partis traditionnels pendant les années 1980, avant l'apparition de la Lega dei Ticinesi en 1991, ainsi que l'évolution de la répartition des sièges

jusqu'aux dernières élections de 2023. La montée de la LDT s'inscrit dans une double logique : une crise structurelle des partis traditionnels et un changement profond des repères politiques et économiques.

Les fondateurs du Mouvement sont Giuliano Bignasca, entrepreneur luganais et Flavio Maspoli, journaliste (Ghiringelli, 2017). Bignasca, surnommé « il Nano », est né le 10 avril 1945 et il était le « président à vie » de la LDT, tandis que Maspoli, né le 29 janvier 1950 et ayant grandi à Lucerne, en était le vice-président (De Laurentis et Giussani, 1992 : 14). « Il Nano » était la figure centrale du mouvement : une personnalité provocatrice et très contestée, qui cultivait une image décontractée et rebelle, incarnée par ses polos, ses manières brusques et ses déclarations tonitruantes, en rupture avec les codes institutionnels classiques.

Bignasca affirme que la LDT a été fondée par lui et Maspoli un soir, lorsqu'ils ont compris que dénoncer régulièrement la corruption, le gaspillage d'argent public et les privilèges des élites politiques tessinois à travers le journal ne suffisait plus, et que, pour changer les choses, il était nécessaire d'entrer dans les institutions afin d'agir de manière plus efficace (De Laurentis et Giussani, 1992 : 51). Comme nous le verrons dans la section suivante, le journal *Il Mattino della Domenica* joue un rôle central pour le parti, depuis sa création jusqu'à aujourd'hui. C'est dans l'édition du 6 janvier 1991 que les deux fondateurs laissent entendre que la création de la Lega dei Ticinesi est imminente. En effet, un peu plus d'une semaine plus tard, le 17 janvier, la Lega dei Ticinesi est officiellement fondée à Lugano, dans les locaux de Via Monte Boglia (Lega dei Ticinesi, s.d.-a).

La réunion constitutive de la Lega dei Ticinesi se déroule en présence de seulement trois personnes : Bignasca, à qui est attribué le titre de « président à vie », Maspoli, désigné vice-président, et le typographe Mauro Malandra, nommé secrétaire du parti. Grâce à son statut de « président à vie », Bignasca se réserve le droit de décider du destin du mouvement, notamment en sélectionnant les noms à inclure sur la liste des candidat·e·s aux élections (Mazzoleni, 2018 : 128). Après la fondation de la LDT, il devient nécessaire de créer une identité collective « leghiste », et c'est à nouveau le journal *Il Mattino della Domenica* qui joue un rôle crucial en tant que porte-voix du mouvement. En outre, le parti tire profit du mécontentement populaire, devenu un véritable levier de mobilisation et de diffusion médiatique : « le mécontentement vend » (Mazzoleni, 2018 : 129).

Aux élections cantonales du 14 avril 1991, la LDT participe pour la première fois et elle obtient 12,8% des voix, faisant ainsi entrer ses premiers représentants au Grand Conseil. En octobre de la même année, le mouvement décroche deux des huit sièges attribués au Tessin au Conseil national. Lors de la législature suivante, en avril 1995, le parti atteint le 19,8 % des suffrages et entre au Conseil

d'État avec l'élection de Marco Borradori (Ghiringhelli, 2017 ; Lega dei Ticinesi, s.d.-a). En 2011, la LDT obtient un deuxième siège au Conseil d'État avec l'élection de Norman Gobbi, atteignant ainsi 29,7% des suffrages et la majorité relative. Les élections cantonales de 2015, deux ans après la mort de Giuliano Bignasca représentent un véritable test pour le mouvement, dont la figure charismatique avait été centrale. La LDT s'était largement appuyées sur sa personnalité pour mobiliser l'électorat. Le parti obtient 24,2 % des voix et confirme 22 députés au Grand Conseil. Après la disparition de son leader, la coordination de la LDT passe à son frère, Attilio Bignasca (Lega dei Ticinesi, s.d.-a).

Avec la disparition de Giuliano Bignasca, la manière de gérer le mouvement a changé ; personne n'a encore conquis, ni même tenté de conquérir, un espace de pouvoir et de manœuvre interne aussi vaste que celui occupé par « il Nano ». Par ailleurs, une composante plus institutionnelle s'est consolidée, avec l'entrée au gouvernement de figures telles que Norman Gobbi ou Claudio Zali (Mazzoleni, 2018 : 133). Le politologue Nenad Stojanović a résumé ce tournant, non sans une pointe d'ironie, par la formule suivante : « de la polo de Bignasca aux cravates de Borradori, Gobbi et Zali ». Cette métaphore illustre bien l'idée d'une Lega dei Ticinesi devenue plus gouvernementale qu'elle ne l'était à l'époque de son fondateur (Pianca, 2018). Avec la mort de Bignasca disparaît en effet la figure centrale de l'aile protestataire de la LDT, laissant progressivement place à une direction plus modérée qui prend le contrôle du parti.

Comme la LDT au Tessin, l'Union Démocratique du Centre (UDC) a connu une forte progression dans le reste de la Suisse, en s'imposant comme le principal parti de la droite populiste. Ces dernières années, une alliance s'est développée entre la LDT et l'UDC lors des élections cantonales et dans certaines élections communales, ce qui a permis à l'UDC de gagner de nombreuses voix au Tessin. Aux élections cantonales de 2023, la liste conjointe a obtenu 27,86 % des suffrages, un résultat similaire à celui de 2019 (UDC Ticino, 2024). Sabrina Aldi, membre de la Lega dei Ticinesi, affirme que cette alliance repose sur un choix pragmatique et sur la volonté de constituer une droite forte au Tessin (RSI – Radiotelevisione svizzera, 2022). Les thématiques anti-immigration, le renforcement des frontières nationales et les lois restrictives à l'égard des personnes migrantes et des demandeur·euse·s d'asile constituent des éléments unificateurs entre les deux partis de droite (Mazzoleni et Ruzza, 2018 : 986).

Outre les moments électoraux, le succès du mouvement repose également sur sa participation au soutien de plusieurs initiatives fédérales, telles que l'Initiative « contre la construction de minarets » (2009) et l'Initiative « contre l'immigration de masse » (2014). Cette dernière a été acceptée dans le canton du Tessin avec 68,2 % des voix, ce qui représente une défaite humiliante pour les partis

traditionnels, les milieux économiques et les syndicats (Pilotti et Mazzoleni, 2017 : 79 ; Allenbach, 2014 : 71).

Au niveau cantonal, un moment important et couronné de succès pour la LDT a été l'approbation de l'Initiative « Prima i Nostri ! » le 25 septembre 2016. Cette initiative visait à inscrire dans la Constitution tessinoise le principe de la « préférence indigène » sur le marché du travail, en donnant la priorité aux résident·e·s suisses par rapport aux travailleur·euse·s frontalier·ère·s, et elle a été adoptée avec 58 % de « oui » (Cantone Ticino, 2017). Pour comprendre le soutien massif à cette initiative, il faut rappeler le contexte économique particulier du canton du Tessin, frontalier de la Lombardie et directement exposé à la proximité de Milan. Cette situation géographique favorise une forte présence de travailleur·euse·s frontalier·ère·s, en particulier dans des secteurs comme l'hôtellerie, la restauration, la construction ou encore les services à bas salaires (Mazzoleni et Pilotti, 2024 : 64). Beaucoup de tessinois·es ont le sentiment que cette dynamique exerçait une pression à la baisse sur les salaires et sur les conditions de travail, sans que « Berne », c'est-à-dire les autorités fédérales, ne prenne pleinement la mesure de cette problématique. La distance symbolique et politique a alimenté un sentiment d'abandon, dont la LDT a su se saisir pour légitimer des positions protectionnistes et régionalistes (Mazzoleni et Pilotti, 2017 : 82).

En outre, en 1992, la LDT a été l'une des rares formations politiques à se mobiliser contre le référendum sur l'adhésion de la Suisse à l'Espace Économique Européen (EEE), alors même qu'au sein de l'UDC seule une minorité s'y opposait (Mazzoleni et Ruzza, 2018 : 984). A partir des années 2000, l'un des principaux chevaux de bataille de la LDT devient aussi la lutte contre la présence jugée excessive de travailleur·euse·s frontalier·ère·s au Tessin (Mazzoleni, 2018 : 133).

Depuis sa création en 1991, la LDT a profondément marqué la configuration politique tessinois, passant d'un mouvement protestataire à une force institutionnelle majeure. Son ascension rapide, a permis au mouvement de s'imposer face aux partis traditionnels, notamment grâce à des figures charismatiques comme Bignasca et Borradori. L'intégration progressive de la LDT dans les institutions cantonales, avec des succès électoraux notables, témoigne de sa capacité à canaliser les préoccupations locales, en particulier en matière d'immigration et de souveraineté. Cependant, la disparition de ses figures historiques et les défis contemporains posent la question de sa capacité à maintenir son influence dans un contexte politique en constante évolution. Selon Gobbi, interviewé par la RSI à l'occasion de l'anniversaire du parti le 2 avril 2025 : « La Lega est encore en mesure de répondre aux défis, même s'ils ne sont pas faciles dans le contexte actuel de méfiance envers les partis et de crise économique. » (RSI, 2025).

2.2. La Lega dei Ticinesi comme parti populiste

Dans cette section, je propose d'analyser la Lega dei Ticinesi en tant que parti populiste et régional, en mettant en lumière les caractéristiques qui permettent de la définir comme telle.

Pour définir le populisme, trois éléments peuvent être considérés comme fondamentaux : l'appel constant au peuple, qui en justifie ses actions ; le fort sentiment anti-establishment et anti-élitistes ; et la considération du peuple comme un groupe monolithique sans différences internes, à l'exception de certaines catégories spécifiques qui sont stratégiquement exclues (Jagers et Walgrave, 2007 : 322). Mudde (2017 : 25-26) ajoute que le populisme est une idéologie qui divise la société en « peuple pure » et « élite corrompue », deux groupes homogènes et antagonistes. Dans le cas de la LDT « l'élite corrompue » est constituée par l'élites politique locale au Tessin, accusée d'agir contre le peuple (Albertazzi, 2007 : 328). Parmi ces élites, on trouve des politicien·ne·s appartenant à l'une des trois « familles politiques » du canton : les libéraux, les démocrates-chrétiens et les socialistes. Jusqu'aux années 1990 et à l'arrivée de la LDT, les Tessinois naissaient dans l'une de ces trois familles et y restaient généralement fidèles toute leur vie (Allenbach, 2014 : 76).

L'approche populiste de la LDT est multi-niveau : elle vise différentes élites et communautés. Par exemple, elle défend les intérêts de certaines communes, comme Lugano, contre l'establishment du canton du Tessin. À un autre niveau, la LDT attaque le gouvernement fédéral, qu'elle accuse de trahir la souveraineté nationale en privilégiant les accords supranationaux et les intérêts de Bruxelles, ou en affirmant que l'État fédéral donne la priorité aux migrant·e·s plutôt qu'à ses propres minorités internes. En liant l'euroscepticisme à la revendication nationale, la LDT est parvenue à entretenir une narration du conflit entre centre et périphérie, dirigée contre « Berne » et les élites nationales ; et à réclamer la restauration des conditions d'une autonomie régionale et d'une prospérité locale. (Mazzoleni et Ruzza, 2018 : 985-987).

Un autre point sur lequel la LDT insiste depuis sa création, et qui est caractéristique des mouvements populistes, est l'appel direct au peuple pour la prise de décisions, ainsi que le refus de traiter les électeur·rice·s comme des étudiant·e·s à qui il faudrait expliquer comment les choses fonctionnent, ce qui est parfois perçu comme l'attitude des trois familles politiques traditionnelles.

Comme l'affirmait déjà l'économiste Angelo Rossi en 1991 : « le succès de la Lega réside dans sa capacité à être perçue comme l'émanation du "peuple" et non comme un mouvement politique élitaire

(De Laurentis et Giussani, 1992 : 66). Cette idée est bien illustrée par le premier manifeste électoral du parti, publié en 1991 (figure 2), qui affirme : « Le Tessin est des citoyens – vote Lega ».



Figure 2 le premier manifeste électoral du parti en 1991 (Mazzoleni, 2018)

Par ailleurs, la figure de Bignasca contribuait elle-même à renforcer cette image populaire : il rejetait les codes traditionnels de la politique tessinoise, s'exprimait dans un langage très direct et familier, et se présentait comme un citoyen en colère contre les privilèges des élites politiques.

Selon les analyses de Daniele Albertazzi (2006), la Lega dei Ticinesi constitue un exemple clair de populisme régional, un modèle qui a ensuite été repris, avec grand succès, par l'UDC au niveau fédéral (Mazzoleni, 2003 : 185). Ce populisme se caractérise par quatre éléments principaux.

Premièrement, la LDT exprime un malaise, voire une opposition ouverte, envers ce qui devrait être un élément fondamental de la démocratie : le principe du « gouvernement de la majorité limitée ». Pour les populistes, le seul demos digne d'être représenté est la majorité silencieuse des gens ordinaires, ce qui rend difficile l'acceptation de l'octroi de droits étendus à diverses minorités. Deuxièmement, on observe une fixation sur le peuple, considéré comme unitaire, homogène et porteur de toutes les vertus, par opposition à « l'élite ». Ce détachement constitue l'un des éléments les plus essentiels pour définir le populisme. Troisièmement, le leader joue un rôle crucial dans le mouvement. Il doit être charismatique, afin d'être capable de convaincre des personnes méfiantes à l'égard du système. Enfin, un dernier trait marquant est la tendance caméléon à adapter rapidement le discours politique, au point de pouvoir rejeter comme absurdes des affirmations soutenues quelques années plus tôt (Albertazzi, 2016 : 134-136). Pour démontrer jusqu'à quel point la LDT prétend représenter les intérêts du « peuple », c'est-à-dire de la société tessinoise, le mouvement sélectionne quasi exclusivement des candidat·e·s étranger·ère·s à la politique institutionnelle, tout en excluant

celles et ceux qui ne sont pas considéré·e·s comme faisant partie de « notre peuple » (Albertazzi, 2006 : 135).

Pour illustrer à quel point la Lega dei Ticinesi incarne une idéologie populiste, Albertazzi reprend la métaphore du politologue britannique Paul A. Taggart, en affirmant que « s'il est légitime de chercher une chaussure parfaitement adaptée au pied du populisme, alors on peut dire que la LDT est précisément ce pied » (Albertazzi, 2006 : 138).

Le populisme n'est pas uniquement un contenu idéologique, mais constitue également un style de communication que les acteur·rice·s politiques peuvent adopter stratégiquement dans différentes configurations. Comme le soutiennent Jagers et Walgrave (2007 : 324), ce style communicationnel repose sur une mise en scène du conflit entre le « peuple pur » et les « élites corrompues », en utilisant un langage simple, émotionnel et orienté vers l'exclusion des « autres », souvent identifiés comme des menaces extérieures (Jagers et Walgrave, 2007 : 324). Ce point sera développé plus en détail dans la section consacré à la rhétorique de la LDT, où seront présentés les registres linguistiques, les néologismes, et les techniques discursives employés notamment par la Lega dei Ticinesi pour construire cette communication populiste.

2.3. Comparaison avec d'autres partis (Lega Nord, MCG et UDC)

Dans cette partie de contextualisation, je propose une comparaison avec d'autres partis appartenant à la sphère populiste en Suisse - tels que l'UDC et le MCG - ainsi qu'en Italie voisine, avec la Lega Nord.

Je commence par le parti d'Umberto Bossi, la Lega Nord, fondé en 1989 à la suite de l'agrégation de plusieurs formations régionales autonomes apparues dans les années 1980 dans le nord de l'Italie (Treccani, s.d.). Les éléments communs entre la Lega Nord (LN) et la LDT sont nombreux. Tout d'abord, ce sont deux partis populistes et régionaux. Les deux se présentent comme les défenseurs d'un « peuple » homogène et uni (les « Padani » pour la LN et les « Tessinois » pour la LDT), prétendument spolié de ses droits et richesses par des majorités dominantes ou par des étranger·e·s perçus comme menaçantes. Ils construisent leur succès politique sur des critiques acerbes envers les partis traditionnels et les élites bureaucratiques, en promouvant des formes de démocratie directe telles que référendums et manifestations. Ils défendent un État-providence réservé à ceux qui « appartiennent légitimement », tout en s'opposant à la mondialisation et ses effets, notamment

l'immigration, les délocalisations et l'afflux de produits bon marché. Enfin, les deux partis critiquent les institutions européennes, la LN dénonçant l'euro comme un désastre économique, tandis que la LDT rejette les rapprochements avec l'UE, vus comme une menace pour la souveraineté suisse (Albertazzi, 2007 : 331-332).

Les deux partis présentent des dimensions différentes : la LDT est plus petite, mais tous deux restent très fidèles à leur vocation populiste et sont fortement centralisés.

La Lega Nord a pour leader Umberto Bossi, qui exerce un contrôle total sur le parti. La LDT, quant à elle, dépendait entièrement de son fondateur Giuliano Bignasca jusqu'à sa mort en 2013. Il s'agissait d'un véritable « parti personnel », dont le leader, autoproclamé « président à vie », contrôlait également la publication du journal du parti.

Un autre élément de similitude est leur fort sentiment eurosceptique. L'Union européenne est perçue comme une menace pour les intérêts régionaux et nationaux, ainsi que pour l'identité et la souveraineté nationales (Mazzoleni et Ruzza, 2018 : 978).

Des différences importantes apparaissent toutefois dans leur propagande et le langage utilisé. La LDT propose un populisme hybride, qui semble parfois se situer plus à gauche que celui de son homologue italien. Cela se reflète dans le style et les contenus de leur propagande respective (Albertazzi, 2007 : 334).

Comme l'explique Mazzoleni, la Lega dei Ticinesi prend néanmoins ses distances avec le mouvement italien dès 1991, lorsque Maspoli affirme, dans un article publié dans *Il Mattino della Domenica* : « La Lega dei Ticinesi n'a rien à voir avec la Lega Lombarda, aussi parce que ce que souhaitent les partisans de Bossi (l'organisation fédéraliste de l'État), nous, nous l'avons déjà. » (Mazzoleni, 2018). Cette affirmation renvoie au fait que la Lega Nord opère dans un contexte où le pouvoir est bien plus centralisé et concentré au niveau national que ce n'est le cas en Suisse pour la LDT. Le parti italien adopte ainsi une position nettement plus fédéraliste (Mazzoleni et Ruzza, 2018 : 988).

Un deuxième parti intéressant à comparer et à analyser est le Mouvement Citoyen Genevois (MCG), fondé en 2005 à Genève. Ce Canton présente certaines similitudes avec le Tessin, notamment en ce qui concerne la croissance de main-d'œuvre frontalière et sa proportion très élevée par rapport à la population active (Turuban, 2022). Beaucoup d'analystes considèrent le MCG comme un parti de droite, bien que le mouvement continue d'affirmer qu'il n'est « ni de gauche ni de droite » (Dacorogna, 2014 : 3). Cette affirmation est typique des certains partis populistes, en effet, Bignasca déclarait lui aussi dans les pages du *Mattino della Domenica* du 14 janvier 2000 que la LDT n'était « né di destra né di sinistra » (Albertazzi, 2006 : 136).

Aux élections fédérales de 2023, le MCG sort grand vainqueur à Genève et Mauro Poggia obtient un siège Conseil des États, mettant ainsi fin à la domination historique de la gauche genevoise. Il s'agit d'un parti qui accorde une grande importance aux questions de sécurité et qui appelle à un contrôle renforcé de l'immigration. Il affirme que nous vivons une période de surconcurrency due à la mondialisation et au phénomène des « eurofrontaliers », et dénonce un excès de bureaucratie étatique (MCG, s.d. ; Ghidoni, 2023). Ces thématiques rappellent fortement celles défendues par la LDT. Toutefois, comme l'explique Mazzoleni, le MCG est un parti plus récent, qui ne bénéficie pas du même enracinement historique que la LDT, et il évolue dans un contexte moins favorable au développement d'idées anti-immigration ou anti-frontaliers, Genève étant déjà historiquement ouverte et tournée vers l'international. Par ailleurs, il existe une différence importante sur le plan économique entre les deux cantons. Le Tessin est en effet plus vulnérable sur le plan socio-économique : les salaires y sont les plus bas de Suisse, l'économie y est moins dynamique et historiquement centrée sur des secteurs à faible valeur ajoutée (Turuban, 2022).

Le dernier grand parti à comparer, en raison de son importance au niveau national et des nombreuses similarités avec la LDT, est évidemment l'Union démocratique du centre (UDC). Comme mentionné dans la section consacrée à l'histoire du mouvement, les deux partis ont conclu plusieurs alliances à l'échelle cantonale, tant sur les listes électorales que pour la promotion d'initiatives populaires, notamment autour de thématiques liées à l'immigration, à la sécurité et à la souveraineté. Par exemple, l'initiative « Contre l'immigration de masse » de 2014, lancée par l'UDC au niveau national, a été fortement soutenue par la Lega dei Ticinesi. De même, l'initiative cantonale « Prima i nostri ! » de 2016, proposée par l'UDC Tessin, a bénéficié d'un soutien actif de la part de la LDT (Mariani, 2016). Il convient toutefois de rappeler qu'au cours des années 1990 et au début des années 2000, les relations entre les deux étaient encore marquées par une certaine méfiance. L'UDC hésitait à s'associer à la LDT, perçue alors comme un mouvement régionaliste protestataire. La dynamique évolue par la suite, notamment sous l'impulsion de Christoph Blocher, qui noue des liens plus étroits avec la LDT et la considère comme une alliée face à l'establishment politique et médiatique. L'une des divergences portait sur les questions environnementales : alors que l'UDC conservait une forte composante agricole et défendait des positions relativement modérées sur l'environnement, la LDT se mobilisait au contraire pour la défense des automobilistes, en s'opposant notamment aux limitations de vitesse (Mazzoleni et Mena, 2020 : 229).

Un autre point commun réside dans le rôle qu'ont joué, surtout dans les années 2000, deux leaders charismatiques : Christoph Blocher pour l'UDC et Giuliano Bignasca pour la LDT. Mazzoleni les décrit comme des leaders atypiques, des outsiders, ayant une image plutôt « hors système »

(Mazzoleni, 2003 : 186-187). Au-delà du rôle de leurs leaders, les deux partis partagent plusieurs caractéristiques analysées dans la section précédente et associées au « national-populisme » : une critique marquée des élites politiques, une rhétorique anti-establishment et une opposition forte à l'intégration européenne et aux politiques migratoires, autant de thèmes qui nourrissent un discours axé sur la défense de l'identité suisse (Mazzoleni, 2003 : 185-186).

Cependant, plusieurs éléments distinguent les deux formations : d'une part, la structure organisationnelle : la LDT est moins formalisée et centralisée que l'UDC. D'autre part, la structure d'opportunités politiques diffère au niveau régional et cantonal, influençant la nature des revendications. La critique du « centralisme bernois » se retrouve dans les deux discours, mais elle occupe une place particulièrement centrale dans celui de la LDT, qui articule son identité à l'échelle régionale, en accentuant le sentiment de marginalisation du Tessin. L'UDC, en revanche, mobilise cette critique dans une perspective plus large, à portée nationale, fondée sur un récit national-conservateur visant à défendre le « Sonderfall helvétique » face à la mondialisation et à l'intégration européenne (Mazzoleni, 2003 : 194-195).

La comparaison avec la Lega Nord, le MCG et l'UDC a finalement permis de mieux situer la LDT dans le paysage populiste suisse et transfrontalier. Si ces partis partagent certaines caractéristiques, telles qu'une opposition à l'immigration, une rhétorique anti-establishment et un fort nationalisme, le mouvement tessinois se distingue par son ancrage régional particulier, son style de communication singulier, notamment par son usage spécifique du dialecte et des symboles identitaires tessinois. Ces éléments seront développés dans la prochaine section.

Cette comparaison et l'aperçu historique permettent également de comprendre les logiques d'adaptation et de différenciation que la LDT mobilise pour renforcer sa légitimité, tout en dialoguant, implicitement ou explicitement, avec d'autres formations de la droite populiste.

2.4. La rhétorique du parti

La rhétorique de la Lega dei Ticinesi peut être définie, de manière générale, comme régionaliste, anti-centralisatrice, anti-mondialisation et anti-Union européenne (Albertazzi, 2008 : 103). Dans ce chapitre, j'examinerai plus en détail ces différents aspects, en commençant par une présentation de la stratégie discursive typiquement adoptée par les partis populistes.

Mazzoleni reprend le concept de rhétorique « national-populiste » de Pierre-André Taguieff. Il explique qu'à la base de la rhétorique mise en œuvre par les partis populistes : « il s'agit de simplifier, d'affirmer, de répéter, de produire un effet global de cohérence, de disqualifier l'argumentation adverse » (Taguieff, 1984 : 118). Le discours populiste du parti doit être vu comme clé de son succès et pas comme une faiblesse (Mazzoleni, 2003 : 185).

La rhétorique « national-populiste » recouvre trois dimensions : la dimension « protestataire », focalisée sur la scission entre « bon peuple » et « mauvaises élites », c'est-à-dire contre les partis traditionnels et contre les dérives de la démocratie représentative. En effet, la LDT est née sur la base de la critique de la partitocratie et en général de l'establishment tessinois et fédéral. La deuxième dimension est celle « identitaire », supposée menacée par la présence d'étrangers et par l'Union Européenne et la dernière dimension est la capacité du parti de se positionner comme réponse aux tensions entre « traditions » et « modernité », en s'adaptant de manière pragmatique aux circonstances pour maintenir le consensus (Mazzoleni, 2003 : 185-186). Ce type de rhétorique est conçu comme un style politique affichant essentiellement la proximité du peuple (Jagers et Walgrave, 2007 : 319). Un élément important est aussi l'utilisation du dialecte dans les slogans, soit des campagnes électorales que dans le journal du parti. Ce langage permet à la LDT de se rapprocher du « peuple » et de se distancier du discours politique des élites et des intellectuel·le·s, qui utilisent une langue complexe et sophistiquée. Le message véhiculé est que la Lega dit la vérité, et pour la transmettre au peuple, elle utilise « leur langue », sans se cacher derrière un langage opaque. Le dialecte constitue ainsi, depuis toujours, un certificat d'authenticité pour le parti, et il permet de renforcer un sentiment d'appartenance chez les Tessinois·es (De Laurentis, 1992 : 65).

Une autre stratégie discursive typique des partis populistes est l'utilisation d'un langage très simple, accessible et direct (Albertazzi, 2006 : 135). Sur le site web de la LDT, dans les lignes directrices, notamment aux points 1 et 4, on peut lire : « un mouvement proche du **peuple** qui a remis le citoyen tessinois au centre de l'attention » et « un mouvement qui combat l'immigration de masse afin de préserver **l'identité nationale** et l'État social, donc opposé aux ouvertures inconsidérées et concessions à l'Union européenne » (Lega dei Ticinesi, s.d.-b). Le focus constant sur « le peuple » et sur « l'identité nationale », souvent mis en évidence en gras, constitue un marqueur stable dans la communication du parti. Lors des élections fédérales de 2011, la LDT a d'ailleurs adopté le slogan «I Ticinesi votano LEGA!», soulignant ainsi l'idée que le parti serait le seul à représenter véritablement l'identité tessinoise. La question de la représentation identitaire est donc centrale dans le discours de la LDT : le Tessin n'est pas perçu comme un canton ordinaire, mais bien comme un

cas à part. Comme le formulent Maire et Garufo (2017 : 112), il s'agit d'un « Sonderfall dans le Sonderfall helvétique »¹, un territoire qui reprend la rhétorique du « seul contre tous », tout en se distinguant de son modèle national par sa position intermédiaire entre italianité et helvéticité.

La rhétorique de la LDT peut également être qualifiée de « populisme multiniveau », car sa stratégie consiste à construire un ennemi différencié selon le niveau politique. Au niveau local, le discours s'en prend aux élites municipales et aux partis traditionnels ; au niveau cantonal, il défend « les vrais Tessinois » contre les frontalier·ère·s et les étranger·ère·s, notamment à travers des initiatives populaires comme « Prima i Nostri ! », tout en attaquant régulièrement les trois partis historiques dans *Il Mattino della Domenica*. Enfin, au niveau fédéral, le discours accuse le pouvoir central - Berne - de trahir les intérêts des Tessinois·es et s'oppose fréquemment aux compromis avec l'Union européenne (Mazzoleni et Ruzza, 2018 : 980). Les ennemi·e·s désigné·e·s varient ainsi selon les niveaux et incluent les « élites politiques », les « bureaucrates » et les « immigrés ». Les déclarations de Lorenzo Quadri après la mise en œuvre de l'initiative « Prima i Nostri ! » offrent un bon exemple de discours populiste multi-niveau : « il devient de plus en plus urgent de concrétiser l'initiative au Tessin, 'Prima i nostri', étant donné que Berne ne rate jamais une occasion de saboter la moindre tentative de préférence indigène et de ramper devant les patrons de l'UE. » (Mazzoleni et Ruzza, 2018 : 987). Cette déclaration constitue un bon exemple de ce type de rhétorique, puisqu'elle cible simultanément le niveau cantonal (en appelant à l'application de l'initiative au Tessin), le niveau fédéral (en accusant Berne de saboter la volonté populaire), et le niveau supranational (en dénonçant l'Union européenne comme une entité dominatrice).

Comme l'explique Mazzoleni (2018 : 130) la stratégie de communication de la LDT, véhiculée notamment par *il Mattino della Domenica*, se structure essentiellement autour de deux axes : d'une part, la dénonciation de l'establishment, de la partitocratie, de la bureaucratie « envahissante », des grandes familles et des notables au nom des intérêts « trahis » du peuple. D'autre part, la défense des intérêts du Tessin, perçu comme une minorité face au pouvoir central de Berne. De bons exemples de cette stratégie discursive sont résumés par De Laurentis et Giussani, qui parlent d'un « langage leghiste », en ce que le mouvement crée et diffuse, notamment par le biais de son journal, une série de néologismes devenus partie intégrante du langage courant au Tessin. Par exemple, « i noss gent » désigne, pour la LDT, le peuple comme « entité suprêmement positive, détentrice de la Vérité et de la Sagesse, régulièrement trahie par les « Grandes Familles » et les partis traditionnels ». Ce discours

¹ Le mot allemand *Sonderfall* (« cas particulier ») est souvent utilisé pour désigner la spécificité du modèle politique helvétique. Dans le cas tessinois, il évoque une double exception : le Tessin comme particularité à l'intérieur d'un Etat lui-même perçu comme particulier (Kreis, 20.12.2012).

s'inscrit dans une rhétorique antisystème qui dénonce la partitocratie et la domination historique des trois principaux partis politiques tessinois. Un autre exemple est le terme « Landfogti », utilisé pour désigner les « Confédérés aux appétits voraces sur le Tessin », un néologisme qui réactive la critique du pouvoir central bernois (De Laurenti et Giussani, 1992 : 139-140).

2.4.1. La rhétorique du journal *Il Mattino della Domenica*

Il Mattino della Domenica, est un outil stratégique qui construit l'identité populiste du parti en utilisant des images fortes, un langage accessible et un ton provocateur, consolidant ainsi leur influence politique par une communication directe et impactante (Albertazzi, 2007 : 335). Depuis sa création, il constitue un organe de dénonciation et de combat au service de la LDT (De Laurentis et Giussani, 1992 : 47).

Le journal est né avant la création du parti, le premier numéro a été distribué le 18 mars 1990. L'idée de base était de remplir l'espace libre de l'industrie de l'édition tessinoise, celle dominicale (De Laurentis et Giussani, 1992 : 15). L'hebdomadaire voit le jour au sein d'un cercle restreint de journalistes et de personnalités issues de milieux divers, réunies par des prises de position critiques ou par une réputation d'acteurs indépendants en rupture avec le système dominant (Mazzoleni, 2018 : 124).

À l'origine, ce journal gratuit naît comme un périodique d'information incluant des enquêtes, des sondages et des chroniques sportives. Il se transforme toutefois assez rapidement en hebdomadaire d'opinion du parti, subissant ainsi un processus de politisation (Mazzoleni, 2018 : 124-125). Il devient le porte-voix de la construction d'une identité collective « leghiste » et permet de diffuser l'idéologie du parti auprès des électeur·rice·s (Mazzoleni, 2018 : 128 ; Albertazzi, 2007 : 335).

La rhétorique du *il Mattino della Domenica*, se caractérise par un style visuel et discursif provocateur, empruntant des codes au journalisme tabloïd. Le recours à des images fortes, souvent sexualisées ou caricaturales, vise à capter l'attention tout en simplifiant des enjeux politiques complexes. L'usage fréquent de l'ironie, y compris à l'égard du leader lui-même, contribue à construire une image de proximité avec « le peuple », en contraste avec d'autres formes de populisme plus verticales comme celle de la Lega Nord italienne. Enfin, le journal mobilise un langage volontairement polémique, truffé de néologismes et d'invectives, pour désigner ses adversaires, renforçant ainsi une logique d'exclusion et de clivage typique du discours populiste (Albertazzi, 2007 : 336). Par exemple, pour

parler des politicien·ne·s tessinois·es, la LDT crée des néologismes péjoratifs tels que « Bambela » « Banditocrazia » o « Etrusco » (De Laurentis et Giussani, 1992 : 139).

Il Mattino della Domenica représente bien plus qu'un simple organe de presse, car il constitue un outil central de construction identitaire et de mobilisation pour la LDT. À travers un ton provocateur, des néologismes péjoratifs et la mise en scène d'une forte opposition entre « nous » et « eux », il véhicule une vision de la réalité empreinte de populiste, de régionalisme et d'anti-élite. En combinant sarcasme, attaques frontales et dénonciations, le journal contribue à légitimer le discours du parti dans l'espace public tessinois, tout en renforçant l'adhésion des sympathisant·e·s.

2.4.2. Politisation des thématiques migratoires

Afin de mieux comprendre les positionnements des politicien·nes analysé·es dans les sections suivantes, il est nécessaire de contextualiser brièvement les dynamiques de politisation des questions migratoires dans le canton du Tessin. Cette partie vise à mettre en lumière les logiques discursives dans lesquelles ces acteur·rice·s s'inscrivent. Les politiques migratoires sont la thématique la plus fréquente dans la communication des partis de droite en Suisse, mais la LDT est le parti qu'insiste le plus sur cela. En effet, dans plus d'1/3 des articles de *Il Mattino della Domenica* est présent l'argument (Bernhard, 2017 : 117).

Comme nous l'avons vu dans la section consacrée à l'histoire de la Lega dei Ticinesi, les discours politiques autour du clivage centre-périphérie jouent un rôle fondamental au Tessin. Plus le canton est perçu par les citoyen·ne·s comme dépendant et vulnérable, plus la probabilité qu'iels s'expriment en faveur d'une politique migratoire plus restrictive augmente (Pilotti et Mazzoleni, 2017 : 84). Le 44% des participant·e·s du canton à une enquête Selects du 2016 ont mentionné la question de l'immigration, de l'asile et des réfugié·e·s comme la plus importe à résoudre au Tessin (Mazzoleni et Pilotti, 2018 : 79). La LDT profite de l'insécurité et des préoccupations ressenties par les citoyen·ne·s en recourant à une rhétorique particulièrement violente à l'égard des étranger·ère·s, qui sont présenté·e·s comme la source de graves dangers pour l'ordre public, une menace pour l'identité indigène et une attaque contre l'emploi « autochtone » sur le territoire (Maire et Garufo, 2017 : 106).

À ce langage fondé sur des stéréotypes et des formules discriminatoires s'ajoutent les différentes affiches produites par le parti à l'occasion des votations ou des élections. Par exemple, lors des élections fédérales de 2007, l'un des affiches du parti (voir figure 3) représentait quatre hommes

allongés sur des bouées, sans visage, sans yeux, ni bouche, ni nez. Seule leur couleur de peau permettait de les distinguer, et les bouées portaient des inscriptions telles que « AI », « Réfugié », ou « Chômage », visant à souligner, selon le parti, le caractère de profiteurs et d'assistés attribué aux étrangers (Maire et Garufo, 2017 : 106).



Figure 3 Affiche électorale pour les élections fédérales de 2007 (Maire et Garufo, 2017)

De manière générale, au cours des dernières décennies, les partis de droite radicale ont intégré dans leur communication une nouvelle rhétorique liée à la notion de « surpeuplement », dans le but d'alimenter l'hostilité envers les personnes migrantes. Cette rhétorique tend à avoir un impact particulièrement fort dans les zones frontalières (Arababah et al.G, 2024 : 1).

Une étude menée par Arababah et al. met en évidence une augmentation du soutien aux partis de droite dans les zones frontalières, due à une stratégie rhétorique spécifique appelée « density stress ». Cette stratégie fait référence à la construction d'un lien entre l'augmentation de la mobilité transfrontalière, en particulier après l'introduction de la libre circulation avec l'Union européenne en 2004, et une perception répandue de surcharge des infrastructures locales. Elle vise à exploiter le malaise vécu au quotidien, en évoquant par exemple l'intensification du trafic routier. Cette stratégie rhétorique est au cœur du discours politique de la Lega dei Ticinesi, qui associe la mobilité frontalière à une pression jugée intolérable sur les infrastructures et les services publics du canton (Arababah, Beerli, Hangartner & Ward, 2024 : 2-3). L'UDC et d'autres partis populistes appliquent un schéma rhétorique similaire autour des centres d'asile, dénonçant une « crise de l'asile » qui surchargerait les infrastructures publiques fédérales et cantonales (UDC, 2023).

Une deuxième thématique très politisée par la LDT est la question du frontalierat, qui prend de l'ampleur dans les années 2000 et 2010 (Mazzoleni et Pilotti, 2024 : 64). Comme le montre l'étude de Mazzoleni et Pilotti, la majorité des personnes interrogées au Tessin sont favorables au renforcement de la frontière nationale et les principales raisons sont : « Les frontières de la Suisse doivent être renforcées afin de limiter l'accès aux étrangers » ; « Afin de défendre sa souveraineté nationale, la Suisse doit renforcer ses frontières » et « Mon canton doit mieux protéger sa frontière avec l'étranger » (Mazzoleni et Pilotti, 2024 : 67).

Ce type de discours est renforcé par la concurrence dans les professions traditionnelles au Tessin ; en effet, en raison de la grave crise en Italie, de nombreuses personnes italiennes hautement qualifiées travaillant dans des secteurs spécialisés, cherchent du travail en Suisse et sont prêts à travailler pour des salaires inférieurs à 3'000 CHF. Cela a intensifié la peur de la concurrence et la possibilité réelle d'être remplacé par des travailleur·euse·s frontalier·ère·s bon marché (Allenbach, 2014 : 72). La LDT a tiré parti de ces craintes et les a intégrées à sa rhétorique discursive. Par exemple, en 2011, une campagne contre les frontalier·ère·s qui « prennent les emplois des Tessinois » a été publiée dans le journal, appelant à la construction d'un mur à la frontière entre la Suisse et l'Italie (Cheda, 2013 : 130).

Une autre thématique très présente dans la communication de la LDT, souvent abordée en lien avec la question migratoire, est l'islam. Deux votations ont été largement médiatisées : l'interdiction de la burqa et du niqab dans les lieux publics au Tessin en 2013, et l'interdiction de la construction de minarets en Suisse en 2013. La LDT s'est également opposée à la construction d'une mosquée à Lugano ainsi qu'à l'extension de l'instruction religieuse aux religions non chrétiennes (Bernhard, 2017 : 120). Ces initiatives se basent sur la menace perçue à l'identité suisse conférée à l'islam, présenté comme incompatible avec les valeurs locales. En mobilisant ce thème, la LDT cherche à renforcer une frontière symbolique entre un « nous » national enraciné et des « autres » perçus comme porteurs de différences, ce qui consolide son discours identitaire et sécuritaire.

Pour conclure, la Lega dei Ticinesi représente un cas emblématique de politisation des thématiques migratoires dans le contexte politique suisse. En utilisant une rhétorique qui fait lève sur les émotions, souvent stigmatisante et ancrée dans les préoccupations quotidiennes de la population du canton, la LDT parvient à relier des enjeux régionaux, tels que la concurrence sur le marché du travail, la pression sur les services publics ou la préservation de « l'identité tessinois », à des dynamiques migratoires plus larges. Ce processus de politisation s'appuie sur des stratégies discursives. Comme le recours à des images et vignettes chocs, la désignation d'ennemis symboliques, ou l'invocation de

menaces au bien-être de la population. Non seulement il permet de légitimer des positions politiques restrictives, mais il permet aussi de rallier un électorat large, incluant parfois des personnes elles-mêmes avec un background migratoire. La centralité persistante de ces thématiques dans le discours de la LDT témoigne de leur pouvoir de mobilisation, mais aussi de leur rôle structurant dans la construction identitaire et idéologique du parti.

3. Cadre théorique

Après avoir établi la question de recherche qui va guider mon travail - à savoir : Quelles sont les motivations qui amènent des citoyen·ne·s avec un background migratoire à s'engager en politique au sein de la Lega dei Ticinesi, un parti connu pour sa rhétorique critique à l'égard de l'immigration ? - et après avoir introduit le contexte propre à la Lega dei Ticinesi et au Canton du Tessin, je vais présenter les différentes approches théoriques et conceptuelles sur lesquelles reposera l'analyse de mes entretiens. Cette partie vise à répondre à l'objectif de cette recherche, c'est-à-dire à mieux comprendre les logiques d'engagement politique des individus et les motivations subjectives, en lien avec leurs trajectoires migratoires personnelles.

Dans cette section, je présente tout d'abord un état de la littérature concernant la participation politique des personnes issues de la migration dans les partis de droite. Je souligne déjà que mon étude s'inscrit dans une posture épistémologique constructiviste et s'appuie sur les travaux de Dahinden (2016; 2021; 2021) concernant la désessentialisation de la catégorie « background migratoire ». Cette perspective sera développée plus en détail dans la section méthodologique. Le premier apport qui me sera utile afin de mieux comprendre la participation politique des personnes avec background migratoire dans la Lega dei Ticinesi sont les études sur l'idéologie politique, notamment à travers le concept de « far rights » développé par Pirro (2023). Je présente ensuite la stratégie de « boundary-making » proposée par Wimmer (2013), qui constitue un élément central de mon analyse. Enfin, j'aborde le concept de « multicultural conservatism » élaboré par Dillard (2001).

3.1. État de la littérature

Je vais dans un premier temps présenter un état de la littérature pertinent pour mon étude des recherches en sciences sociales, et plus particulièrement celles réalisées en Suisse, qui sont en lien avec ma question de recherche.

Avant d'entrer dans la revue de littérature, il est important de préciser la définition du terme « personne avec un background migratoire » telle qu'elle est utilisée tout au long de cette recherche. Bien que la section suivante propose une réflexion critique et constructiviste sur cette notion, il reste nécessaire, pour mener l'analyse, d'explicitier comment ce concept est interprété dans le cadre de cette étude. Comme le suggèrent Borrelli et Ruedin, afin d'éviter toute essentialisation, il n'est pas indispensable de renoncer à cette terminologie, mais plutôt d'en proposer un usage flexible et adapté au contexte (2024 : 12). C'est pourquoi, dans le cadre de cette recherche, et afin de mieux comprendre l'engagement au sein de la LDT, j'adopte la même définition que celle proposée par Mugglin et Mastrangelo dans leur étude sur la participation politique de citoyen·ne·s avec un background migratoire au sein de l'UDC, à savoir : « *des citoyen·ne·s avec un background migratoire comme une personne qui a elle-même vécu, ou dont les parents ont vécu, une expérience de migration* » (2023 : 135). A cette définition s'ajoute un élément central pour cette étude : la manière dont « l'altérité » est perçue et joue un rôle dans la construction de cette catégorie. Il s'agit de prendre en compte la manière dont les personnes perçoivent, ou sont perçues à travers, l'idée de « background migratoire », une dimension essentielle pour comprendre les dynamiques d'inclusion et d'exclusion.

Peu d'études se sont explicitement intéressées au comportement électoral des électeur·rice·s avec un background migratoire qui soutiennent des partis de droite. Le nombre de recherches abordant leurs préférences partisans reste limité. En général, comme l'ont montré les travaux de Bird et al. (2010), les électeur·rice·s avec un background migratoire tendent à soutenir davantage les partis de gauche dans les sociétés d'accueil. Certaines exceptions bien connues existent néanmoins, comme le fort soutien des électeur·rice·s d'origine cubaine au Parti républicain aux États-Unis, ou encore, en Suisse, le soutien des personnes originaires d'Europe de l'Est à des partis conservateurs, comme l'a démontré Strijbis (2014 ; Spies et al., 2022 : 277-278).

La littérature existante est majoritairement nord-américaine. Certain·e·s chercheur·euse·s ont analysé les logiques du soutien de membres des minorités ethniques ou raciales à des partis conservateurs. Par exemple, l'étude de Hickel et al. (2021), destinée à l'élection présidentielle américaine de 2016, met en évidence l'importance des dynamiques identitaires dans le comportement de vote des

électeur·rice·s latin·e·s. Les auteur·rice·s montrent que la priorisation d'une identité « américaine » sur une identité « latine » constitue un facteur déterminant dans le soutien au Parti républicain. Cette priorisation identitaire est analysée comme une stratégie d'intégration ascendante et de distinction sociale, qui permet aux personnes concernées de se dissocier des formes d'immigration perçues comme illégitimes et de revendiquer leur appartenance à la nation dominante. Toutefois, ces recherches portent principalement sur le vote et l'identification partisane, et rarement sur l'engagement politique actif. En outre, elles reposent presque exclusivement sur des approches quantitatives (Mugglin & Mastrangelo, 2023 : 133).

En Europe, les travaux sur la participation politique des personnes avec un background migratoire dans les partis de droite restent également marginaux. Quelques études se sont penchées sur la manière dont des partis populistes de droite intègrent ce type de candidat·e·s. Par exemple, la recherche de Spies et al. (2022) analyse le cas des Russes-Allemands qui soutiennent le parti anti-immigration allemand Alternative für Deutschland (AfD). Leur trajectoire migratoire spécifique les amène à se percevoir comme faisant partie de l'ethnie allemande, sans se considérer comme immigré·e·s. Dans ce contexte, même le parti anti-immigration ne les catégorise pas comme des personnes issues de la migration (Spies et al., 2022 : 276).

En Suisse, plusieurs études ont exploré la relation entre background migratoire et comportements électoraux. L'étude socio-psychologique de Strijbis (2014) constitue la première recherche sur le comportement électoral des personnes de première et deuxième génération en Suisse. Basée sur une enquête post-électorale portant sur les élections fédérales de 2011, elle montre que le background migratoire influence significativement le choix de vote. Dans une étude ultérieure, Strijbis et Polavieja (2018) analysent le vote des personnes avec un background migratoire lors de la votation populaire suisse de 2014 sur la libre circulation des personnes. Il s'agit du premier article examinant le comportement électoral de personnes avec un background migratoire dans le contexte d'une initiative populaire. Les auteur·rice·s expliquent pourquoi une proportion importante d'électeur·rice·s avec un tel background a voté en faveur de la restriction de l'immigration : soit pour se distinguer de leur origine ethnique perçue, soit parce qu'ils se sentent particulièrement affecté·e·s par la concurrence sur le marché du travail (Strijbis & Polavieja, 2018 : 154-156).

Ces contributions sont particulièrement précieuses, mais elles reposent essentiellement sur des données quantitatives et se concentrent sur les comportements électoraux, sans explorer en profondeur les formes d'engagement politique actif. À cet égard, l'étude de Mugglin et Mastrangelo (2023) constitue une avancée significative. Leur analyse qualitative, fondée sur des entretiens avec

des activistes de l'Union démocratique du centre (UDC/SVP) ayant un background migratoire, permet de mieux comprendre les logiques subjectives d'engagement dans un parti connu pour ses positions critiques envers la migration. Les deux chercheur·euse·s montrent comment ces personnes construisent des récits articulant intégration personnelle, méritocratie et adhésion à des valeurs perçues comme suisses, remettant ainsi en question les interprétations simplistes de leurs motivations et l'idée d'une incompatibilité structurelle entre origine migratoire et engagement dans un parti de droite. Cependant, la littérature demeure quasi inexistante concernant la participation de personnes avec un background migratoire dans des partis populistes de droite au niveau cantonal ou régional, notamment dans le canton du Tessin. À cet égard, la présente recherche, centrée sur la Lega dei Ticinesi, vise à combler cette lacune en analysant, à travers une approche qualitative, l'engagement politique actif des individus avec un background migratoire au sein d'un parti régionaliste critique envers les questions migratoires.

3.2. Idéologie politique

Cette section vise à explorer comment l'idéologie politique structure les formes d'engagement et de positionnement des individus. Pour ce faire, elle s'articule autour de deux concepts clés : celui de « far right », qui permet de situer la Lega dei Ticinesi dans le paysage politique, et celui d'identification partisane, utile pour analyser les dynamiques d'adhésion et de loyauté des personnes avec un background migratoire dans la LDT.

3.2.1. Le concept “far right”

Dans le cadre de ma recherche, j'ai choisi d'adopter la même posture que celle de Pirro, en utilisant le terme générique « far right » pour analyser la Lega dei Ticinesi. Ce terme permet d'étudier plus efficacement les dynamiques internes et les nuances idéologiques du parti, ainsi que la manière dont il est perçu par les candidat·e·s. Le concept de « far right » chez Pirro fonctionne comme une catégorie-parapluie, englobant à la fois la droite radicale et l'extrême droite, tout en mettant en lumière les dynamiques communes et les alliances entre ces différents acteurs.

Tel que défini par Pirro, le terme « far right » désigne « tous les acteurs collectifs ultranationalistes qui partagent une vision du monde excluante et autoritaire, principalement fondée sur des critères socioculturels, mais qui présentent des fidélités variables aux principes démocratiques » (Pirro, 2023 : 103).

Pour mieux comprendre cette définition, il est utile de problématiser les concepts de « (populist) radical right » et d'« extreme right ». La distinction entre ces deux notions repose sur leur rapport aux principes démocratiques et constitutionnels. La « radical right » comprend des groupes d'acteurs, principalement des partis, qui respectent les règles du jeu démocratique, tandis que la seconde catégorie englobe des mouvements hostiles à la démocratie libérale, qui cherchent notamment à renverser le système. Cependant, ces deux catégories ne sont pas figées : les appartenances idéologiques et les pratiques évoluent dans le temps, ce qui justifie l'usage d'un terme générique comme « far right » (Pirro, 2023 : 102-104). De plus, les frontières entre ces deux catégories et les acteurs qui en font partie deviennent de plus en plus poreuses. Un exemple parlant est la relation instaurée en 2014 entre la Lega Nord, le parti homonyme de la LDT en Italie, et CasaPound, un parti d'extrême droite italien (Pirro, 2023 : 107).

En s'appuyant également sur les travaux de Cas Mudde, qui identifie les partis d'extrême droite comme ceux qui combinent trois éléments idéologiques fondamentaux : le nativisme, l'autoritarisme

et le populisme (Mudde, 2007 : 138). Pirro construit le noyau idéologique du concept de « far right » comme une forme extrême de nationalisme. Ce nationalisme combine nativisme et autoritarisme, où les éléments non natifs sont perçus comme une menace à l’homogénéité de l’État-nation.

La « far right » conçoit la société comme divisée entre un groupe national culturellement dominant et les non-natifs, souvent des personnes étrangères, définis selon un système de différences reposant sur des critères socioculturels. D’une manière ou d’une autre, l’ensemble de la « far right » cible ces « non-natifs » (Pirro, 2023 : 105). Pirro illustre cette catégorisation à l’aide d’un schéma synthétique (figure 4).

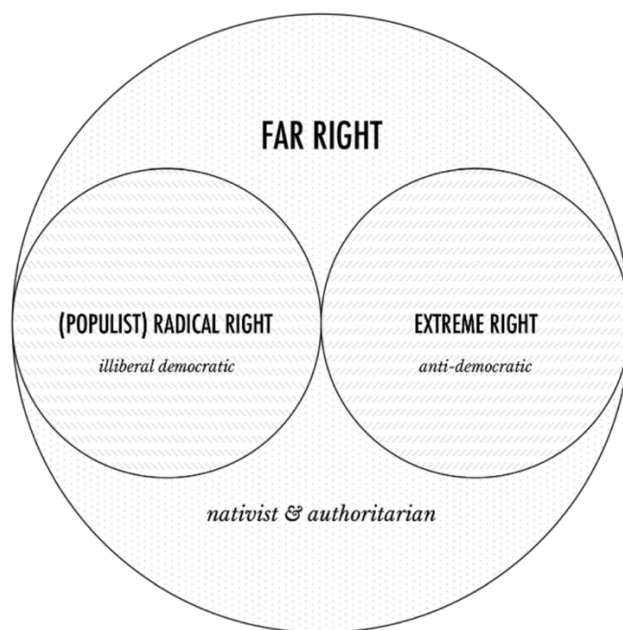


Figure 4 Visualisation of the 'far right' set, its constituent subsets, and their defining characteristics (Pirro, 2023: 106)

Le concept de “far right” est donc utile pour ma recherche parce que me permet de analyser la Lega dei Ticinesi et la participation des personnes avec background migratoire dans ce parti en manière plus inclusive, sans se limiter à des distinctions rigides entre droite radical et extrême droite et en explorant des éventuels connections avec des autres acteurs externes. Par exemple, il est pertinent d’examiner les connexions avec un autre parti faisant partie de la catégorie « far right », à savoir l’UDC, ainsi que la participation de certain·e·s de ses membres ayant un background migratoire. Cela est d’autant plus intéressant que, comme nous le verrons dans la partie consacrée aux résultats, les dynamiques d’engagement présentent beaucoup des similarités.

3.2.2. Identification Partisan

Les partis de gauche sont généralement perçus comme les alliés les plus importants et les plus attractifs pour les personnes avec un background migratoire ou confrontées à des formes d'exclusion raciale. Cette réputation s'explique notamment par leur insistance sur les politiques égalitaires et la justice sociale en faveur des groupes marginalisés, ce qui les rend proches des préoccupations des citoyen·ne·s. Cependant, certaines recherches, comme celle menée par Strijbis (2014), montrent que des partis de droite défendant une rhétorique anti-immigration peuvent également obtenir un soutien important auprès des électeurs immigrés. En effet, une tendance plus générale révèle que certains partis de droite cherchent à mobiliser les électeurs et les candidat·e·s avec un background migratoire, tout en adoptant des politiques migratoires restrictives et en tenant un discours ouvertement xénophobe (Bader et Feddersen, 2021 : 160-161 ; Mugglin et Mastrangelo, 2023 : 132).

La recherche de Strijbis (2014) montre que le mécanisme qui stabilise l'identité de groupe sur plusieurs générations est le processus de socialisation politique², par lequel les parents transmettent à leurs enfants leur identification partisane (Strijbis, 2014 : 615 ; voir aussi Percheron et al., 1993). Cette identité se forme aussi en relation à l'état d'origine (ou à ceux des parents). En outre, comme le montre Castles (2002), la mondialisation permet la création de communautés transnationales et le partage d'identités multiples. Par conséquent, les migrant·e·s restent partiellement liés à leur pays d'origine et leur comportement politique est influencé par les conflits politiques passés et présents (Strijbis, 2014 : 616).

Dans le contexte suisse, Strijbis constate tout d'abord qu'une proportion plus importante de citoyen·ne·s avec un background migratoire votent pour la gauche, en cohérence avec les résultats observés dans d'autres pays européens. Toutefois, l'écart entre les personnes natives et les personnes immigrées y est plus faible que dans d'autres contextes nationaux (Strijbis, 2014 : 623). Il identifie ensuite deux types possibles de socialisation politique parmi les personnes migrantes. Concernant les personnes originaires d'Europe du Sud, arrivées en Suisse jusqu'aux années 1980, souvent en tant que « travailleurs·ses invité·e·s », leur socialisation politique s'est effectuée au sein de deux grands blocs historiques : le catholicisme et le communisme. En conséquence, ces personnes et leurs descendant·e·s tendent à voter pour des partis de centre ou de gauche.

Le deuxième groupe est composé de personnes migrantes en provenance d'Europe de l'Est. Strijbis émet l'hypothèse - confirmée par son enquête - d'une identification négative vis-à-vis des partis

² Par socialisation politique on entend les processus par lequel les individus acquièrent durablement des attitudes, des valeurs, des connaissances et des comportements politiques, souvent dès l'enfance, à travers l'influence de la famille, de l'école, du milieu social et des expériences de vie (Bargel et Darmon, 2017).

socialistes, notamment parmi celles et ceux ayant vécu sous un régime communiste ou ayant migré avant la chute du communisme. On peut donc s'attendre à une tendance à voter pour des partis de centre-droite ou conservateurs (Strijbis, 2014 : 616).

Durant des périodes historiques marquantes, les citoyen·ne·s ont développé des identifications partisans fortes, ce qui explique pourquoi, selon Strijbis, les identifications partisans moyennes entre les partis de gauche et ceux de droite-conservatrice diffèrent en fonction du background migratoire. Ainsi, les expériences historiques et culturelles des personnes immigrées influencent plus fortement leurs préférences politiques, et celles des générations suivantes, que ne le fait l'idéologie d'un parti (Strijbis, 2014 : 626). Dans cette perspective, l'étude menée par Spies, Mayer, Elis et Goerres sur les Allemand·e·s - Russ·e·s affilié·e·s à l'AfD en Allemagne suggère que les minorités ethniques expriment souvent des attitudes anti-immigration dans le but de préserver leur propre statut social par rapport à d'autres groupes minoritaires. Ce constat rejoint les résultats d'analyses menées dans d'autres pays, comme les travaux de Strijbis et Polavieja (2014) en Suisse, ou ceux de Carter et King-Meadows (2019) aux États-Unis (Spies et al., 2022 : 279).

Une autre clé de lecture importante pour l'analyse de la participation politique des personnes avec background migratoire dans les partis de droite est introduite par Spies et al. (2022) à travers leur étude sur la participation politique Allemand·e·s- Russ·e·s au sein de l'AfD. Il s'agit de la dimension de l'intégration des immigré·e·s divisée en intégration économique, sociale et culturelle. Les niveaux d'intégration dans chacun de ces domaines influencent significativement les préférences partisans. Les auteur·e·s définissent l'« intégration des immigré·e·s » à la fois comme un processus en cours et comme un statut effectif (et mesurable), en lien avec les conditions de participation des immigré·e·s aux systèmes sociaux de leur société d'accueil (Spies et al., 2022 : 278).

D'un côté, une faible intégration économique, mesurée par des ressources comme le revenu, le statut professionnel ou le niveau d'éducation formelle, peut engendrer un sentiment de concurrence avec les nouveaux·elles arrivant·e·s pour l'accès aux ressources publiques, favorisant ainsi des attitudes anti-immigration. D'un autre côté, une faible intégration sociale, caractérisée par des réseaux exclusivement co-ethniques, limite l'exposition à des discours politiques pluriels et peut renforcer des logiques de vote communautaire, où le soutien se porte sur le parti perçu comme protecteur du groupe.

Enfin, concernant la dimension culturelle, les résultats sont ambivalents : une bonne maîtrise de la langue allemande est associée à une moindre probabilité de soutenir l'AfD, tandis qu'une forte identification en tant que « Deutsch-Russen » augmente significativement ce soutien. Cette dernière identification permettrait aux individus concerné·e·s de se positionner comme des « immigré·e·s

légitimes », en opposition symbolique à d'autres groupes migrés, reproduisant ainsi des hiérarchies ethniques internes (Spies et al., 2022 : 279-285). Cette identification comme « Deutch-Russen » repose en partie sur une affiliation symbolique à l'ethnicité allemande, perçue comme plus légitime ou plus proche du groupe majoritaire. Cette dynamique rappelle, sous certains aspects, celle de la mobilité intra-européenne, dans la mesure où elle suppose une appartenance jugée plus légitime que celle d'autres groupes, comme les personnes originaires de pays situés hors de l'Union européenne. Dans les deux cas, il s'agit d'une forme de hiérarchisation symbolique entre groupes migrés, souvent mobilisée à des fins politiques. Ce mécanisme fait partie d'une stratégie de *boundary-making*, que j'aborderai dans la section suivante.

3.3. Boundary-making theory

Dans cette section, je présente un concept fondamental pour ma recherche et pour l'analyse de mes entretiens : il s'agit de la théorie du *boundary-making*, développée par Andreas Wimmer dans son ouvrage *Ethnic Boundary Making : institutions, Power, Networks* (2013).

La stratégie de *boundary-making* (la construction de frontières) selon Wimmer désigne le processus par lequel des individus ou des groupes sociaux établissent et définissent des limites entre un « nous » et un « eux », déterminant ainsi qui y appartient et qui en est exclu. Par exemple, « je suis suisse » implique une frontière catégorielle, c'est-à-dire la non-appartenance au groupe «suisse» de certaines personnes. Chaque action fondée sur cette distinction produit une forme de discrimination à l'égard de celles et ceux qui se trouvent de l'autre côté de cette frontière sociale et symbolique (Wimmer, 2013 : 4).

L'opinion selon laquelle un monde localisé et ordonné serait menacé par une vague de nouveaux immigré·e·s non assimilables est partagée par de nombreuses communautés d'immigré·e·s déjà établies. Les nouveaux arrivants qui ne se sont pas assimilés à ce monde local doivent être maintenus à distance (Wimmer, 2013 : 135-136). Par ailleurs, les analyses de Wimmer révèlent l'existence d'une catégorisation supplémentaire entre les immigré·e·s dits « légitimes » et « illégitimes ». Cette distinction repose sur l'idée d'un échange réciproque entre les immigré·e·s et le pays d'accueil, une sorte d'économie morale. Les « travailleurs invités » offraient leur force de travail, s'adaptant à l'ordre existant. En retour, certain·e·s bénéficiaient d'un salaire stable et, dans certains cas, accédaient après plusieurs années à un statut de résident·e permanent·e assorti de droits sociaux.

Dans cette optique, les réfugié·e·s et les nouvelles cohortes d'immigré·e·s sont perçu·e·s comme n'ayant rien donné en échange de ces privilèges, et comme profitant abusivement du système de protection sociale (Wimmer, 2013 : 121).

Un exemple concret présenté par Wimmer concerne les personnes d'origine turque. La première génération tend à se distancier encore davantage que les Suisses des nouvelles vagues migratoires, en particulier celles en provenance des pays en développement ou de l'ex-Yougoslavie.

Selon elles, ces nouveaux groupes aggraveraient la stigmatisation dont leur propre groupe fait l'objet, et constitueraient une menace pour le capital symbolique durement acquis. Le fait de s'identifier en tant que musulman·e permet aussi de disposer d'un modèle intellectuellement structuré et cohérent à suivre. Il est intéressant de noter que la manière de classer les autres coïncide presque parfaitement avec celle des Suisses et des Italiens établis. Par exemple, l'estime du travail, la propreté, l'ordre et la réciprocité sociale, caractéristiques du « bon Suisse », se rapprochent fortement de l'idéal islamique de « mener une vie vertueuse ». Quant à la deuxième génération d'immigré·e·s d'origine turque, certain·e·s s'identifient à la vision dominante suisse, dans une tentative de surmonter la stigmatisation liée à leur origine. D'autres, au contraire, adoptent une stratégie de boundary blurring, c'est-à-dire d'estompement des frontières ethniques et religieuses, en mettant l'accent sur des valeurs universelles comme le respect et l'individualisme (Wimmer, 2013 : 121-122).

Les stratégies de définition des frontières poursuivies par les Suisses et les immigré·e·s naturalisé·e·s de longue date deviennent efficaces et conséquentes également grâce au pouvoir de la mobilisation politique, qui constitue l'un des moyens du boundary-making. Leur ressentiment à l'égard des nouveaux arrivants représente l'une des forces motrices, en particulier pour les partis de droite, comme c'est aussi le cas dans d'autres pays européens. L'UDC, par exemple, a su canaliser le ressentiment local envers les nouveaux immigré·e·s, en politisant les normes culturelles locales, comme l'ordre, la décence et l'assimilation, et en les mobilisant pour soutenir des politiques restrictives. Le parti est ainsi parvenu à mobiliser également des immigré·e·s naturalisé·e·s et des personnes de deuxième génération, qui se sentent menacé·e·s dans leur respectabilité par l'arrivée de nouveaux groupes (Wimmer, 2013 : 135-136). Par exemple, l'étude de Strijbis et Polavieja (2018), qui analyse le référendum suisse « contre l'immigration de masse » de 2014, montre que certain·e·s électeur·rice·s issu·e·s de l'immigration construisent des identités marquant une frontière symbolique avec les migrant·e·s nouvellement arrivé·e·s, tout en ne niant pas leur propre parcours migratoire (Strijbis et Polavieja, 2018 : 151).

Selon les analyses menées dans trois cantons suisses, Zurich, Bâle et Berne, Wimmer estime que les processus de boundary-making sont fortement influencés par le « code de l'ordre », qui inclut des vertus telles que la propreté, la ponctualité et la tranquillité (Wimmer, 2013 : 118). Ainsi, comme il l'explique, le sentiment anti-immigration ne vise pas les immigré·e·s en tant que tel·le·s, mais les nouveaux groupes d'arrivant·e·s perçu·e·s comme des éléments menaçant l'ordre social et culturel établi (Wimmer, 2013 : 137). Pour créer un sentiment d'appartenance à la Suisse, souligner leurs ressemblances avec la « Swissness » et se dissocier des autres immigré·e·s, les personnes issues de l'immigration mettent en œuvre certaines stratégies de boundary-making (Mugglin et Mastrangelo, 2023 : 134). Comme l'affirment Bader et Feddersen, ce processus constitue un prérequis indispensable à l'affiliation à un parti anti-immigration de la part d'une personne avec un background migratoire (Bader et Feddersen, 2021 : 174).

3.4. Multicultural conservatism

Dans cette section, je présente un dernier concept important pour ma recherche et pour l'analyse de mes entretiens, c'est-à-dire le « multicultural conservatism ». Angela D. Dillard l'a introduit dans son ouvrage *Guess Who's Coming to Dinner Now? Multicultural Conservatism in America* (2001), dans lequel elle analyse le phénomène du conservatisme chez les minorités raciales, ethniques, de genre et sexuelles aux États-Unis, en explorant les positions ambivalentes qu'occupent les individus au sein de l'arène politique et les réactions contrastées qu'ils suscitent.

Dillard définit les « multicultural conservatives » comme des personnes issues de groupes minoritaires qui soutiennent les membres du Parti républicain. Ils rejettent ainsi les politiques identitaires et la victimisation associée aux groupes minoritaires - généralement attribuées à la gauche - pour défendre au contraire des valeurs telles que l'égalité, le patriotisme, la réussite individuelle et les valeurs dites « nationales » (Dillard, 2001 : 77). Petite précision : le terme « multiculturel » fait ici référence à la diversité des positions au sein du parti conservateur dominant, et non à un éventuel soutien au multiculturalisme (Bader & Feddersen, 2021 : 161).

Les analyses menées il y a une vingtaine d'années aux États-Unis par Dillard (2001) peuvent être transposées au contexte suisse et à mon objet de recherche. C'est ce que font Bader et Feddersen (2021), qui reprennent le concept de « multicultural conservatism » pour analyser un groupe de personnes issues de la migration affiliées à l'UDC, le Neue Heimat Schweiz. Ce groupe fonde sa

définition de l'intégration sur des valeurs conservatrices, le libéralisme économique et le patriotisme, en cohérence avec l'idéologie de l'UDC. De plus, l'intégration est conçue comme un choix individuel : il appartient à la personne migrante de remplir les devoirs requis pour être considérée comme intégrée, en occultant les barrières institutionnelles rencontrées par les personnes issues de l'asile (Bader & Feddersen, 2021 : 165-166). Les membres du Neue Heimat Schweiz partagent également une vision méritocratique de la migration, mettant l'accent sur la responsabilité individuelle des personnes migrantes à s'intégrer, ce qui sert à expliquer l'absence d'égalité substantielle en Suisse. Cette vision permet de dépasser ce qui pourrait être perçu comme une « incompatibilité » entre une position politique restrictive sur la migration et un background migratoire (Bader & Feddersen, 2021 : 168-169).

Au discours du « multicultural conservatism » se relie un autre point important pour mon analyse, à savoir les stratégies de tokénisme. L'étude *Repchance.ch* conduite par le Forum suisse pour l'étude des migrations et de la population (SFM), montre que les origines diverses des personnes interviewées peuvent être utilisées pour mobiliser un électorat diversifié. Cette stratégie, appelée « tokénisme », dérive de l'anglais « token », qui signifie « symbole/jeton », et renvoie ainsi à une valeur essentiellement symbolique, plutôt que substantielle. Il semble s'agir d'une stratégie électorale courante, utilisée également dans le cas des femmes ou des membres de minorités. Le tokénisme vise à montrer que même des personnes issues de l'immigration soutiennent le parti, ce qui contribue à normaliser certains discours exclusifs ou à réduire leur aspect xénophobe. Le discours dominant n'est pas remis en cause et cette logique semble surtout répondre à des critères formels de diversité, une sorte de « case à cocher symbolique », sans un vrai support substantiel (Bobokova et al., 2025 : 34).

4. Méthodologie

Cette partie de ma recherche a pour objectif de détailler la méthodologie employée pour l'analyse de mes données. Avant tout, mon travail s'inscrit dans une démarche de type qualitatif, car les méthodes qualitatives offrent la possibilité d'étudier au mieux les représentations que les candidat·e·s ont de la Lega dei Ticinesi et de la participation politique. La section se structure de la manière suivante : au début, j'explique la posture épistémologique que j'ai adoptée tout au long de mes analyses, avec la désessentialisation de la catégorie « background migratoire » et l'apport du constructivisme social. Dans un deuxième temps, je présente la théorie ancrée qui me guide dans mes analyses. Suite à cela, je présente la méthode utilisée pour la récolte des données, en détaillant la démarche d'accès au terrain, de choix des participant·e·s et la conduite des entretiens. Cette partie est également enrichie par le tableau présentant le profil des candidat·e·s interviewé·e·s et la présentation de la grille d'entretien utilisée. Ensuite, la méthode d'analyse des données recueillies est présentée. Enfin, des remarques réflexives sur la démarche méthodologique adoptée sont proposées, permettant d'une part de nuancer mon positionnement en tant que chercheuse et, d'autre part, d'engager une réflexion éthique sur l'ensemble du travail.

Pour développer cette section, je me suis appuyée sur les notions apprises pendant le cours de *Méthodes et recherches qualitatives en sciences sociales* dispensé durant mon master à l'Université de Neuchâtel.

4.1. Posture épistémologique

Avant de présenter la méthodologie de recherche que je vais utiliser, il est important de spécifier le positionnement épistémologique que j'ai adopté lors de ma recherche et de définir la catégorie de « background migratoire », définition centrale à cette étude. Cette partie me permet d'orienter mon travail sur le terrain et de justifier certains choix méthodologiques. Mon travail s'inscrit dans une perspective sociologique constructiviste dont je vais aussi parler dans cette section.

4.1.1. Désessentialisation de la catégorie « background migratoire »

Un terme que j'utilise tout au long de ma recherche est « background migratoire ». Il est donc essentiel, avant d'entamer l'analyse de mes données, d'adopter une posture réflexive vis-à-vis de cette catégorie. Dans cette section, je propose ainsi de la déconstruire et de la désessentialiser, en m'appuyant principalement sur les travaux de Janine Dahinden (2016 ; 2021 ; 2023).

Utiliser une catégorie comme celle de « background migratoire » implique nécessairement une opération de (in)visibilisation : elle met en lumière certains éléments tout en en cachant d'autres. Il est donc essentiel de s'interroger sur ce que cette catégorie permet de voir, ou au contraire tend à dissimuler, en fonction des régimes de visibilité et des logiques de pouvoir dans lesquels elle s'inscrit. Ces répertoires sont profondément discursifs dans le sens de Foucault, où le langage en tant que pratique participe à la production de connaissances et reflète des rapports de pouvoir (Dahinden & Korteweg, 2023 : 422). C'est précisément dans cette optique que Dahinden (2016) appelle à une « de-migranticization » de la recherche sur les migrations, en déconstruisant les catégories naturalisées et en distinguant entre les catégories analytiques et celles du sens commun.

Il faut en effet garder à l'esprit que la recherche sur les migrations est intrinsèquement liée à l'appareil de l'État-nation. En effet, “Migrants were not migrants before they left their countries: they became migrants when they crossed a national border” (Dahinden et al., 2021 : 540). Ce faisant, la différence est normalisée et des catégories comme « migrant·e » ou « personne avec un background migratoire » sont naturalisées, ce qui les fait apparaître comme des objets fixes. En réalité, il s'agit de constructions sociales et politiques, qui contribuent à reproduire des différences et des inégalités (Dahinden et al., 2021 : 540). Par exemple, la catégorie de « personne avec un background migratoire » n'acquiert de signification que par rapport à un enracinement multigénérationnel supposé naturel dans un territoire national. Elle produit ainsi une différenciation, et souvent une exclusion, durable par rapport aux autres citoyen·ne·s de l'État dans lequel ces personnes résident (Dahinden, 2016 : 2209).

Pour ces raisons, Dahinden et al. (2016) proposent de désessentialiser la catégorie de « migrant·e » et les nombreuses sous-catégories en trois stratégies: premièrement, distinguer clairement les catégories analytiques des catégories du sens commun ; deuxièmement, articuler les recherches sur la migration aux théories sociales au sens large ; et enfin, déplacer l'unité d'analyse des « populations migrantes » vers l'ensemble de la population, afin d'interroger empiriquement la pertinence de la migration comme critère de différenciation sociale.

L'utilisation des catégories en sciences sociales pour des recherches empiriques reste donc indispensable, mais afin d'éviter de reproduire des dynamiques d'exclusion et d'essentialisation, il est nécessaire d'adopter un « strategic positive essentialism ». Cela me permet d'utiliser dans ma recherche des notions telles que « background migratoire » de manière consciente et réflexive (Dahinden, 2016 : 2212). Par ailleurs, je cherche à adopter une posture réflexive fondée sur les trois stratégies proposées pour désessentialiser les catégories migratoires. Premièrement, j'essaie de distinguer clairement les catégories analytiques des catégories du sens commun, en explicitant le sens que j'attribue à des termes comme « background migratoire », tout en soulignant leur caractère construit. Deuxièmement, j'articule mon analyse avec des théories sociales plus larges, notamment le « multicultural conservatism » (Dillard, 2001) et la théorie du « boundary-making » (Wimmer, 2013), ce qui permet de replacer les parcours migratoires dans un cadre d'analyse plus large des dynamiques sociales, politiques et identitaires. Enfin, je cherche à m'écarter d'une approche centrée exclusivement sur les « populations migrantes » pour interroger les mécanismes de différenciation sociale dans l'ensemble du champ politique, en mettant en lumière comment la migration est mobilisée comme critère de distinction et d'appartenance au sein de la LDT. Cette posture critique me permet ainsi d'utiliser de manière consciente et stratégique des notions comme « background migratoire », tout en évitant les pièges de l'essentialisation et de la naturalisation des différences.

Je rappelle ici la définition que j'utilise tout au long de ma recherche pour désigner les personnes avec background migratoire : « *des citoyen·ne·s avec un background migratoire comme une personne qui a elle-même vécu, ou dont les parents ont vécu, une expérience de migration* » (Mugglin et Mastrangerlo 2023 : 135)

4.1.2. L'apport du constructivisme social

Mon travail s'inscrit dans une perspective sociologique constructiviste, une approche qui met l'accent sur le caractère socialement et historiquement construit du monde social.

Le constructivisme social permet d'aborder les catégories sociales non comme des réalités objectives, mais comme des constructions historiquement et culturellement situées, produites par les interactions, les discours et les institutions. Dans son ouvrage *An Introduction to Social Constructionism*, Vivien Burr (1995) identifie plusieurs principes fondamentaux de cette approche : une remise en question des savoirs tenus pour acquis, la spécificité historique et culturelle des connaissances, leur production par des processus sociaux, et leur imbrication constante avec les pratiques sociales (Burr, 1995 : 2-3). Cette perspective me permet notamment d'analyser des catégories comme « migrant·e » ou « personne avec un background migratoire » comme des constructions sociales et politiques, et non comme des entités fixes ou naturelles (Dahinden et al., 2016).

C'est dans cette optique que j'ai adopté une posture constructiviste également dans ma démarche qualitative. Selon Charmaz et Belgrave (2012), il existe une pluralité de réalités, et les données produites lors d'une recherche qualitative reflètent des constructions co-produites par les participant·e·s et les chercheur·euse·s. Le·la chercheur·euse pénètre, même de façon partielle, dans le monde de l'autre, tout en étant influencé·e par celui-ci. Cette approche vise donc à produire une interprétation située du monde étudié, plutôt qu'une image prétendument objective (Charmaz & Belgrave, 2012 : 349).

Cette posture épistémologique constructiviste et critique des catégories essentialisées a guidé l'ensemble de ma démarche méthodologique, du choix du type d'entretien qualitatif à l'analyse des données, en accordant une attention particulière à la manière dont les individus construisent, négocient ou refusent certaines appartenances dans et par le langage.

4.2. La théorie ancrée

Pour réaliser cette recherche, je me suis inspirée de la théorie ancrée (*Grounded Theory* en anglais), élaborée par Glaser et Strauss en 1967 et par la suite développée par de nombreux·euse chercheurs·euses. Son principe fondamental consiste à générer des théories directement à partir des données collectées, à travers un processus simultané de codification et d'analyse (Glaser et Strauss, 2017). Cette approche me permet ainsi de ne pas partir de catégories préétablies, mais de développer l'analyse à partir du terrain, en cohérence avec ma posture épistémologique constructiviste.

Plus précisément j'adopte une approche constructiviste de la théorie ancrée, développée plus récemment par Kathy Charmaz. Celle-ci propose une vision de la réalité et des phénomènes étudiés comme étant co-construits dans le processus de recherche, grâce à l'interaction sociale entre chercheur·euse et participant·e (Charmaz et Belgrave, 2012 : 349).

Je m'inscris donc dans un modèle circulaire du processus de recherche, marqué par des allers-retours entre la construction de la problématique et de la question de recherche, l'élaboration théorique, la collecte des données et leur interprétation, tout au long du parcours (Flick, 2022). Comme l'illustre le schéma ci-dessous, ce processus est itératif et dynamique, permettant un ajustement progressif des catégories et une construction ancrée de la théorie (figure 3).

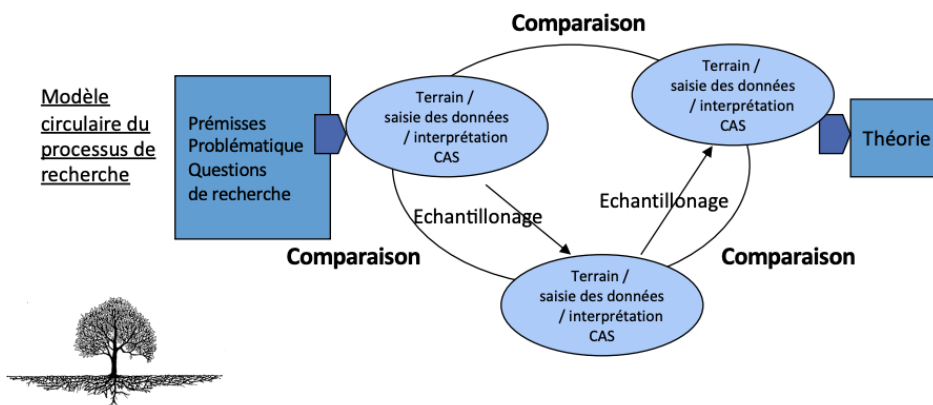


Figure 5: Modèle circulaire du processus de recherche inspiré de Flick (2022), adapté des supports de cours « Méthodes et recherche qualitatives en sciences sociales » (Université de Neuchâtel, 2023-2024)

La théorie ancrée se révèle particulièrement pertinente dans le cadre de mon enquête, car elle permet d'analyser de manière souple et approfondie la construction des sentiments d'appartenance et des positionnements identitaires au sein de la LDT, à partir des discours des candidat·e·s avec un background migratoire. Elle offre un cadre pertinent pour répondre à ma question de recherche : Quelles sont les motivations qui amènent des citoyen·ne·s avec un background migratoire à s'engager en politique au sein de la Lega dei Ticinesi, un parti connu pour sa rhétorique critique à l'égard de

l'immigration ? Concrètement, cette méthode m'a permis de construire des codes à partir des entretiens, de les regrouper en catégories conceptuelles, puis de formuler progressivement des hypothèses théoriques au fil de l'analyse.

4.3. La récolte de données

Dans cette section je décris le processus de récolte de données, depuis l'entrée sur le terrain jusqu'à l'analyse des entretiens réalisés. Je l'articule en quatre sous-section : l'accès au terrain, les choix d'échantillonnage, la conduite des entretiens et la présentation des interviewé.e.s, ainsi que la démarche d'analyse mobilisée pour interpréter les données recueillies.

4.3.1. Accès au terrain

Pour ma recherche j'ai choisi le canton du Tessin comme terrain, d'une part pour des raisons d'accessibilité, mais aussi par intérêt scientifique. En effet, mener ma recherche au Tessin a représenté un avantage linguistique, car j'ai pu conduire tous les entretiens avec les candidat·e·s en italien, et également parce que travailler sur une thématique de politique régionale, très discutée et d'actualité, a toujours été dans mes intérêts.

Le choix de me concentrer sur le Tessin a aussi été renforcé par mon accès privilégié au terrain : étant née et grandie dans ce canton, mes réseaux sociaux personnels ont facilité l'entrée en contact. La première étape a été de restreindre le champ d'étude. Mon idée initiale était d'analyser la participation politique des personnes avec un background migratoire dans les partis de droite tessinois, mais, comme cela m'a été suggéré par les professeurs, j'ai décidé de réduire le périmètre d'analyse à la Lega dei Ticinesi afin d'approfondir un cas local spécifique. Un autre facteur facilitant mon entrée sur le terrain est le fait de ne pas être exposée publiquement ni engagée comme candidate pour un parti, qu'il soit de gauche ou de droite.

En ce qui concerne l'entrée sur le terrain, la première chose faite a été d'utiliser des contacts préexistants et d'identifier des « gatekeepers ». La première personne que j'ai contactée est un homme que je connais personnellement et qui est membre de l'UDC au Tessin. Il m'a donné des conseils et des indications sur les personnes à contacter dans l'autre grand parti de droite du canton, avec lequel l'UDC présente régulièrement des listes conjointes dans plusieurs communes (voir section Histoire de la Lega dei Ticinesi). Ce premier contact m'a permis d'entrer en relation avec l'un des coordinateurs de la LDT, qui s'est montré très disponible. Toutefois, son aide a été partielle, car

l'accès effectif au terrain s'est principalement construit « par le bas », de manière autonome. J'ai utilisé les listes publiques des personnes candidates aux élections communales de 2024 et 2021, puis j'ai recherché leurs coordonnées (adresse e-mail, page Facebook, Instagram, numéro de téléphone) via Google, afin de leur envoyer un message standardisé.

Un tournant important a été une interview experte que j'ai menée dans le cadre de ma recherche. Lors de cet entretien, l'experte m'a transmis une base de données très précieuse contenant les listes des candidat·e·s aux élections au Grand Conseil des trois dernières législatures, déjà triées selon plusieurs critères : type d'élection (« Gran Consiglio »), parti (« Lega dei Ticinesi ») et origine (« FOR » pour *foreign origin*). Cette base de données, élaborée dans le cadre de sa thèse de doctorat, s'est révélée particulièrement précieuse pour orienter mes prises de contact et affiner ma sélection d'interviewé·e·s.

4.3.2. Le choix de participant·e·s et échantillonnage

A ce stade, une précision importante sur la méthode de sélection des personnes interviewées s'impose, car il ne s'agit pas d'une tâche aisée et cela constitue un enjeu central pour ma recherche.

Tout d'abord, j'ai utilisé la définition de « personnes avec un background migratoire » mentionnée dans la section précédente afin de déterminer le champ d'analyse. Je la rappelle la définition ici : *citoyen·ne· avec un background migratoire comme des personnes qui ont-elles-mêmes vécu, ou dont les parents ont vécu, une expérience de migration* (Mugglin et Mastrangelo, 2023 : 135).

Cependant, les parcours migratoires ne sont pas toujours visibles chez les candidat·e·s suisses. Pour aborder la question de la visibilité, je me suis inspirée de l'étude récemment publiée *REPCHANCE.CH – Carrières de personnes migrantes en politique et dans la société : réalités, potentiels et obstacles* (2025), conduite par le SFM. Dans le cadre de mon étude, j'adopte la même posture. Étant donné qu'il n'est pas toujours possible de savoir si une personne portée candidate a un background migratoire, je me base sur la manière dont « l'altérité » est perçue par l'électorat. Pour ce faire, j'ai retenu les mêmes critères que dans l'étude mentionnée : un nom de famille à consonance étrangère, un accent linguistique, ainsi que certaines caractéristiques physiques (tel que des traits du visage) que l'électorat suisse peut percevoir comme « étrangers » (Bobokova et al, 2025 : 16-17).

La variable principale, dont je m'appuie est le nom et pour distinguer les noms suisses de ceux n'ayant pas une consonance suisse j'ai utilisé le répertoire des noms de familles suisses³ et d'autres sites, tel

³ Le *Répertoire des noms de famille suisses* est un manuel qui énumère par ordre alphabétique toutes les familles qui possédaient en 1962 le droit de cité d'une commune suisse (dhs, 2025 URL : <https://hls-dhs-dss.ch/famn/?lg=f>)

que Forebears, pour déterminer plus précisément l'origine de ces noms. En outre, en cherchant sur les réseaux networks des possibles participants des images ou des indications de leur lien avec un autre pays. Particulièrement d'aide ont été les profils Facebook où beaucoup de personnes indiquent leur autre nationalité dans la biographie ou avec de post dans une langue autre aux langues nationales suisses.

Ces considérations sur la visibilité perçue ont guidé le choix des personnes à interviewer, mais le type d'échantillonnage adopté répond également à une logique méthodologique spécifique, que je détaille ci-dessous.

Etant donné que ce travail repose sur une approche qualitative inspirée de la *Grounded Theory*, j'ai effectué un échantillonnage sélectif, en m'appuyant notamment sur l'échantillonnage théorique tel que formulé par Glaser et Strauss (1967) et développé par Charmaz (2001). Dans cette perspective, l'objectif n'est pas de représenter statistiquement une population, mais bien de mobiliser l'échantillonnage « to develop the researcher's theory » (Charmaz, 2001 : 689). Autrement dit, au fil des différentes étapes de la collecte de données, de nouvelles pistes analytiques ont émergé, m'amenant à cibler certains cas afin d'approfondir des dimensions spécifiques ou de nuancer les interprétations en cours. En complément, j'ai ajouté à l'échantillonnage théorique la méthode dite de la « boule de neige », qui consiste à demander aux participants interviewés s'ils connaissent d'autres personnes à interviewer. Cette stratégie m'a permis d'élargir l'accès au terrain et d'atteindre une plus grande diversité de profils.

Conformément aux principes de la théorie ancrée, j'ai interrompu la collecte des données à partir du moment où l'ajout de nouveaux entretiens n'apportait plus d'éléments conceptuellement nouveaux. Pour reprendre les termes de Charmaz : « the criteria question dictates: stop when your categories are 'saturated' » (Charmaz, 2006 : 113). Par ailleurs, la quantité de données récoltées a également dépendu de la disponibilité des personnes contactées et de leur volonté de participer à ma recherche. Au moins dix personnes que j'ai sollicitées m'ont répondu en disant qu'elles n'avaient pas le temps ou qu'elles ne voyaient tout simplement pas en quoi leur contribution serait utile. J'ai ensuite tenté d'expliquer l'importance de leur participation, sans pour autant obtenir de réponse positive.

4.3.3. Les entretiens

Pour recueillir les données nécessaires au bon développement de ma recherche, j'ai effectué neuf entretiens de type narratifs semi-structurés ainsi que deux entretiens d'expert·e·s, entre mars et mai 2025. Ci-dessous, je présente plus en détail le déroulement de ces entretiens.

Les entretiens avec les expertes⁴, pour des raisons de praticité, ont eu lieu en ligne via Zoom. Ceux menés avec les candidat·e·s dans la Lega dei Ticinesi se sont déroulés dans différents lieux, choisis en fonction de lieu de résidence ou de travail : deux ont eu lieu dans la salle commune d'une bibliothèque, et les sept autres dans des cafés ou restaurants.

Avec l'autorisation orale de chaque participant·e, j'ai pu enregistrer les entretiens, ce qui m'a permis de les retranscrire de manière fidèle et intégrale. Cette méthode m'a également permis de me concentrer pleinement sur la discussion et sur la personne interviewée. Comme l'affirme Charmaz : « Coding full interview transcriptions gives you ideas and understandings that you otherwise miss » (Charmaz, 2006 : 70). Disposer d'une transcription mot à mot de l'entretien constitue donc un atout précieux.

Pour effectuer les neuf entretiens avec les candidat·e·s, je me suis basé sur l'orientation théorique développée par Rosenthal : les entretiens narratifs semi-structurés (2007). Comme il l'affirme, cette décision méthodologique repose sur l'hypothèse que, lorsque l'on traite de phénomènes sociaux relevant des sciences sociales, qui sont liés aux expériences des individus et revêtent pour eux une signification biographique, il est essentiel d'interpréter ces phénomènes dans le cadre plus large de leur récit de vie (Rosenthal, 2007 : 50). Étant donné que la thématique de ma recherche est liée à un contexte de recherche spécifique qui ne concerne pas uniquement l'histoire d'une personne, comme le suggère également Rosenthal, il est pertinent d'adopter une forme plus structurée que le seul entretien narratif. J'ai donc adopté une approche qui combine le récit de vie avec un focus thématique, à savoir l'engagement politique de personnes avec background migratoire dans la Lega dei Ticinesi. Il est également essentiel de garder à l'esprit que la manière dont une personne raconte sa vie aujourd'hui est influencée par sa perspective actuelle ; ainsi, les récits des événements vécus font à la fois référence au présent et à l'expérience passée. Comme le souligne Rosenthal: « Just as the past is constituted out of the present and the anticipated future, so the present arises out of the past and the future » (Rosenthal, 2007 : 50).

Comme mentionné précédemment, j'ai également réalisé deux « entretiens d'expert·e·s », c'est-à-dire un type d'entretien mené avec une personne possédant une fonction et un savoir spécifique, qui connaît bien le champ d'étude que je souhaite analyser dans le cadre de ma recherche (Meuser et Nagel, 2009). Dans ce cas, le « savoir spécifique » porte sur la participation politique des personnes avec un background migratoire dans les partis de droite en Suisse.

⁴ J'utilise ici le féminin, puisque les deux personnes interviewées en tant qu'expert·e·s étaient des femmes.

C'est pour cette raison j'ai mené un entretien avec Leonie Mugglin, autrice (avec Simon Mastrangelo) de l'étude sur l'engagement politique de citoyen·ne·s suisses issu·e·s de l'immigration au sein de l'UDC (2023), ainsi qu'avec Agnese Zucca, chercheuse à la Geneva Graduate Institute, qui a récemment soutenu sa thèse de doctorat intitulée *Migrant Political Behavior: the political engagement of migrants in their origin and residence contexts*. Leurs contributions ont été particulièrement précieuses pour mieux cadrer mon objet de recherche, trouver les personnes adaptées à interviewer et enrichir l'analyse de mes résultats empiriques.

Ci-dessous je présente le tableau avec le profil des candidat·e·s interviewé·e·s pour ma recherche. J'ai indiqué leur nom fictif⁵, genre, tranche d'âge, religion et s'ils/elles sont né·e·s en Suisse. Ces informations ont été retravaillées afin de garantir la confidentialité des personnes interviewées.

Prénom et genre	Tranche d'âge	Religion	Praticant·e ou non-praticant·e	Né·e en Suisse?
Sara, femme	20-30 ans	Orthodoxe	non-praticante	Oui
Aram, homme	60-70 ans	Orthodoxe	praticant	Non
Murat, homme	40-50 ans	Musulman	non-praticant	Non
Stefan, homme	50-60 ans	Orthodoxe	non-praticant	Non
Daniel, homme	20-30 ans	Orthodoxe syriaque	praticant	Oui
Elia, homme	40-50 ans	Orthodoxe syriaque	praticant	Oui
Manuel, homme	30-40 ans	Musulman,	non-praticant	Non
Anurak, homme	20-30 ans	Catholique	praticant	Non
Samuele, homme	30-40 ans	Orthodoxe	non-participant	Oui

Figure 6 le profil des candidat·e·s des interviewé·e·s pour la recherche

⁵ Afin de protéger leur anonymat, tous les noms des participant·e·s à la recherche ont été remplacés par des pseudonymes.

4.3.4. Grille d'entretiens

Toujours en suivant la méthode de l'entretien narratif semi-structuré, et en gardant à l'esprit les thèmes clés à aborder, j'ai élaboré une grille d'entretien (voir annexe).

Les thèmes de ma grille ont été définis à partir d'une réflexion approfondie sur la problématique de ma recherche et donc de ma question de départ. L'objectif était de comprendre les motivations et les facteurs individuels qui conduisent à l'engagement politique de personnes avec un background migratoire dans la Lega dei Ticinesi. La grille a ainsi été structurée autour d'axes permettant d'explorer à la fois les trajectoires personnelles, les perceptions des valeurs et des thématique « leghiste », et les processus d'adhésion idéologique au parti.

L'introduction de chaque entretien comprenait une présentation succincte de ma recherche, une brève présentation personnelle, un rappel des principes de confidentialité et d'anonymat, ainsi que la demande d'autorisation pour enregistrer l'entretien. Ensuite, la grille guide le déroulement de l'interview selon trois grandes phases : elle s'ouvre par une question d'ouverture narrative visant à inviter la personne interviewée raconter librement son histoire, en commençant par son lieu de naissance, son parcours scolaire et professionnel, aussi que l'histoire migratoire de la famille.

La deuxième phase, est celle de narration principale, dont il n'y a pas des interventions directes de ma part, à l'exception de quelques marques d'écoute active telles que « je comprends », « ah oui », « je vois » ou « et ensuite ? », afin de soutenir le flux du récit et encourager la narration.

Enfin, dans une troisième phase, la grille sert de base pour un questionnement complémentaire. Ce dernier, nourri par les notes prises durant la narration et les questions préparées en amont, vise à approfondir certains aspects clés : les dynamiques de l'approche et de l'adhésion à la LDT, les motivations personnelles et politiques à l'engagement, les valeurs ou thématiques de l'agenda du parti perçues comme les plus représentatives, a la LDT et les motivations d'engagement politique ; les valeurs ou thèmes de l'agenda de la LDT, l'expérience vécue en tant que citoyen·ne suisse avec un background migratoire dans ce parti ; les réactions des parents des amis face à ce choix, ainsi que tout épisode marquant que les participant·e·s souhaitaient partager.

4.4. L'analyse des données

Dans cette section, je présente la démarche d'analyse de mes données. Pour ce faire, je me suis appuyée toujours sur les recommandations des théoricien·ne·s de la Théorie ancrée, dont le principe fondamental consiste à développer une « théorie » à partir des données elles-mêmes, en appliquant

une approche inductive, comparative et itérative. Ce choix méthodologique répond à une double exigence : d'une part, il permet de rester en cohérence avec l'approche théorique ; d'autre part, il offre la possibilité d'ancrer mes réflexions et mes conclusions dans les données, au plus près de ce qui semble saillant dans les récits de mes enquêté·e·s.

Le type de codage théorique que j'ai appliqué dépasse une simple description, et correspond à ce que Strauss et Corbin définissent comme suit : « les processus analytiques par lesquels les données sont fractionnées, conceptualisées et intégrées pour produire de la théorie » (Corbin et Strauss, 2012 : 16). Comme le suggère Charmaz (2001), la question fondamentale à se poser est « que se passe-t-il dans les données ? ».

La première étape, après chaque entretien, a été de le retranscrire intégralement, puis de rédiger des mémos exploratoires pour noter les premières pistes de réflexion. Ensuite, j'ai entamé l'analyse en suivant les principes définis par Charmaz (2012), en structurant la démarche en trois étapes principales : initial coding, axial coding, et selective coding.

L'initial coding a consisté à attribuer, ligne par ligne, des codes analytiques aux extraits d'entretiens, c'est-à-dire à associer un terme ou un concept à une portion de texte afin d'en qualifier le contenu. Ces codes sont le plus souvent formulés sous forme de verbes, de stratégies ou de processus réflexifs, tels que « jugements liés à la candidature », « rapport aux origines » ou « vision de l'intégration », dans le but de rendre visibles les dynamiques sous-jacentes aux discours des participant·e·s. Dans un deuxième temps, j'ai cherché à organiser et relier les codes en créant des « familles de codes », afin de faire émerger des catégories et sous-catégories plus abstraites, sous lesquelles regrouper les codes présentant des similitudes. Cette étape m'a permis de repérer les liens existants entre les différentes catégories, d'en préciser les caractéristiques, de comprendre dans quelles situations elles apparaissent, et quels effets elles produisent. Enfin, le codage sélectif m'a permis de dégager les pistes d'analyse les plus cohérentes, en construisant un cadre théorique articulé à partir des principales catégories identifiées et en affinant leur portée explicative.

La rédaction de mémos analytiques a joué un rôle central dans cette démarche, car elle m'a permis de développer les catégories, de réfléchir à leurs interrelations et d'explicitier mes propres interprétations tout en les ancrant dans les entretiens. Ce travail réflexif et analytique a été fondamental pour éviter de projeter des cadres théoriques préexistants sur les données, en laissant émerger les concepts de manière inductive à partir du terrain (Charmaz & Belgrave, 2012 : 355-359).

Pour effectuer ce processus de codage, j'ai utilisé le logiciel Atlas.ti. Afin d'avoir une vision d'ensemble plus claire, j'ai également réalisé des cartes mentales manuscrites pour chaque famille de codes, ce qui m'a permis de voir l'analyse de manière plus globale. Les familles de codes qui se sont révélées les plus pertinentes pour l'analyse sont les suivantes : « Rejoindre la LDT pour défendre les valeurs suisses et tessinoises » ; « Remise en jeu du discours anti-étrangers de la LDT par les candidat·e·s » ; « Le background migratoire comme ressource discursive dans la LDT » ; « Interprétation des jugements de l'entourage des candidat·e·s » ; « Se démarquer des discours sur les « nouveaux·elles migrant·e·s » » ; « Inquiétudes économiques et positionnement vis-à-vis des frontaliers ». Ces catégories m'ont permis d'apporter des réponses cohérentes à ma question de recherche ainsi qu'aux sous-questions associées.

4.5. Réflexions éthiques

En conclusion de cette partie consacrée à la méthodologie de ma recherche, je souhaiterais présenter quelques réflexions éthiques qui ont accompagné l'ensemble de mon travail. Ces réflexions s'articulent autour de axes principaux : ma position en tant que chercheuse ; les questions de visibilité, de catégorisation et de sélection des participant·e·s ; les enjeux liés à l'anonymat et à la confidentialité.

Comme le souligne Charmaz (2006), l'objectivité totale dans une recherche est illusoire : il est impossible d'adopter une position entièrement neutre. Tout au long de mon travail, je me suis interrogée sur mon propre positionnement, sur la manière dont mes représentations, mes attentes ou mes connaissances préalables pouvaient influencer l'analyse. Ce questionnement m'a poussée à adopter une posture réflexive constante, notamment pour dépasser certains stéréotypes ou jugements possibles.

Dans le cas spécifique de la Lega dei Ticinesi, il m'a semblé essentiel d'aller au-delà de la vision souvent simpliste de ce parti comme uniquement populiste ou xénophobe. De la même manière, j'ai cherché à dépasser l'idée réductrice selon laquelle l'engagement politique de personnes issues de l'immigration dans des partis de droite serait toujours paradoxal ou contradictoire. Cette attitude critique m'a permis d'ouvrir davantage l'analyse, en accueillant la complexité des trajectoires, des discours et des logiques d'engagement. Le contexte local a également joué un rôle dans ma posture de chercheuse. Le Tessin étant un canton de petite taille, avec des dynamiques politiques et médiatiques bien connues, certaines prises de position de la LDT, y compris les attaques personnelles

ou les discours stigmatisants, m'étaient déjà familières. Cela a parfois rendu difficile la mise à distance de mes propres impressions face aux discours recueillis. Toutefois, je postule que le fait d'avoir pleinement conscience de cette subjectivité contribue justement à objectiver le travail de recherche. Autrement dit, reconnaître et intégrer cette part de subjectivité dans ma démarche m'a permis de renforcer la rigueur de l'analyse, en assumant pleinement ma position sans chercher à l'effacer. Comme l'a exprimé Leonie Mugglin lors de notre entretien : « *Même si on ne partage pas les opinions, il ne faut pas dire qu'il ne faut pas prendre au sérieux ce que les interviewé·e·s disent* ». Je considère ce point comme fondamental, et il m'a accompagnée tout au long de la recherche.

La deuxième de mes réflexions s'articule autour de la question de la catégorisation, de la sélection des participant·e·s et de l'(in)visibilité du background migratoire, en prolongement de celle amorcée dans la section consacrée à ma posture épistémologique. En particulier, cette réflexion concerne la nécessité de désessentialiser les catégories d'appartenance, telles que celle de « migrant·e » ou de « personne avec un background migratoire ». Le choix des participant·e·s à cette recherche s'est avéré plus complexe qu'il n'y paraît : comment définir précisément ce critère ? Qui est perçu comme ayant un « background migratoire », par qui, et selon quels indicateurs visibles ou implicites ?

Une des principales difficultés rencontrées a été la visibilité variable du parcours migratoire des candidat·e·s. Certains profils ne laissent transparaître aucune information explicite sur une origine étrangère, tandis que d'autres la revendiquent activement ou en font un élément stratégique de leur présentation politique. Cela m'a amenée à m'interroger sur les concepts que j'utilise et de prendre conscience que le « background migratoire » n'est pas une catégorie objective ni fixée, mais un construit socialement situé, parfois revendiqué, parfois dissimulé, parfois imposé par le regard extérieur. L'entretien d'experte que j'ai eu avec Leonie Mugglin, m'ai permis d'approfondir cette question. Comme elle le souligne, les personnes issues de l'immigration engagées dans des partis de droite - dans son cas, l'UDC - sont souvent assez ridiculisées et stigmatisées par le grand public. Du côté des chercheur·euse·s, elles sont fréquemment perçues comme des individus uniquement « instrumentalisées » ou « agissant contre leurs propres intérêts ». Pourtant, cette lecture s'avère réductrice, simpliste et discriminatoire. Comme l'indique Mugglin : « *Ce qu'on voulait démontrer avec cette étude, c'est que c'est en fait plus complexe que ça, parce qu'eux-mêmes ne s'identifient pas comme public cible de l'UDC* ».

Cette remarque m'a conduite à remettre en question certaines hypothèses sur ce que l'on considère comme un « engagement improbable ». Elle m'a également incitée à adopter une attitude analytique plus nuancée, attentive à la manière dont les individus construisent leurs appartenances, négocient leur visibilité et mobilisent (ou non) leur background migratoire dans leurs trajectoires politiques.

Un dernier enjeu éthique fondamental qui a traversé l'ensemble de ma recherche concerne la question de l'anonymat et de la confidentialité. Afin de respecter pleinement ces principes, je me suis appuyée sur les recommandations de la Commission européenne dans le document *Ethics in Social Science and Humanities* (European Commission, 2020).

Concrètement, j'ai procédé à une anonymisation systématique des données. Les noms des personnes interviewées, ainsi que des lieux liés à la recherche ont été modifiés. Cette anonymisation ne s'est pas limitée au remplacement des prénoms par des nom fictifs : j'ai également veillé à modifier certains détails contextuels (comme la ville de candidature, les caractéristiques spécifiques de lieux ou de parcours) afin de rendre impossible l'identification indirecte des participant·e·s.

De plus, le consentement libre et éclairé a été systématiquement recueilli avant chaque entretien. Même si les participant·e·s m'avaient déjà donné leur accord au moment de la prise de contact, j'ai toujours pris soin de leur redemander confirmation au début de l'enregistrement. J'ai aussi précisé qu'ils étaient libres de ne pas répondre à certaines questions, en cas d'inconfort ou de réticence. Aucun·e participant·e n'a refusé de répondre à une question ni exprimé de malaise durant l'entretien. Je pense que cela tient au climat de confiance qui a pu s'installer progressivement entre nous, et qui a permis d'aborder aussi les sujets plus.

Finalement, les réflexions menées autour de ma position de chercheuse, de la catégorisation des participant·e·s et de la confidentialité des données ont exigé une posture réflexive constante. Loin d'être des obstacles, ces tensions ont nourri ma démarche et renforcé la rigueur de l'analyse proposée dans la section suivante.

5. Analyse des résultats

Dans cette section, je présente enfin l'analyse des résultats issus de mes entretiens avec des personnes ayant un background migratoire, candidates pour la Lega dei Ticinesi. Je commence par une présentation des personnes interviewées, sous forme de courts paragraphes descriptifs pour chacune d'entre elles. Ensuite, j'entre dans le vif de l'analyse en suivant six axes, déjà énoncés dans la partie méthodologique comme familles de codes, à savoir : « Rejoindre la LDT pour défendre les valeurs suisses et tessinoises » ; « Remise en jeu du discours anti-étrangers de la LDT par les candidat·e·s » ; « Le background migratoire comme ressource discursive dans la LDT » ; « Interprétation des jugements de l'entourage des candidat·e·s » ; « Se démarquer des discours sur les « nouveaux·elles migrant·e·s » » ; « Inquiétudes économiques et positionnement vis-à-vis des frontaliers ».

Pour terminer, je propose une synthèse des résultats principaux, développés autour de quatre grandes thématiques transversales : la défense des valeurs suisses et tessinoises ; les questions discursives et rhétoriques - redéfinir, légitimer et composer ; la distinction avec les nouveaux·elles migrant·e·s et les préoccupations économiques liées à la question des frontaliers.

5.1. Rejoindre la LDT pour défendre les valeurs suisses et tessinoises

Dans les entretiens, il ressort que l'engagement dans la LDT et le soutien à des politiques migratoires restrictives peut être compris comme une manière de défendre les « valeurs suisses et tessinoises », voire de préserver une certaine idée de la « Swissness ». Cet engagement politique est souvent présenté comme une forme de contribution citoyenne, motivée par un sentiment de gratitude envers la Suisse et une grande estime pour son système démocratique. Pour reprendre les mots des personnes interviewées :

« Pour moi, la démocratie directe qu'on a ici, c'est l'un des systèmes politiques le plus beaux à comprendre et auxquels participer. » (Stefan)

« La Confédération est un bel exemple de dialogue, parce qu'il y a plusieurs partis et, plus ou moins, ils arrivent toujours à un compromis. Ce compromis, je pense que c'est la plus belle chose que la Suisse possède. » (Aram)

« Moi, je me considère comme une personne du monde, fière et orgueilleuse de ses origines, mais aussi très reconnaissante pour les opportunités que ce pays a su offrir à mes parents et donc, à moi aussi. » (Elia)

« Et puis, à la fin, c'est aussi un devoir civique, en tant que Suisse, je fais partie de ce peuple. » (Manuel)

Elia souligne par ailleurs qu'il se sent représenté par la LDT, car les valeurs qu'il souhaite protéger sont précisément celles qui lui tiennent à cœur. Il se reconnaît ainsi dans le profil-type du militant de la LDT, qu'il décrit comme *« Plus patriote, plus attaché à sa terre, à ses racines, au territoire, à la sécurité et aux équilibres. »*

L'être suisse est également perçu comme une valeur “pure”, et c'est pour cela que l'augmentation de la migration est vue comme un risque, car elle menacerait cette pureté. Un interviewé utilise une métaphore tirée de sa passion pour la pêche :

« Si je peux faire une comparaison avec la truite : le citoyen d'origine, c'est bien mélanger, oui, mais pas trop. La pureté, c'est bien aussi. La truite a le ventre jaune, puis elle devient celle avec les petits points sur le ventre...

C'est important de garder aussi la souche de départ. Donc, la migration oui, mais contrôlée, voilà. » (Manuel)

Cette métaphore de la truite illustre un discours de régulation de la diversité, fondé sur une logique de préservation de l'identité nationale suisse. L'analogie avec la pêche permet à l'interviewé de légitimer un rejet partiel du métissage, non pas à travers des propos explicitement xénophobes, mais en s'appuyant sur l'imaginaire de l'équilibre naturel. Ce type de rhétorique peut être rattaché au concept de *boundary reinforcement* (Wimmer, 2013), c'est-à-dire le renforcement symbolique des frontières du groupe dominant, qui accepte la migration uniquement dans une mesure contrôlée, afin de ne pas menacer ce qui est perçu comme la « souche de départ ».

La grande estime pour les valeurs suisses se traduit également par une forte défense de l'idée selon laquelle il est nécessaire de s'adapter aux règles et aux lois d'un pays, et que l'intégration passe par là. À ce propos, Murat affirme : « *Quand on arrive en Suisse, il faut s'adapter aux lois et aux coutumes d'ici. Peu importe qui on est, on devrait respecter les règles suisses, s'intégrer et s'adapter au système.* ». Souvent, c'est la propre expérience qui est mise en avant pour défendre cette vision de l'intégration. Un interviewé affirme à ce propos :

« *Il y a aussi d'autres dynamiques dans le respect, et je parle en tant qu'enfant de personnes immigrées. Moi, je sais combien mes parents ont fait d'efforts pour s'intégrer, dans la manière de faire, toujours dans le respect. Sur certains points, je pense que si on veut bien vivre quelque part, c'est normal d'apprendre un peu les coutumes locales. Après, ça ne veut pas dire que les locaux ne peuvent pas aussi prendre le positif de ceux qui viennent d'ailleurs.* » (Elia)

Dans cette affirmation, on peut observer que l'interviewé considère qu'il est nécessaire de montrer un engagement envers la société helvétique de manière respectueuse, en suivant les normes locales, comme condition d'une intégration réussie. En tant que fils des personnes immigrées, il mobilise son background migratoire pour affirmer une position qui valorise l'adaptation active et volontaire comme forme de reconnaissance envers la société suisse, à travers un alignement avec les « coutumes locales ». Cette prise de position fait écho à ce que Wimmer (2013) décrit comme le « code de l'ordre », c'est-à-dire un ensemble de vertus vues comme à la base de la société suisse et essentielles pour y appartenir. En plus, en revendiquant que ses parents se sont intégrés « dans le respect toujours », il adopte une attitude de reconnaissance intergénérationnelle. Ensuite, il y a aussi une logique méritocratique que sous-entend que l'accès à la reconnaissance et à la bonne intégration dépend de la volonté et du niveau d'effort à s'adapter aux règles. Cette valorisation de l'intégration disciplinée et méritocratique, associée à un respect intergénérationnel des normes suisses, peut aussi être interprétée à travers la perspective du *multicultural conservatism*, tel que défini par Dillard (2001). Des formes de conservatisme, telles que la défense de l'ordre, la discipline ou la loyauté envers l'État, sont incarnées par des personnes avec un background migratoire. Dans le cas de l'adhésion à la LDT, une logique similaire semble à l'œuvre. Il ne s'agit pas de nier sa propre origine, mais de se positionner comme « bon migrant », légitimé à défendre les valeurs perçues comme suisses ou tessinoises et à les incarner.

Un autre interviewé s'inscrit dans un discours plus large, en affirmant que son engagement dans la LDT est également lié à la défense du christianisme face à l'islam :

« *Aujourd'hui, on laisse tomber tous les peuples et minorités chrétiennes, et on va défendre les intérêts de l'islam. Moi, je ne peux pas mettre sur le même plan des frères chrétiens et des frères musulmans - je ne peux pas.* »

(Aram)

Ce passage constitue un exemple clair de boundary-making au sens de Wimmer (2013), dans lequel l'interviewé construit une frontière symbolique entre un « nous » chrétien et un « eux » musulman, perçu comme extérieur, voire menaçant. L'islam est ici désigné comme une altérité fondamentalement incompatible avec les valeurs de la société suisse, avec la Turquie en toile de fond comme acteur principal de cette altérité perçue.

Comme expliqué dans la section de contextualisation de la Lega dei Ticinesi, elle s'exprime souvent en dialecte tessinois, pour se rapprocher du « peuple » et pour renforcer le sentiment d'appartenance chez les Tessinois·es. Certain·e·s interviewé·e·s montrent leur capacité à s'exprimer en dialecte, ce qui témoigne de leur pleine adhésion aux valeurs locales.

«Voilà, quand je vais dans la valle, on rigole souvent parce qu'ils disent « Te l'è scia al Jugo a parlà dialett » (il est arrivé le Slave qui parle dialecte). En général, je parle en dialecte. Parfois, je suis même plus maladroit pour raconter des choses en italien q'en dialecte, mais c'est parce que je fréquente presque uniquement la « gent da paes » (des gens du village). » (Stefan)

Cet extrait, en plus de mettre en évidence la capacité de Stefan à s'exprimer en dialecte, parfois même mieux qu'en italien, illustre aussi sa manière de traiter avec humour des remarques qui pourraient être perçues comme discriminatoires. L'expression « al Jugo a parlà dialett » suggère en effet une supposée incompatibilité entre un background migratoire et la maîtrise du dialecte local. Parler le dialecte devient alors un moyen de se sentir accepté, non seulement dans sa commune, mais aussi dans les vallées plus reculées du canton, souvent perçues comme plus fermées.

Un dernier point intéressant dans cette partie analytique concerne l'attachement marqué au concept de neutralité suisse, qui revient de manière récurrente dans plusieurs entretiens. La neutralité est perçue non seulement comme une valeur fondatrice de l'identité suisse, mais aussi comme principe à défendre activement. Par exemple, Samuele affirme :

« Pour moi, la chose la plus importante, c'est la neutralité. Tu peux être ouvert à tout, mais c'est seulement comme ça que tu peux maintenir un haut niveau. Donc, la neutralité est à la base, et il faut donner des opportunités aux gens du pays. »

De son côté, Anurak déclare :

« La Suisse doit rester un pays neutre. Elle ne doit pas entrer dans l'Union européenne, sinon elle perdrait sa liberté. »

Ces extraits montrent comment la neutralité est perçue, par plusieurs interviewé·e·s, comme une valeur centrale à préserver dans le présent, jouant également un rôle identitaire et structurel très forte. Elle est associée à la stabilité et à l'indépendance politique. Pour ces raisons, le refus d'adhérer à l'UE est aussi vue comme une position fortement valorisée. Par ailleurs, elle fonctionne comme un

principe régulateur, qui permet à la Suisse d'être à la fois ouverte au monde et protectrice de ses propres équilibres internes.

Dans l'ensemble, cette première section met en évidence que l'engagement dans la LDT repose sur un fort sentiment d'appartenance aux valeurs perçues comme suisses et tessinoises, telles que la démocratie directe, la neutralité, la sécurité ou le respect des lois. Les personnes interviewées mobilisent différentes stratégies discursives pour légitimer leur engagement : certaines insistent sur l'importance de l'adaptation aux règles et aux coutumes locales, d'autres valorisent l'expérience migratoire de leurs parents. L'idée d'une intégration méritocratique revient également fréquemment, suggérant que l'adhésion aux normes locales serait une condition d'acceptation. Enfin, le recours à des images comme la truite ou à la maîtrise du dialecte illustre une volonté de se positionner comme des « bon·ne·s migrant·e·s », pleinement intégré·e·s et légitimes à défendre les valeurs du pays. Ces discours traduisent des logiques de *boundary reinforcement* (Wimmer, 2013) et de *multicultural conservatism* (Dillard, 2001), qui apparaissent de manière transversale dans plusieurs entretiens.

5.2. Remise en jeu du discours anti-étrangers de la LDT par les candidat·e·s:

« On entend souvent dire “la Lega est raciste et menteuse”, mais ce n'est pas vraiment le cas, parce que la Lega ne m'aurait même pas accepté. » (Stefan)

Cet extrait de l'entretien avec Stefan constitue une porte d'entrée significative pour interroger la manière dont certain·e·s candidat·e·s tentent de déconstruire l'image anti-étrangers généralement associée à la Lega dei Ticinesi. Il cherche de redéfinir l'image du parti à travers sa propre expérience d'inclusion. En effet, il continue : *« Puis avec les années, avec un Zali, un Gobbi, etc., s'ils avaient été racistes, jamais ils auraient pris un Slave comme candidat. Ça, ça m'a montré que ce n'est pas comme on la décrivait. Bien sûr, la concurrence décrit toujours un peu mal son adversaire. »*

Certain·e·s candidat·e·s adoptent souvent une posture de réinterprétation, voire de réorientation du sens attribué aux discours de la LDT. Cette remise en jeu comporte une redéfinition de ce qui est perçu comme raciste, à l'atténuer et dans certain cas à le justifier, en mobilisant leur propre background migratoire. Dans cette logique s'inscrivent également les affirmations de Murat: *« En soi, la Lega n'est pas vraiment contre les étrangers, elle cherche à faire respecter les lois et les normes suisses »*, ainsi que celles d'Elia:

« Il existe un peu ce stéréotype du membre de la Lega qui déteste ou méprise les étrangers. Moi, j'ai connu énormément de personnes de la Lega et ce n'est pas le cas. Pour moi, un·e leghiste est plutôt quelqu'un de patriote, d'attaché à sa terre, à ses racines, à son territoire, à la sécurité et aux équilibres. »

L'accent de la narrative est constamment mis sur les normes et le respect de celles-ci, souvent perçus comme non respectés par d'autres, alors que la LDT serait, selon les interviewé·e·s, le parti qui s'en soucie le plus. Un autre interviewé affirme en effet avoir choisi la LDT « *parce que c'est un parti pensé par et pour les Tessinois, qui cherche à rester proche du peuple.* » (Anurak)

Un autre point mis en avance est celui des couts liés à la migration :

« *Alors, ce n'est pas que la Lega est contre l'immigration, mais elle dit qu'à un certain moment, ces migrations entraînent des coûts non négligeables.* » (Stefan)

L'interviewé justifie la narration et la rhétorique employées par le parti en invoquant le fait que les couts liés à la gestion de l'immigration sont élevés. Selon lui, la LDT ne serait pas anti-étrangers, mais simplement plus attentive à ces aspects économiques.

Un des interviewés remet en jeu le discours anti-immigration de la LDT en mobilisant la thématique de l'islamisme, en lien avec son propre parcours et son histoire personnelle. C'est précisément cet élément qui l'a conduit à se porter candidat pour ce parti :

« *Mais tu vois ce qui me lie à la Lega, c'est l'anti-islam. Ce n'est pas contre les étrangers, mais contre l'islam. Tout le monde voit la Lega comme anti-étrangers, mais je ne suis pas d'accord. Plus je suis dedans, plus j'explique aux gens, tout le monde comprend que les échanges culturels, religieux, les échanges de savoirs, c'est positif pour tous les peuples. Mais quand derrière il y a une stratégie d'invasion, pas une invasion militaire, mais une invasion pacifique d'un État, quelqu'un doit le dire à voix haute. Et moi, pour l'instant, je n'arrive pas à le dire à voix haute, mais petit à petit, je le dis..* » (Aram)

Cet extrait offre un exemple particulièrement éclairant d'un discours ambivalent, à la fois critique envers la perception externe de la Lega dei Ticinesi comme anti-étrangers, et pourtant ancré dans des logiques discriminatoires fortement islamophobes. L'interviewé opère une distinction stratégique entre hostilité aux étrangers et hostilité à l'islam. Il cherche à dissocier la LDT de toute accusation de racisme généralisé, tout en justifiant une hostilité ciblée envers l'islam, présenté comme une altérité fondamentalement incompatible avec la société suisse. Aram reprend la métaphore de « l'invasion pacifique », au cœur des discours identitaires contemporains, notamment ceux liés à la théorie complotiste du « Grand Remplacement »⁶. Ce type de discours se retrouve également dans les propos de Samuele, qui, lors de notre entretien, soutient une idée similaire : « *C'est toute une question de coloniser des endroits, d'envoyer du monde, eux ils arrivent et puis ils font quatorze gosses, et pour moi ce n'est pas juste, non.* ».

⁶ Théorie complotiste développée en 2011 par Renaud Camus, selon laquelle les populations européennes seraient progressivement remplacées par des populations immigrées. Pour une analyse critique et approfondie, voir : Pierre-André Taguieff, *La revanche du nationalisme* (2015).

L'extrait termine avec un positionnement intéressant de l'interviewé, qui se perçoit comme porteur d'une vérité dérangeante, encore indicible, mais légitime. Il se présente comme un pédagogue de l'intérieur, chargé de faire évoluer progressivement les mentalités. Ce dispositif rhétorique confère au discours une aura de lucidité courageuse, renforçant sa légitimité auprès des personnes partageant ces peurs latentes.

Aram et Samuele à travers un discours de défense de la société d'accueil face à une supposée « menace islamiste », contribuent ainsi à requalifier une vision discriminatoire en le rendant socialement acceptable et moralement justifié. Cette dynamique est encore plus explicite lorsque Samuele, en évoquant les normes religieuses locales, affirme : « *Ce n'est pas du racisme, tu as ce type de religion, ok, mais ici, c'est comme ça.* »

Cette remise en question d'une vision raciste de la LDT est aussi justifiée, selon certain·e·s interviewé·e·s, par la nécessité d'utiliser un ton fort, direct et « moins diplomatique » pour faire changer les choses. Plusieurs considèrent les discours controversés du parti non pas comme réellement racistes ou anti-étrangers, mais plutôt comme des moyens de choc nécessaires pour attirer l'attention, et donc comme légitimes selon eux. Un interviewé soutient, par exemple, que puisqu'il n'y a que Lorenzo Quadri au Conseil national pour représenter la LDT, il ne pourrait jamais faire changer quoi que ce soit, et que la seule manière d'être entendu reste « *de continuer à s'exprimer à la solita vecchia maniera (à l'ancienne), avec un dictionnaire tout à lui et une élégance différente* » (Daniel).

Stefan raconte que son choix de quitter un autre parti, en l'occurrence le PLR, est justement lié au besoin de pouvoir s'exprimer plus librement, sans devoir rester dans les cadres rigides imposés par les partis traditionnels.

Ces éléments mettent en lumière la diversité des stratégies discursives mobilisées par les candidat·e·s pour justifier leur engagement au sein de la LDT, malgré la rhétorique anti-étrangers souvent associée au parti. Certain·e·s cherchent à déconstruire cette image à partir de leur propre expérience d'inclusion, d'autres atténuent ou redéfinissent les propos polémiques en les inscrivant dans une logique de respect des lois ou d'économie. On observe aussi des tentatives de dissocier les discours hostiles aux étrangers de ceux hostiles à l'islam. Enfin, plusieurs candidat·e·s valorisent un style de communication plus direct, jugé nécessaire pour se faire entendre

5.3. Le background migratoire comme ressource discursive dans la LDT

« (...) En tant que personne issue de la migration, j'ai plus de poids lorsque je soutiens certaines idées sur les questions migratoires. Si c'est un étranger qui le dit, cela a plus de valeur. » (Murat)

Le background migratoire peut être mobilisé comme ressource stratégique à l'intérieur de la LDT. Le fait d'être perçu comme « étranger » confère une forme de légitimité discursive supplémentaire lorsqu'il s'agit de défendre des positions restrictives sur la migration. L'expérience migratoire n'est donc pas niée, mais réinvestie pour appuyer un discours dominant, selon une logique d'instrumentalisation positive. Par exemple, Murat s'est dit pleinement favorable à l'initiative contre la dissimulation du visage dans l'espace public (2021) et à l'initiative pour interdire la construction de minarets (2009). Le fait qu'une personne avec un background migratoire et de confession musulmane, soutienne ce type de propositions contribue à renforcer la crédibilité et légitimité du parti sur ces thèmes sensibles.

Elia me raconte une de ses plus grandes conquêtes personnelles. Lorsqu'il est entré au Conseil Communal de sa commune avec la LDT, le groupe votait systématiquement contre ou s'abstenait lors des décisions sur les naturalisations - il n'adoptait jamais une position proactive. Grâce à son élection et à son entrée dans la commission des naturalisations, il affirme avoir réussi à faire évoluer la position intransigeante du parti :

« Alors, quand je suis entré au Conseil communal pour la Lega, quand on parlait de naturalisation, le groupe n'était pas proactif, il s'abstenait ou votait contre. Pour moi, cela a été ma plus grande conquête à l'intérieur : j'ai apporté mon vécu, surtout celui de ma famille. On était pour la naturalisation, pour un monde plus ouvert envers les personnes qui s'engagent, qui participent activement à la vie sociale, communale, régionale, etc. Il est important de leur donner une chance, de permettre à celles et ceux qui ont envie de s'impliquer de contribuer – tout comme cela a été permis à mes parents. Le parti a opéré un changement de cap que j'ai beaucoup apprécié. En plus, ils ont compris que s'ils veulent grandir, ils doivent savoir marcher avec tout le monde. Il faut aussi être un peu plus tactiques et malins. Il faut donner une chance à celles et ceux qui se retroussent les manches et font bien leur travail. » (Elia)

Cet extrait illustre bien comment le background migratoire peut être mobilisé pour défendre des positions inconfortables ou divergentes au sein du parti. Le vécu personnel agit ici comme un levier de changement interne. Elia montre comment son expérience personnelle et familiale, a contribué à faire évoluer les positions du groupe sur la naturalisation au niveau communal, un sujet historiquement sensible dans les partis de droite. Cela met en lumière la valeur ajoutée du background migratoire en tant qu'outil de sensibilisation de l'intérieur, permettant de reformuler certaines prises de position du parti à partir d'une perspective vécue.

L'interviewé exprime également une vision méritocratique et pragmatique de la naturalisation, en soulignant que les personnes « qui ont de l'intérêt et de la volonté » peuvent contribuer au bien commun. Il affirme en outre que, si le parti veut grandir, il doit apprendre à « marcher avec tout le monde ». Cette remarque peut être interprétée comme une reconnaissance de la nécessité et de l'utilité stratégique pour le parti d'inclure des personnes avec background migratoire afin d'élargir la base électorale.

Le témoignage d'Aram illustre bien une autre dynamique intéressante. D'un côté, il affirme : « *Je pense que si je parviens à entrer en politique et à porter ma voix, quelqu'un m'écouterait davantage. [...] Malheureusement, en tant qu'Arméniens, nous devons transmettre ces informations tout au long de notre vie, et puisque je peux le faire, j'entre en politique pour parler de cette histoire. Parce que peut-être que ma voix a plus d'autorité.* ». Il s'engage ainsi principalement pour défendre une cause qui lui tient personnellement à cœur : la situation des Arméniens au Moyen-Orient et sa vision critique de la Turquie. Ce type d'engagement rejoint l'hypothèse développée par Mugglin et Mastrangelo (2023), selon laquelle l'obtention d'une visibilité politique constitue une opportunité de mettre en lumière des thèmes personnels ou minoritaires. Cependant, ce positionnement peut aussi comporter des risques : celui de rester cantonné à des rôles d'« expert·e·s en matière de migration » ou de sujets identitaires spécifiques, peinant à obtenir une reconnaissance sur d'autres thématiques politiques. Cette forme de mobilisation peut dès lors s'inscrire dans une logique de tokénisme. Comme évoqué dans le cadre théorique, le tokénisme peut être compris comme une stratégie politique où certaines personnes issues avec un background migratoire sont mises en avant, non pas pour leur compétence globale, mais pour leur valeur symbolique et représentative. Dans ce cas, l'engagement en matière de migration peut aussi répondre à un objectif instrumental du parti, visant à séduire un électorat issu de l'immigration. Par exemple, un interviewé m'a raconté qu'un membre influent du parti au niveau local l'avait contacté, lui ainsi que cinq autres jeunes avec un background migratoire pour leur proposer de se présenter aux élections communales. L'interviewée m'a confié s'être posée la question de pourquoi toutes les candidat·e·s approché·e·s avaient un background migratoire.

Un autre élément essentiel pour comprendre les motivations d'engagement de ces candidat·e·s réside dans la manière dont ils perçoivent la valeur de leur propre engagement au sein de la LDT en tant que personnes avec un background migratoire. Cette position particulière peut leur conférer une forme de légitimité renforcée pour exprimer certaines opinions, notamment sur les questions migratoires, en s'appuyant sur leur expérience vécue. Elle permet aussi, dans certains cas, de revendiquer une capacité à faire évoluer de l'intérieur certaines prises de position du parti, en

apportant une perspective différente. Cette posture s'accompagne parfois d'un investissement personnel fort, mais elle peut aussi révéler des tensions entre reconnaissance et instrumentalisation. Le background migratoire devient ainsi une ressource ambivalente, à la fois outil d'influence, marqueur identitaire, et parfois vecteur de réduction à un rôle spécifique dans le jeu politique.

5.4. Interprétation des jugements de l'entourage des candidat·e·s

Presque tous les interviewé·e·s, à la question « quelles ont été les réactions à votre candidature pour la LDT ? », ont répondu que plusieurs ami·e·s ou collègues leur avaient demandé pourquoi ils avaient choisi ce parti, et certain·e·s ont reçu des jugements critiques à ce sujet.

Par exemple Aram affirme :

« Oui, un ami de gauche, qui est aussi mon collègue de travail, m'a dit "ah, je ne t'aurais jamais imaginé choisir la Lega" et il m'a carrément dit "tu vas choisir un parti contre les étrangers". »

De même, Stefan explique :

« Oui bien sûr, avec mes anciens collègues libéraux : "Qu'est-ce que tu fais ? Où tu vas avec ceux-là ?" Pourquoi ? Eh bien, vous le savez déjà, je leur ai répondu. D'ailleurs, c'est bien chez les libéraux qu'on m'a demandé de changer de nom de famille. J'ai reçu cette 'invitation' lors de ma deuxième législature : un paquet gros comme cette table, puis un autre dedans, comme des poupées russes. Après une trentaine de boîtes, j'ai trouvé un petit pot avec une ceinture militaire de gradé, sur laquelle était écrit : "Stefan Rodoni". Là, j'ai compris tout de suite le message. Ils avaient déjà inventé comment je devais m'appeler. J'ai vraiment pas apprécié. »

« On voyait bien qu'ils pensaient "ce gars-là, pour le Grand Conseil, il est bien, mais pas avec ce nom". Il faut que la façade soit impeccable. Et là, ils ont perdu beaucoup de points et de respect à mes yeux. J'ai trouvé ça irrespectueux... »

Cet extrait renvoie aux discriminations subies en raison du background migratoire, qui, dans ce cas, ne proviennent pas d'un parti de droite, mais du PLR. Ce même parti a ensuite critiqué le choix de Stefan de rejoindre la LDT. Il lui a été explicitement suggéré de modifier son nom de famille - facilement identifiable comme étant d'origine étrangère - afin d'augmenter ses chances d'être élu au Grand Conseil. Ce type de pression symbolique sur l'identité personnelle a fortement contribué à sa décision de quitter le PLR pour se présenter avec la Lega dei Ticinesi.

D'autres interviewé·e·s ont reçu des remarques similaires. Par exemple, Daniele raconte : *« Mes ami·e·s m'ont dit : "Mais qu'est-ce que tu as à voir avec ce parti, avec tes origines ? »*

Si plusieurs candidat·e·s ont fait face à des jugements négatifs fondés sur leur background migratoire, Elia, lui, a aussi reçu des réactions très positives. En tenant compte de son parcours et de son environnement social, il explique :

« Alors moi, je le répète, j'ai grandi dans un quartier multiethnique, avec des amis tamouls, des Balkans, des Kosovars, des Italiens, des Suisses... j'ai créé beaucoup de liens avec tout le monde. Quand ils ont su que j'étais sur une liste électorale, très bien, mais quand ils ont su pour quel parti : "Quoi, la Lega !?" Quelqu'un a été surpris, mais après que j'ai expliqué mon choix, je n'ai pas eu de désaccords. Au contraire, j'ai rencontré plusieurs personnes d'origine étrangère qui soutenaient la démarche, car elles vivent elles aussi des situations difficiles ici au Tessin. »

Ces situations qu'il qualifie de « tendues », autrement dit difficiles et lourdes, sont liées à des inquiétudes dans le monde du travail ainsi qu'à un sentiment de malaise ressenti dans certains quartiers. Ce type de récit participe à la construction d'un imaginaire d'insécurité général, souvent mobilisé dans les discours populistes.

Elia évoque aussi les deux seules personnes qui ont désapprouvé son choix pour la LDT et qui, contrairement à d'autres, n'ont pas changé d'avis. La première est un ami de son père, membre fervent du PPD, que Elia qualifie comme un « ppdino doc ». La seconde est une connaissance d'origine serbe qui, en le croisant au bar, lui a dit : « *Comment t'as pu aller à la Lega, eux ils détestent les étrangers?* ». Manuel et Samuele rapportent également avoir reçu des remarques négatives de la part de membres du PPD. Manuel, de la part d'une dame qui lui a dit : « *S'il n'y avait pas eu les libéraux et le PPD, les étrangers ne seraient jamais arrivés en Suisse.* » Il raconte sa réponse :

« J'ai dit "ah bon ? Je savais pas. Mais si on commence à chercher les origines de chacun, on sait que la moitié de la population tessinoise est italienne. Soit de Milan, soit de Bergame." » Selon lui, cette remarque cachait aussi un message du type : pourquoi tu n'es pas venu avec nous au PPD ? Samuele, quant à lui, raconte avoir été interpellé par un ami, membre influent du PPD au niveau communal : « *Dès qu'il m'a vu au bar du village, il m'a sorti direct : 'Ahah t'es con d'aller là-bas, tu sais bien qu'eux..'* »

Ces récits illustrent une forme de concurrence symbolique entre partis et les réactions révèlent aussi que les appartenances partisans sont parfois lues à travers le prisme des origines, et que le choix d'un parti perçu comme hostile à l'immigration peut être vu comme une contradiction ou une trahison. Cela souligne la tension entre loyautés politiques, identités perçues et stratégies d'engagement, thème central de ma recherche.

Aucun·e des interviewé·e n'a exprimé avoir remis en question sa propre candidature face aux jugements des autres, ce qui est en soi un élément intéressant. En revanche, certain·e·s m'ont confié

qu'ils ne savaient pas s'ils choisiraient à nouveau le même parti en cas de nouvelle candidature. Par exemple, une interviewée m'a dit :

« Depuis que je travaille dans le social, j'ai beaucoup à faire avec des personnes issues de la migration et, en voyant leur parcours de plus près, je me suis un peu éloignée du discours de la Lega. » (Sara)

Finalement, les jugements de l'entourage des candidat·e·s interviewé·e·s ne semblent pas avoir constitué un frein à leur décision de s'engager politiquement dans la LDT. Si les réactions négatives ont bel et bien été ressenties, elles ont plutôt été absorbées, contre-argumentées ou relativisées. Cela témoigne d'une certaine solidité des motivations à l'engagement, qui dépassent souvent les attentes extérieures. En même temps, des témoignages comme celui de Sara montrent que l'expérience personnelle et professionnelle continue de façonner les choix et les croyances politiques et peut influencer de futures décisions électorales. Cela met en lumière un engagement politique situé, évolutif, traversé par des tensions constamment (re)négociées.

5.5. Se démarquer des discours sur les « nouveaux·elles migrant·e·s »

« Avec ma famille, nous avons déménagé en Suisse en 1977, pas comme les réfugiés d'aujourd'hui, mais comme immigrés venus comme main-d'œuvre. » (Aram)

Certain·e·s interviewé·e·s soulignent une distinction importante entre leur propre parcours migratoire (ou celui de leurs parents), arrivé·e·s en Suisse en tant que travailleur·euse·s immigré·e·s, et celui des réfugié·e·s ou demandeur·euse·s d'asile actuels. Par exemple, Stefan affirme *« Nos parents sont venus ici avec un autre état d'esprit : ils ont travaillé dur, ils se sont démenés. »* Les interviewé·e·s insistent sur la contribution qu'ils ont apportée et continuent d'apporter à la société suisse, en contraste avec une figure vue comme moins légitimée, parfois associée à des abus du système d'accueil ou à des comportements déviants. Ces propos s'inscrivent dans une vision proche de celle défendue par la LDT, en particulier par son conseiller national Lorenzo Quadri, qui affirme qu'un grand pourcentage des « nouveaux·elles arrivé·e·s » viennent par le regroupement familial et non pour travailler, et qu'il s'agit donc, selon lui, de personnes qui n'entrent pas sur le marché du travail mais finissent facilement à la charge de l'État social suisse (Quadri, 14.01.2025). En outre, les témoignages recueillis dans mes entretiens rejoignent les observations de Mugglin et Mastrangelo (2023) concernant des membres de l'UDC, qui prennent leurs distances vis-à-vis des demandeur·euse·s d'asile, qualifié·e·s, par exemple, de « faux réfugié·e·s ».

En lien avec la différenciation vis-à-vis des « migrant·e·s d'aujourd'hui », plusieurs interviewé·e·s expriment une forte préoccupation face à ce qu'ils perçoivent comme une immigration de masse, un thème central dans la rhétorique de la LDT. Cette perception semble avoir pesé sur leur décision de s'engager dans le parti :

« Par rapport à l'immigration d'autrefois, c'est différent aujourd'hui. Trop d'immigration de masse... il faudrait quelque chose de plus régulé. Et puis il y a aussi la question des frontaliers, on en a trop ici. »
« S'il s'agissait uniquement d'une migration pour travailler et avoir un meilleur avenir, ce serait différent de cette migration de masse. » (Murat)

Certain·e·s affirment que de nombreux migrant·e·s savent bien s'intégrer, mais il existe aussi des situations plus complexes. Elia donne l'exemple d'un quartier où vit un de ses amis :

« Il y a un immeuble géré par un agent immobilier bien connu dans le canton, qui rachète de vieux bâtiments et y fait quelques travaux. Dans ce cas, pour ses propres intérêts, il a organisé l'installation de nombreux requérant·e·s d'asile dans trois immeubles. La Confédération paie, lui touche un revenu locatif fixe, et le problème, c'est qu'ils y vivent nombreux. Certain·e·s causent des nuisances, du bruit, du trafic de drogue, etc. C'est une situation bien connue. » (Elia)

Cet extrait illustre une tension fréquente dans les discours recueillis : d'un côté, une reconnaissance du fait que de nombreux·ses migrant·e·s savent bien s'intégrer, et de l'autre, des récits très localisés qui construisent des cas d'exception problématiques. L'exemple raconté dans l'extrait, à savoir une situation de cohabitation difficile dans un ensemble d'immeubles habités par des requérant·e·s d'asile, s'inscrit dans une logique de construction de récits d'illégitimité, où certains profils sont associés à des comportements déviants. Ce type de discours contribue à renforcer des frontières symboliques entre migrant·e·s « intégré·e·s » (méritant·e·s) et « nouveaux·elles arrivant·e·s » perçu·e·s comme source de désordre. En plus, l'interviewé signale une situation d'abus et d'instrumentalisation du marché immobilier et ce cadrage lui permet d'exprimer une critique qui justifie, à ses yeux, la nécessité d'un meilleur contrôle de la situation des requérant·e·s d'asile.

Dans le prolongement de cette critique, certain·e·s interviewé·e·s mettent souvent en avant la spécificité de leur propre histoire migratoire, en défendant une perspective fondée sur l'utilité économique de la migration et en soulignant la contribution économique de leurs parents ou d'eux-mêmes. Par exemple, un interviewé affirme : *« S'il y avait uniquement une migration pour travailler et construire un avenir meilleur, ce serait différent de cette migration de masse. » (Murat)*

Dans cette logique de distinction, un dernier aspect intéressant concerne la reprise, par certain·e·s interviewé·e·s, de discours critiques envers l'islam, souvent associés à une mise à distance des

certain·e·s nouveaux·elles migrant·e·s à de confession musulmane. Cette dimension religieuse devient ainsi un critère de différenciation, qui renforce encore les frontières symboliques. De plus, cette perspective s'inscrit dans une vision d'incompatibilité entre l'islam et les valeurs suisses. Voici quelque exemple :

« Ils envoient leurs étudiants en profitant de l'ouverture de l'Occident aux échanges culturels. Combien de musulmans sont arrivés en Europe, combien d'associations islamiques ont été créées... Ils ont pour consigne d'avoir cinq enfants par famille. Tu comprends que, mathématiquement, en quelques années, ça prendra forme.

Je dois dire malheureusement qu'ils sont stratèges à très long terme. » (Aram)

« Tout ça, c'est une stratégie de colonisation : envoyer des gens, ils arrivent, puis ils font quatorze enfants... et pour moi, ce n'est pas juste. C'est une chaîne : l'Occident bombarde certains pays, d'où ces gens viennent, et automatiquement ça crée ici une main-d'œuvre bon marché. C'est un cercle. » (Samuele)

L'usage d'expressions comme « coloniser », « stratégie à long terme », « faire 14 enfants » renforce une perception de menace et de méfiance, déjà largement diffusée dans certains discours populistes suisses et européens. En outre, ces affirmations reflètent des positions exprimées dans les discours de la LDT et dans des articles du journal *Il Mattino della Domenica*. Par exemple, dans un article signé par Lorenzo Quadri, celui-ci exprime une grande inquiétude face à la croissance incontrôlée de l'immigration, et en particulier de ce qu'il appelle « l'avancée islamique ». La LDT soutient un projet appelé “Swiss Stop Islamization Award”, lancé par le tessinois Giorgio Ghiringhelli en 2018, qui récompense les personnes s'étant distinguées pour leur engagement contre l'islamisation et le radicalisme islamique (Quadri, 17.02.2025).

Enfin, certains discours recueillis dans mes entretiens s'inscrivent dans une rhétorique qui associe l'islam à une logique d'invasion planifiée par le biais des migrations. Il s'agit d'une forme d'islamophobie politique souvent considéré comme plus légitimée que le rejet migratoire général, car fondée sur des arguments démographiques ou géopolitiques. Ce type de narration renvoie à des éléments caractéristiques des théories du complot, notamment à travers l'idée d'une stratégie d'occupation progressive du territoire, qui fait écho à la théorie du « Grand Remplacement » diffusée dans plusieurs milieux d'extrême droite.

Tous ces discours reflètent pleinement la théorie du *boudary making* développée par Wimmer. Le background migratoire et l'engagement politique actif des interviewé·e·s deviennent des outils pour tracer une ligne de démarcation entre les « bon·nes immigré·e·s », et « les mauvais·es immigré·e·s », perçu·e·s comme menaçant·e·s, inadapté·e·s. Comme l'a montré Wimmer (2013), les individus peuvent contribuer eux-mêmes à renforcer de frontières d'exclusion en se positionnant en opposition à d'autres groupes migrant·e·s.

Cette prise de distance vis-à-vis des nouveaux·elles migrant·e·s constitue une caractéristique centrale des motivations d'engagement au sein de la LDT. Elle permet en effet de marquer une distinction claire avec la migration vécue par les interviewé·e·s ou leur famille, souvent motivée par des raisons professionnelles, et reflète une fois de plus leur attachement aux « valeurs suisses ».

5.6. Inquiétudes économiques et positionnement vis-à-vis des frontaliers

« I : Ça ne me plairait pas trop que, dans le futur, mon fils ou les enfants d'autres familles ne reçoivent pas les mêmes choses que moi, à cause de questions financières ou politiques.

AD : Et tu lies ça à la question migratoire ?

I : Eh oui, aux frontaliers. Bignasca avait dit une chose juste : “au-delà de 40 000, on aura un problème”, et en effet je pense que le problème est arrivé. » (Manuel)

Comme dernière piste d'analyse, j'ai choisi d'explorer les préoccupations liées au marché du travail et à la question des travailleur·euse·s frontalier·ère·s. Ces thématiques sont au cœur du programme de la Lega dei Ticinesi, et de nombreuses initiatives ainsi que des articles publiés dans *Il Mattino della Domenica* y sont consacrés. Il s'agit d'un enjeu fortement régionalisé, en raison de la position géographique du Tessin, situé à la frontière avec l'Italie.

Tous les interviewé·e·s ont évoqué cette question, généralement avec un regard critique. Les inquiétudes liées à la recherche ou au maintien d'un emploi figurent parmi les principales préoccupations de la population tessinoise de manière générale. Comme l'affirment Pilotti et Mazzoleni, « dans la seconde moitié des années 2000, lorsque les effets des accords bilatéraux commencent à se faire sentir sur l'économie cantonale, une part croissante des citoyen·ne·s tessinois·es place au centre de ses préoccupations le marché du travail et la présence des frontalier·ère·s italien·ne·s. » (2017 : 85).

L'inquiétude face au marché du travail s'inscrit également dans une lecture plus large de la situation économique et politique, souvent marquée par des commentaires critiques à l'UE et à la gouvernance de gauche :

« Nous avons une dette publique de presque 3 milliards ici au Tessin. J'ai l'impression que nous sommes au bord du précipice. Un dicton que je trouve très vrai dit : “La gauche tient tellement aux pauvres que, quand elle arrive au pouvoir, elle les multiplie.” » (Manuel)

Cet extrait montre comment l'interviewé exprime préoccupation marquée pour la situation financière du canton, en particulier depuis qu'il a ouvert sa propre entreprise. Il reprend une rhétorique qui

attribue la responsabilité de l'endettement et des problèmes économiques aux partis de gauche. C'est pour ces raisons qu'il se sent représenté par les idées et les orientations de la LDT. En effet, la Lega dei Ticinesi se définit comme « un Mouvement vigilant sur le marché du travail, afin de préserver l'emploi des Tessinois et des résident·e·s. Il soutient les entreprises locales et s'oppose à la mondialisation sauvage des marchés » (Lega dei Ticinesi, s.d.-b). Cette vision est également liée à une méfiance marquée envers l'Union européenne et à une volonté claire de ne jamais en faire partie, car, selon plusieurs interviewé·e·s, cela conduirait à la ruine de la Suisse et du Tessin.

Samuele affirme :

« En regardant nos voisins de l'UE, on voit dans quel désastre ils se sont mis en ouvrant les portes à tout et à tous. On en verra les conséquences dans dix ans peut-être. Selon moi, il faut du contrôle, un peu de fermeture, donner la priorité aux gens d'ici. Il n'y a pas de contrôle sur les personnes qui entrent, il y a 78 000 frontaliers. »

Il y a ici l'idée que l'UE connaîtra de graves problèmes à l'avenir, notamment en raison d'une ouverture jugée excessive, et que la Suisse pourrait en subir les mêmes conséquences si elle n'exerce pas un contrôle suffisant, en particulier sur le nombre de travailleur·euse·s frontalier·ère·s. Dans les discours populistes, les frontalier·ère·s sont souvent mobilisé·e·s comme figures repoussoirs, accusé·e·s de menacer la stabilité économique et identitaire de la région.

En ce qui concerne les frontalier·ère·s, le mécontentement exprimé par les interviewé·e·s, comme Sara et Murat, semble surtout lié à l'incertitude de pouvoir trouver un emploi malgré une formation effectuée au Tessin :

« J'ai fait ma formation ici et je pourrais quand même avoir des difficultés à trouver du travail. » (Sara)

« Il y en a trop ! On a 80'000 frontalier·ère·s et, pendant ce temps, nos jeunes n'ont pas de boulot. » (Murat).

Ce type de discours illustre bien le processus de *boundary-making* (Wimmer, 2013), dans lequel la figure du travailleur·euse frontalier·ère devient une altérité concurrentielle, marquant une frontière symbolique entre les « insiders » légitimes (les jeunes formé·e·s localement) et les « outsiders » perçu·e·s comme indésirable·s malgré leur proximité géographique et linguistique. Cette frontière est souvent justifiée par une logique méritocratique, selon laquelle la priorité à l'emploi devrait revenir à celles et ceux qui ont « joué selon les règles locales », c'est-à-dire qui ont grandi, étudié et qui réside dans le canton du Tessin. Cependant, il est important de nuancer cette perception, car il existe une tendance à homogénéiser la figure du·de la frontalier·ère, alors que les effets de la libre circulation varient fortement selon les branches économiques et les régions. Au Tessin, certaines professions ou secteurs (comme la restauration, la construction ou la santé) subissent effectivement une pression plus forte liée à la concurrence transfrontalière. Dans ce contexte, les frontières symboliques évoquées par les interviewé·e·s peuvent également être comprises comme des tentatives de redéfinir les règles d'accès à des ressources perçues comme rares. Cela rejoint la perspective de

Wimmer sur la reconfiguration des frontières d'appartenance dans des contextes de compétition économique et sociale.

Certains interviewé·e·s m'ont donné une vision plus utilitariste et rationnelle du phénomène des frontaliers, en soulignant par exemple que, dans le domaine de la santé, le Tessin dépend fortement de la main-d'œuvre italienne. C'est aussi le cas de Daniel, diplômé en économie et ayant travaillé pour une grande entreprise ayant un siège au Tessin, qui affirme : « *Nous avons une lacune d'un point de vue économique. Cela signifie que si quelqu'un ne fait pas un travail, il faut aller chercher quelqu'un à l'extérieur.* ». Selon lui, si les résident·e·s locaux·ales ne souhaitent pas exercer certains métiers, il est logique de faire appel à de la main-d'œuvre étrangère, en l'occurrence italienne. Il ajoute toutefois : « *Si c'était moi qui décidais, je donnerais toujours la priorité aux résident·e·s. Moi, par exemple, j'ai de la peine à trouver du travail.* »

Ce témoignage illustre la tension entre la reconnaissance de la nécessité économique de la main-d'œuvre frontalière et la revendication d'une préférence nationale, fondée sur le principe méritocratique. Celle-ci repose sur l'idée que celles et ceux qui ont été formé·e·s, qui résident et participent à la vie sociale du canton devraient être priorisé·e·s sur le marché du travail tessinois.

Les difficultés d'accès à l'emploi alimentent facilement une rhétorique de méfiance à l'égard des travailleur·euse·s frontalier·ère·s et de la migration en général, perçue comme une menace potentielle pour la stabilité du marché du travail tessinois. En parallèle, les accords avec les pays voisins sont largement considérés comme problématiques. Une majorité des interviewé·e·s adhère ainsi aux discours de la LDT, qui présente la Suisse comme incompatible avec l'Union européenne, qualifiée par Quadri de centralisatrice et antidémocratique.

La défiance envers les accords bilatéraux, le refus catégorique de l'UE et la volonté de « priorité aux résident·e·s » s'inscrivent une fois de plus dans une stratégie de boundary-making (Wimmer, 2013). Il s'agit ici de la construction d'une frontière symbolique entre « nous », les citoyen·ne·s suisses résidant au Tessin, et « eux », les travailleur·euse·s frontalier·ère·s. Cette différenciation délimite qui a droit aux ressources - telles que l'emploi ou la sécurité sociale - et qui n'y a pas accès, renforçant ainsi un sentiment d'appartenance, de cohésion interne au canton, et un lien identitaire avec le parti.

5.7. Synthèse des résultats

Dans cette dernière section, je propose une synthèse des principaux résultats issus de l'analyse des entretiens. Tout d'abord, grâce aux descriptions des neuf interviewé·e·s, j'ai pu dresser un panorama général et mettre en lumière leurs premières perceptions à l'égard de la politique en général, de leur propre parcours migratoire, ainsi que de leur rapport à la Lega dei Ticinesi.

Ensuite, j'ai procédé à une analyse des motivations personnelles d'engagement, en identifiant les éléments récurrents et les nuances propres à chaque trajectoire. Sur cette base, je résume ci-dessous les points les plus saillants selon quatre axes thématiques transversaux : défense des valeurs suisses et tessinoises ; questions discursives et rhétoriques ; distinction avec les « nouveaux·elles migrant·e·s » et préoccupations économiques liées à la question des frontaliers.

Les personnes interviewées manifestent un attachement profond à des valeurs perçues comme suisses, telles que la démocratie directe, le compromis politique, la neutralité ou encore le respect des lois. Elles cherchent à les défendre au sein du parti, en s'appuyant souvent sur leur propre exemple d'intégration « réussie », fondée sur l'effort personnel, la loyauté et la capacité d'adaptation aux normes locales. La maîtrise du dialecte tessinois est également valorisée comme signe d'enracinement et de légitimité. Cette adhésion s'accompagne parfois d'un rejet explicite de l'islam, perçu comme une menace et comme étant incompatibles avec les valeurs locales. Ces discours illustrent différentes formes de *boundary-making* (Wimmer, 2013), que ce soit à travers la redéfinition des frontières internes entre « bons » et « mauvais » migrant·e·s, selon leur degré d'adhésion aux normes locales ; ou encore à travers l'instauration de nouvelles frontières morales et culturelles. Dans cette perspective, l'engagement de ces personnes s'inscrit dans une logique de *conservatisme multiculturel* (Dillard, 2001), où des personnes avec un background migratoire deviennent les porte-parole d'un ordre national et régional à préserver.

Ensuite, un des résultats centraux de l'analyse s'articule autour des questions discursives et rhétoriques, c'est-à-dire la manière dont les candidat·e·s négocient, justifient ou réinterprètent la rhétorique controversée de la LDT. D'un côté, certain·e·s cherchent à déconstruire l'image raciste et anti-étrangers de la LDT en mobilisant leur background migratoire comme preuve d'inclusion. D'un autre côté, des discours plus ambivalents dissocient la critique de l'immigration du rejet de l'islam, légitimant une forme d'islamophobie sous couvert de défense des valeurs suisses ou tessinoises.

Une interprétation des jugements de l'entourage n'a pas non plus conduit à des changements dans le comportement des candidat·e·s interviewé·e·s. Le background migratoire devient ici une ressource

discursive stratégique : il permet de donner du poids à des propos restrictifs sur la migration, ou de justifier un engagement dans un parti populiste. Il sert aussi parfois à réorienter les positions du parti de l'intérieur, comme l'illustre Elia dans le cas des naturalisations. Cette mobilisation du vécu personnel s'inscrit dans une logique à la fois méritocratique et tactique, mais peut également être instrumentalisée par les partis, selon une dynamique proche du tokénisme.

En outre, si la majorité des candidat·e·s ont été confronté·e·s à des jugements critiques de leur entourage, notamment du fait de leur background migratoire, ces réactions n'ont pas entraîné de retrait ni de remise en question directe de leur engagement. Cela suggère une certaine solidité des motivations individuelles, mais aussi la complexité des logiques d'appartenance. Toutefois, des voix plus nuancées, comme celle de Sara, racontent que l'expérience professionnelle dans le domaine social peut faire évoluer les positionnements politiques au fil du temps, illustrant un engagement mouvant et négocié. Ces trajectoires mettent ainsi en lumière que l'identification politique n'est ni fixe ni univoque, mais bien un processus dynamique, façonné par les expériences personnelles et les interactions sociales.

Un autre axe important d'analyse concerne la distinction symbolique opérée envers les migrant·e·s récemment arrivé·e·s. Plusieurs candidat·e·s revendiquent une intégration réussie et méritée de leur propre famille, tout en exprimant des critiques envers des comportements perçus comme problématiques parmi les migrant·e·s récents. Ce type de discours contribue à légitimer une forme de distance vis-à-vis de l'altérité, et peut être interprété encore une fois comme une stratégie de *boundary-making*. Ces discours sont souvent liés à des préoccupations concrètes autour du marché du travail, notamment à la concurrence salariale et à la présence des travailleur·se·s frontalier·ère·s. L'inquiétude exprimée est présente chez l'ensemble des interviewé·e·s, quel que soit leur profil. Ce registre économique permet de justifier une adhésion aux discours protectionnistes de la LDT, en mettant en avant une lecture pragmatique, voire défensive, de la situation tessinoise. Ces récits participent à la production d'un imaginaire de crise, dans lequel les personnes interviewées cherchent à concilier leur propre histoire migratoire avec un attachement fort au territoire et à ses équilibres sociaux et économiques.

Dans l'ensemble, le background migratoire est souvent utilisé pour défendre certaines visions de l'intégration, pour soutenir certaines initiatives anti-immigration, pour attirer d'autres personnes dans le parti. Mes résultats rejoignent aussi les conclusions de Mugglin et Mastrangelo (2023) concernant l'engagement de personnes avec un background migratoire dans l'UDC. Comme dans leur étude, les candidat·e·s interviewé·e·s dans la LDT mobilisent leur propre parcours pour se distinguer des migrant·e·s récemment arrivé·e·s, selon une vision du monde profondément méritocratique. Ce

positionnement s'accompagne souvent d'une défense des valeurs suisses et tessinoises, voire d'une forme idéalisée de « Swissness », associée à la neutralité, au respect de l'ordre et à la sécurité. Ce positionnement peut être analysé à travers le prisme du *boundary-making* (Wimmer, 2013), notamment sous la forme d'un renforcement symbolique des frontières internes, où l'appartenance est conditionnée par l'adaptation active aux normes locales.

6. Conclusion

Dans cette dernière partie de mon mémoire, je reviens sur la question de recherche initiale, en identifiant les principales limites méthodologiques de l'étude et quelques pistes de recherche futures. Ma question de recherche qui a guidé l'ensemble de mon travail, est la suivante : *Quelles sont les motivations qui amènent des citoyen·ne·s avec un background migratoire à s'engager en politique au sein de la Lega dei Ticinesi, un parti connu pour sa rhétorique critique à l'égard de l'immigration ?* Pour y répondre, j'ai formulé deux sous-questions : la première s'intéresse aux discours portés par la Lega dei Ticinesi autour des questions migratoires, ainsi qu'à la manière dont ils sont perçus par les candidat·e·s issu·e·s de la migration ; la seconde explore le rôle que joue le background migratoire dans la construction de leur légitimité politique ou dans leur manière de justifier leur engagement.

Cette recherche m'a permis d'explorer, au sein du vaste champ des *migration studies*, une thématique de niche et ancrée dans un contexte régional, mais qui s'inscrit pleinement dans le paysage politique contemporain, marqué par la montée des partis de droite à travers l'Europe et par un déplacement vers la droite de l'orientation politique des citoyen·ne·s avec un background migratoire (Otjes et Krouwel, 2019 ; Mudde, 2016).

Tout d'abord, j'ai cherché à contextualiser au mieux mon sujet d'étude, en retraçant l'histoire de la Lega dei Ticinesi depuis sa création au début des années 1990. Sa naissance dans un contexte régional en pleine transformation lui a permis d'accéder rapidement aux organes du pouvoir politique (De Laurentis et Giussani, 1992) et sa rhétorique directe et controversée, notamment utilisée par le journal du parti *Il Mattino della Domenica*, lui a permis d'attirer l'attention de nombreux électeurs. À partir des années 2000, la LDT place au cœur de son agenda politique la question des travailleur·euse·s frontalier·ère·s, qu'elle aborde sous un angle critique en lien avec la défense du marché du travail local. Cette focalisation thématique, couplée à sa rhétorique populiste et identitaire, l'inscrit dans une dynamique comparable à celle d'autres partis populistes suisses (l'UDC et le MCG), mais aussi à celle de la Lega Nord en Italie. Il m'a donc paru pertinent de proposer une comparaison avec ces partis pour mieux situer la LDT dans l'univers politique contemporain. J'ai en effet choisi d'utiliser le terme proposé par Pirro (2023) de « far right », pour désigner un ensemble de partis de la droite qui partagent certaines caractéristiques idéologiques comme le nationalisme, l'autoritarisme, l'exclusion de l'altérité et une rhétorique anti-immigration.

J'ai choisi d'utiliser la méthodologie de la « grounded theory » (Charmaz et Belgrave, 2012 ; Flick 2022 ; Rosenthal 2004) en réalisant deux entretiens d'expert·e et neuf entretiens semi-structurés avec

neuf candidat·e·s avec un background migratoire engagé·e·s dans la Lega dei Ticinesi. Avec ce matériel empirique, j'ai pu faire un aller-retour constant entre mon terrain et des approches théoriques, afin de rester le plus proche possible de mes données. En ce sens, cette recherche s'inscrit dans une posture épistémologique constructiviste, qui considère les identités politiques et migratoires non comme des réalités fixes ou objectives, mais comme des constructions sociales situées, historiquement et contextuellement produites. Elle rompt ainsi avec une lecture essentialisante de catégories telles que le « background migratoire » (Burr, 1995 ; Dahinden et al., 2016, 2021, 2023). Cela m'a permis de rendre compte de la diversité des parcours, des subjectivités et des stratégies d'engagement des candidat·e·s interviewé·e·s. J'ai ainsi pu revenir sur des théories mobilisées dans le cadre théorique concernant l'engagement politique des personnes issues de l'immigration. En particulier, pour analyser mes résultats, m'ont été très utiles la théorie du boundary-making exposée par Wimmer (2013), le *multicultural conservatism* (Dillard, 2011) et les résultats de l'étude de Mugglin et Mastrangelo (2023), qui mettent en lumière les dynamiques d'engagement politique de personnes issues de l'immigration dans l'UDC. À plusieurs égards, mes résultats rejoignent leurs analyses, notamment en ce qui concerne la construction d'une légitimité fondée sur le background migratoire, la valorisation d'un parcours d'intégration méritocratique, ainsi que la mise à distance des « nouveaux·elles migrant·e·s ». Toutefois, un élément supplémentaire ressort de manière saillante dans mon étude : la récurrence du discours sur les travailleur·euse·s frontalier·ère·s, qui occupe une place centrale dans l'agenda politique de la Lega dei Ticinesi. En utilisant une approche fondée sur les récits de vie, ce travail a également permis de faire émerger des trajectoires d'engagement nuancées et parfois ambivalentes.

L'objectif de cette recherche a été de donner la parole aux individus et de comprendre les motivations qui sous-tendent un engagement perçu comme improbable, voire inconcevable, entre des personnes ayant un background migratoire et des partis de droite. Cette recherche a également été pour moi une occasion de questionner mes propres représentations sur l'engagement politique et les catégorisations identitaires. Elle a contribué à déconstruire une lecture simpliste, voire purement instrumentale, des trajectoires de ces candidat·e·s, en mettant en lumière une réalité bien plus nuancée. Leurs motivations s'ancrent dans des expériences personnelles singulières, façonnées par leur parcours de vie ou celui de leur famille. Elles varient, par exemple, de la préoccupation de ne pas trouver un emploi en raison de la concurrence avec les travailleur·euse·s frontalier·ère·s italien·ne·s, à la volonté de porter la voix et l'histoire de leur peuple à une échelle plus large. Dans cette perspective, la Lega dei Ticinesi apparaît pour certain·e·s comme un espace leur permettant d'exprimer librement leurs préoccupations, voire leur vision de la société. Par ailleurs, à travers mes analyses et les entretiens,

notamment avec les deux expert·e·s, certain·e·s interviewé·e·s ont évoqué des situations pouvant être interprétées comme relevant de stratégies de tokénisme, mises en œuvre non seulement par la LDT, comme iels me l'ont signalé, mais également par d'autres partis dits « traditionnels ».

Au terme de ce travail, j'ai pu identifier deux limites principales à mon étude et trois possibles pistes potentielles pour des recherches futures. Premièrement, j'ai rencontré des difficultés à identifier des personnes à interviewer ayant un background migratoire lié à l'Italie. En effet, leurs noms de famille sont souvent très similaires, voire identiques, à ceux de personnes vivant au Tessin depuis plusieurs générations, ce qui complique leur repérage. Pour cette raison j'ai n'est pas des participant·e·s à la recherche avec ce type de background migratoire. Cela m'amène à proposer une première piste de recherche : mener une enquête qualitative centrée spécifiquement sur les personnes avec un background migratoire italien engagées dans la LDT. Une telle étude pourrait compléter et enrichir les résultats obtenus ici. En effet, une grande partie des discours recueillis tournent autour de la question du travail frontalier italien, et il serait particulièrement intéressant d'analyser comment cette thématique est appréhendée, réappropriée ou éventuellement instrumentalisée par les candidat·e·s avec un background migratoire italien, dans un contexte où les discours sur les frontalier·ère·s occupent une place centrale dans l'agenda politique de la LDT.

Une autre limite que j'identifie dans cette recherche est la sous-représentation des femmes parmi les personnes interviewées. Il m'a semblé à la fois ironique et révélateur d'utiliser un langage inclusif tout au long de l'analyse, tout en sachant que seule une des neuf personnes interviewées s'identifiait comme femme. Je regrette de ne pas avoir pu inclure davantage de femmes dans mes entretiens, bien que j'en aie contacté plusieurs (environ une dizaine, un nombre toutefois inférieur à celui des hommes sollicités). Cette situation reflète une tendance structurelle plus large : la sous-représentation des femmes en politique. Comme mentionné précédemment, la LDT est le parti ayant présenté la plus faible proportion de femmes sur ses listes électorales en 2023, avec seulement 19 % de candidatures féminines (RSI, 2023). Cela ouvre une deuxième piste de recherche potentielle que je considère particulièrement pertinente : une étude intersectionnelle analysant la participation politique des femmes avec un background migratoire dans les partis de droite. Un tel travail serait particulièrement enrichissant dans le contexte politique actuel, tant au niveau suisse qu'europpéen, où les figures féminines à la tête de partis de droite restent rares. Selon un rapport récent de l'Office de statistique du canton du Tessin (Ustat, 2025), la sous-représentation féminine dans les institutions politiques tessinoises reste marquée à tous les niveaux, et s'accroît dans les exécutifs : une seule femme sur cinq sièges au Conseil d'État et la proportion féminine dans les exécutifs communaux s'élève à

21,6 %. À l'échelle fédérale, la députation tessinoise affiche l'une des plus faibles proportions du pays, avec une femme sur dix.

Une dernière piste d'analyse qui me semble particulièrement intéressante à développer concerne la comparaison des trajectoires d'engagement de candidat·e·s avec un background migratoire dans d'autres partis populistes. Une première comparaison a été amorcée dans la partie contextuelle de ce mémoire, notamment avec l'UDC, le MCG en Suisse, ainsi que la Lega Nord en Italie. Si des études existent déjà sur l'UDC, comme celui de Mugglin et Mastrangelo (2023), il serait pertinent d'approfondir l'engagement des militant·e·s avec un background migratoire dans le MCG, en mobilisant des approches qualitatives permettant de mieux saisir leurs motivations, parcours et positionnements politiques. Par ailleurs, pour élargir la perspective à un niveau transnational, une analyse approfondie de la présence de militant·e·s avec un background migratoire au sein de la Lega Nord pourrait également s'avérer précieuse. Cette piste est d'autant plus d'actualité que l'Italie est aujourd'hui gouvernée par une coalition de droite, au sein de laquelle des figures leghistes controversées comme Matteo Salvini occupent des positions de pouvoir.

En somme, cette recherche a permis de mieux saisir comment les récits de vie et les trajectoires personnelles peuvent redéfinir les formes d'engagement politique des personnes avec un background migratoire au sein d'un parti dont la rhétorique est souvent critique à l'égard de l'immigration. Elle met en lumière un engagement situé, traversé par des tensions, mais porteur de logiques de légitimation et de stratégies d'adaptation.

7. Bibliographie

- Albertazzi, D. (2006). The Lega dei Ticinesi: The Embodiment of Populism. *Politics*, 26(2), 133-139. <https://doi.org/10.1111/j.1467-9256.2006.00260.x>
- Albertazzi, D. (2007). Addressing ‘the People’: A Comparative Study of the Lega Nord’s and Lega dei Ticinesi’s Political Rhetoric and Styles of Propaganda. *Modern Italy*, 12(3), 327-347. <https://doi.org/10.1080/13532940701633791>
- Albertazzi, D. (2008). Switzerland: Yet Another Populist Paradise’. In *Twenty-first century populism: The spectre of Western European democracy*, 100-118. Palgrave Macmillan. https://www.pacedifesa.org/public/documents/21century_populism.pdf
- Allenbach, B. (2014). Die schwierige Nachbarschaft Tessin-Italien: Seit 20 Jahren agitiert die Lega dei Ticinesi mit Feindbildern. *Widerspruch: Beiträge zu sozialistischer Politik*. <https://doi.org/10.5169/seals-652639>
- Alrababah, A., Beerli, A., Hangartner, D., & Ward, D. (2024). The Free Movement of People and the Success of Far-Right Parties: Evidence from Switzerland’s Border Liberalization. *American Political Science Review*, 1-20. <https://doi.org/10.1017/S0003055424001151>
- Bader, D., & Feddersen, A. (2021). Ideological Boundary-Making: Representing Immigrants in an Anti-Immigration Party. *Swiss Journal of Sociology*, 47(1), 157-176. <https://doi.org/10.2478/sjs-2021-0011>
- Bargel, L., & Darmon, M. (2017). La socialisation politique. *politika*. <https://doi.org/10.26095/FJBX-MD09>
- Bernhard, L. (2017). La politicizzazione delle tematiche migratorie da parte della destra radicale: Il Ticino un caso a parte? In *Migrazione e integrazione: Focus sul Ticino, Forum*. https://www.unine.ch/sfm/wp-content/uploads/sites/100/Forum_9_2017.pdf
- Bird, K., Saalfeld, T., & Wüst, A. M. (Éds.). (2010). The Political Representation of Immigrants and Minorities. Routledge. <https://doi.org/10.4324/9780203843604>
- Bobokova, J., Ruedin, D., & D’Amato, G. (2025). *REPCHANCE.CH – Carrières de personnes migrantes en politique et dans la société : Réalités, potentiels et obstacles*. Neuchâtel : SFM. https://www.unine.ch/sfm/wp-content/uploads/sites/100/Repchance.CH_fr.pdf
- Borrelli, L. M., & Ruedin, D. (2024). Towards a precise and reflexive use of migration-related terminology in quantitative research: Criticism and suggestions. *Comparative Migration Studies*, 12(1), 10. <https://doi.org/10.1186/s40878-024-00369-0>
- Burr, V. (1995). *An introduction to social constructionism*. Routledge. <https://doi.org/10.4324/9780203133026>

- Cantone Ticino. (2011, 10 avril). *Risultati elezioni cantonali 2011*.
https://www3.ti.ch/elezioni/Cantionali2011/ViewSeggi.php?File=000_00_1&ElTipo=CS
- Cantone Ticino. (2017, 12 juillet). *Applicazione dell'iniziativa costituzionale « Prima i nostri »*.
<https://m3.ti.ch/CAN/comunicati/12-07-2017-comunicato-stampa-895102468835.pdf>
- Carter, N. M., & King-Meadows, T. D. (2019). Perceptual Knots and Black Identity Politics: Linked Fate, American Heritage, and Support for Trump Era Immigration Policy. *Societies*, 9(1), 11.
<https://doi.org/10.3390/soc9010011>
- Charmaz, K. (2001). Qualitative Interviewing and Grounded Theory Analysis. In J. Gubrium & J. Holstein (Éds.), *Handbook of Interview Research*, 675-694. SAGE Publications.
<https://doi.org/10.4135/9781412973588.n39>
- Charmaz, K. (2006). *Constructing grounded theory: A practical guide through qualitative analysis* (Repr). Sage.
- Charmaz, K., & Belgrave, L. L. (2012). Qualitative interviewing and grounded theory analysis. In *The Sage handbook of interview research: The complexity of the craft* (2nd ed.), 347-365. SAGE Publications.
- Cheda, M. (Éd.). (2013). *La vita spericolata di Nano Bignasca*. L'Inchiesta.
- Corbin, J., & Strauss, A. (2012). *Basics of Qualitative Research (3rd ed. : Techniques and Procedures for Developing Grounded Theory*. SAGE Publications.
<https://doi.org/10.4135/9781452230153>
- Dacorogna, B. (2014). « *Ni de gauche, ni de droite ?* » *Etude du MCG et de son électorat* [Travail de master]. Université de Genève. <http://dx.doi.org/10.13140/2.1.4666.3048>
- Dahinden, J. (2016). A plea for the 'de-migranticization' of research on migration and integration. *Ethnic and Racial Studies*, 39(13), 2207-2225.
<https://doi.org/10.1080/01419870.2015.1124129>
- Dahinden, J., Fischer, C., & Menet, J. (2021). Knowledge production, reflexivity, and the use of categories in migration studies: Tackling challenges in the field. *Ethnic and Racial Studies*, 44(4), 535-554. <https://doi.org/10.1080/01419870.2020.1752926>
- Dahinden, J., & Korteweg, A. C. (2023). Culture as politics in contemporary migration contexts: The in/visibilization of power relations. *Ethnic and Racial Studies*, 46(3), 420-449.
<https://doi.org/10.1080/01419870.2022.2121171>
- De Lauretis, M., & Giussani, B. (1992). *La Lega dei ticinesi: Indagine sul fenomeno che ha sconvolto il Ticino politico*. A. Dadò.
https://slsp-unine.primo.exlibrisgroup.com/permalink/41SLSP_UNE/128g5ca/alma991000300779705517

- Dillard, A. D. (2001). *Guess Who's Coming to Dinner Now? Multicultural Conservatism in America*. NYU Press; JSTOR. <http://www.jstor.org/stable/j.ctt9qfxd8>
- European Commission. (2020). *Ethics in Social Sciences and Humanities, European Commission*. https://ec.europa.eu/research/participants/data/ref/h2020/other/hi/h2020_ethicssoc-science-humanities_en.pdf
- Flick, U. (2022). *An Introduction to Qualitative Research* (7th éd.). SAGE Publications. <https://books.google.ch/books?id=RR1tEAAAQBAJ>
- Ghidoni, E. (2023, 15 novembre). Pourquoi la droite populiste progresse-t-elle à Genève? *TdG*. <https://www.tdg.ch/elections-au-conseil-des-etats-pourquoi-la-droite-populiste-progresse-t-elle-a-geneve-162685262356>
- Ghiringelli, A. (2017). Lega dei ticinesi. In *Dizionario storico della Svizzera*. <https://hls-dhs-dss.ch/it/articles/008030/2017-03-10/>
- Glaser, B. G., & Strauss, A. L. (2017). *The discovery of grounded theory: Strategies for qualitative research*. Routledge.
- Hickel, F. R., Alamillo, R., Oskooii, K. A. R., & Collingwood, L. (2021). The Role of Identity Prioritization. *Public Opinion Quarterly*, 84(4), 860-891. <https://doi.org/10.1093/poq/nfaa048>
- Jagers, J., & Walgrave, S. (2007). Populism as political communication style: An empirical study of political parties' discourse in Belgium. *European Journal of Political Research*, 46(3), 319-345. <https://doi.org/10.1111/j.1475-6765.2006.00690.x>
- Kreis, G. (2012). Sonderfall. In *Dizionario storico della Svizzera (DSS)*. <https://hls-dhs-dss.ch/fr/articles/049556/2012-12-20/>
- Lega dei Ticinesi. (s.d.-a). *La storia della Lega dei Ticinesi* <https://lega-dei-ticinesi.ch/storia/>
- Lega dei Ticinesi. (s.d.-b). *Le nostre linee guida – Il decalogo della Lega dei Ticinesi*. <https://lega-dei-ticinesi.ch/principi/>
- Maire, C., & Garufo F. (2017). Prima i nostri: Il concetto di preferenza indigena nel discorso visivo dell'UDC ticinese e della Lega dei Ticinesi. In *Migrazione e integrazione: Focus sul Ticino, Forum*. https://www.unine.ch/sfm/wp-content/uploads/sites/100/Forum_9_2017.pdf
- Mariani, D. (2016, 25 settembre). Il Ticino dice sì all'iniziativa dell'UDC «Prima i nostri». *swissinfo*. <https://www.swissinfo.ch/ita/economia/risultati-votazioni-cantonali-25-settembre-2016-ticino-accolta-iniziativa-prima-i-nostri-frontalieri/42472096>
- Mastrangelo, S., & Mugglin, L. (2023). Citizens with a Migration Background Involved in a Radical-Right Wing Party Restricting Immigration. *Swiss Journal of Sociocultural Anthropology*, 29(1). <https://doi.org/10.36950/sjsca.2023.29.8872>

- Mazzoleni, O. (2008). Nationalisme et populisme en Suisse. La radicalisation de la “nouvelle” UDC. Lausanne : Presses polytechniques et universitaires romandes (2ème édition).
- Mazzoleni, O. (2018). Ripensare la nascita dei partiti. Il caso della Lega dei Ticinesi. *Archivio Storico Ticinese*, 163(1), 116-134.
- Mazzoleni, O. (2003). Unité et diversité des « national-populismes » suisses : L’Union démocratique du centre et la Lega dei Ticinesi. In *La tentation populiste au cœur de l’Europe*, 184-197. La Découverte. <https://doi.org/10.3917/dec.ihl.2003.01.0184>
- Mazzoleni, O., & Mena, F., (Éds.). (2020). Un secolo di storia politica : Dal partito agrario all’UDC (1920-2020). Fondazione Carlo Danzi. Armando Dadò editore.
- Mazzoleni, O., & Pilotti, A. (2017). Analisi del voto ticinese sui temi di politica migratoria. In *Migrazione e integrazione: Focus sul Ticino, Forum*. https://www.unine.ch/sfm/wp-content/uploads/sites/100/Forum_9_2017.pdf
- Mazzoleni, O., & Pilotti, A. (Éds.). (2024). Quali regioni di frontiera in Svizzera? Il punto di vista dei cittadini di Basilea, Ginevra e Ticino. In *La cooperazione transfrontaliera: Problemi e attualità*, 55-77. Armando Dadò editore.
- Mazzoleni, O., & Ruzza, C. (2018). *Combining regionalism and nationalism : The Lega in Italy and the Lega dei Ticinesi in Switzerland*. 16(6), 976-992. <https://doi.org/10.1057/s41295-018-0139-9>
- MCG. (s.d.). *Notre mouvement*. Mouvement Citoyen Genevois. <https://mcge.ch/notre-mouvement/>
- Mudde, C. (2007). *Populist radical right parties in Europe*. Cambridge University Press. <https://www.pacedifesa.org/public/documents/Cas%20Mudde%20Populist%20Radical%20Right%20Parties%20in%20Europe%20%202007.pdf>
- Mudde, C. (2016). Europe’s Populist Surge: A Long Time in the Making. *Foreign affairs (Council on Foreign Relations)*, 95, 25-30.
- Otjes, S., & Krouwel, A. (2019). Why do newcomers vote for a newcomer? Support for an immigrant party. *Journal of Ethnic and Migration Studies*, 45(7), 1148-1167. <https://doi.org/10.1080/1369183X.2018.1427053>
- Percheron, A., Mayer, N., & Muxel, A. (1993). *La Socialisation politique*.
- Pianca, S. (2018, 7 mars). 7 marzo 2013, l’anno zero della Lega. *tio.ch*. <https://www.tio.ch/ticino/focus/1244362/7-marzo-2013-l-anno-zero-della-lega>
- Pilotti, A., & Stanga, M. (2008). Quanto contano le persone? La personalizzazione del voto nelle elezioni cantonali ticinesi dagli anni 80. *Dati-Statistiche e società*, 1, 70-79.

- Pirro, A. L. P. (2023). Far right: The significance of an umbrella concept. *Nations and Nationalism*, 29(1), 101-112. <https://doi.org/10.1111/nana.12860>
- Quadri, L. (2025, 14 janvier). *Il controllo sull'immigrazione viene salvaguardato?* [Émission]. <https://www.rsi.ch/info/svizzera/Il-controllo-sull%E2%80%99immigrazione-viene-salvaguardato--2499139.html>
- Quadri, L. (2025, 17 février). *Arriva il partito islamico, la casta continua il letargo*. <https://www.mattinonline.ch/it/article/57902/arriva-il-partito-islamico-la-casta-continua-il-letargo>
- Rosenthal, G. (2007). Biographical research. In *Qualitative research practice*, 48-64. SAGE publication.
- RSI – Radiotelevisione svizzera. (2022, 23 janvier). L'intervista a Sabrina Aldi [Émission]. In *SEIDISERA*. <https://www.rsi.ch/info/ticino-grigioni-e-insubria/Lega-alleanza-con-UDC-e-Boris-Bignasca-in-lista--1802618.html>
- RSI – Radiotelevisione svizzera. (2023, 28 février). #Ticino 23, donne in lista ma non abbastanza. *RSI*. <https://www.rsi.ch/info/ticino-grigioni-e-insubria/Ticino-23-donne-in-lista-ma-non-abbastanza--1811744.html>
- RSI – Radiotelevisione svizzera. (2025, 1 avril). Trent'anni di Lega in Governo [Vidéo]. In *Il Quotidiano*. <https://www.rsi.ch/info/ticino-grigioni-e-insubria/Trent%E2%80%99anni-di-Lega-in-Governo--2718083.html>
- Spies, D. C., Mayer, S. J., Elis, J., & Goerres, A. (2022). Why do immigrants support an anti-immigrant party? Russian-Germans and the Alternative for Germany. *West European Politics*, 46(2), 275-299. <https://doi.org/10.1080/01402382.2022.2047544>
- Strijbis, O. (2014). Migration Background and Voting Behavior in Switzerland: A Socio-Psychological Explanation. *Swiss Political Science Review*, 20(4), 612-631. <https://doi.org/10.1111/spsr.12136>
- Strijbis, O., & Polavieja, J. (2018). Immigrants against immigration: Competition, identity and immigrants' vote on free movement in Switzerland. *Electoral Studies*, 56, 150-157. <https://doi.org/10.1016/j.electstud.2018.10.001>
- Taguieff, P.-A. (1984). La rhétorique du national-populisme: Les règles élémentaires de la propagande xénophobe. *Mots*, 9(1), 113-139. <https://doi.org/10.3406/mots.1984.1167>
- Treccani. (s.d.). Lega Nord. In *Treccani*. <https://www.treccani.it/enciclopedia/lega-nord/>
- Turuban, P. (2022, 18 juillet). Come i partiti populisti plasmano l'opinione sulla manodopera frontaliera. *swissinfo*. <https://www.swissinfo.ch/ita/politica/come-i-partiti-populisti-plasmano-l-opinione-sulla-manodopera-frontaliera/47761338>

- UDC. (2023, 7 mars). *Pas de politique d'asile au détriment de la population suisse!*.
<https://www.udc.ch/actualites/publications/communiqués-de-presse/pas-de-politique-dasile-au-detriment-de-la-population-suisse/>
- Ufficio di statistica del Cantone Ticino. (2025). *Le cifre della parità. Un quadro statistico delle pari opportunità tra donne e uomini in Ticino*. Dipartimento delle finanze e dell'economia.
https://www3.ti.ch/DFE/DR/USTAT/allegati/volume/schede_parita_2025.pdf
- Ufficio di statistica del Cantone Ticino. (2023). *Elezioni del Gran Consiglio: seggi per partito, in Ticino, dal 1923*. Segreteria del Gran Consiglio.
https://m3.ti.ch/DFE/DR/USTAT/allegati/tabella/T_170203_03C.xlsx
- Wimmer, A. (2013). *Ethnic Boundary Making: Institutions, Power, Networks*. Oxford University Press. <https://doi.org/10.1093/acprof:oso/9780199927371.001.0001>

8. Annexes

Grille d'entretien pour les candidat·e·s - entretien narratif semi-structuré

<p>Introduzione</p> <p>Chi sono io</p> <p>Spiegare ricerca brevemente</p> <p>-“obiettivo è capire meglio il suo percorso politico e cosa l’ha spinto a candidarsi con la Lega dei Ticinesi. »</p> <p>-conoscere l’esperienza personale, intervista molto libera</p> <p>Questione anonimato e registrazione</p> <p>Domande prima di cominciare?</p>	
<p>Domanda d’apertura</p> <p><i>Raccontami un po’ di te (chi sei, dove vivi, dove sei nato, ti identifichi in una religione, qual è stato il tuo percorso di scolastico e professionale)</i></p> <p>- Sei nato in Svizzera?/ Quando sei arrivato in Svizzera? Hai seguito un percorso di integrazione?</p> <p>- Qual è il tuo rapporto con la tua identità di origine e con la Svizzera? Ti senti più legato ad una delle due?</p>	
<p>Domande in base a ciò che ha raccontato, abordare aspetti non dettagliati in connessione con tematica</p>	
<p>Percorso politico e motivazioni</p> <p>- Quando hai iniziato a interessarti di politica? C’è stato un evento o un momento particolare che ha influenzato</p>	

<p>questa scelta?</p> <ul style="list-style-type: none"> - Perché hai scelto di impegnarti proprio nella Lega dei Ticinesi? Cosa ti ha attratto di questo partito? - Quali valori o temi politici ti rappresentano maggiormente? In che modo questi valori si riflettono nell'agenda della Lega? - Hai mai preso in considerazione altri partiti prima di scegliere la Lega? Se sì, quali e perché hai poi optato per la Lega? 	
<p>Esperienza all'interno della Lega</p> <ul style="list-style-type: none"> - Come descriveresti il tuo rapporto con gli altri membri del partito? Ti sei sempre sentito/a a tuo agio? - Hai mai percepito delle contraddizioni tra la tua identità di origine e la posizione del partito sulla migrazione? Come le hai gestite? - Ritieni che la tua esperienza personale come cittadino/a di origine migrante sia un valore aggiunto all'interno del partito? Se sì, in che modo? - Posizionamento rispetto all'iniziativa 2014 "contro immigrazione di massa" 	

<ul style="list-style-type: none"> - Come reagiscono amici, familiari o conoscenti alla tua scelta di impegnarti nella Lega dei Ticinesi? Hai mai ricevuto critiche o incomprensioni? - Ti sei mai trovato/a in situazioni in cui hai dovuto giustificare o spiegare la tua appartenenza al partito? Se sì, come hai risposto? - Hai mai affrontato episodi di discriminazione o difficoltà all'interno del partito o nella tua attività politica? - Secondo te, come potrebbe evolvere la posizione della Lega dei Ticinesi sulla questione migratoria? Pensi di poter contribuire a questo cambiamento? - Quali sono i tuoi obiettivi politici futuri? Ti immagini un percorso a lungo termine nella Lega dei Ticinesi? 	
<ul style="list-style-type: none"> - C'è qualcosa che non abbiamo toccato e che ritieni importante condividere sulla tua esperienza politica? 	

Déclaration d'utilisation de l'intelligence artificielle (IA)

Dans le cadre de ce travail de master, j'ai eu recours à des outils d'intelligence artificielle générative, à savoir **ChatGPT (OpenAI)** et **DeepL Write**, afin d'améliorer la qualité linguistique du texte, le français n'étant pas ma langue maternelle.

Ces outils ont été utilisés exclusivement pour :

- Corriger la grammaire, la syntaxe et la cohérence des phrases
- Traduire les extraits d'entretiens de l'italien vers un français respectant au mieux les registres de langage oral et les tournures colloquiales des participant·e·s.

Aucune génération automatique de contenu analytique, théorique ou empirique n'a été utilisée. Toutes les idées, interprétations et analyses présentées dans ce mémoire sont le fruit de mon travail personnel et réfléchi.

Déclaration sur l'honneur*

Par la présente, j'affirme avoir pris connaissance des documents d'information et de prévention du plagiat émis par l'Université de Neuchâtel et m'être renseigné-e correctement sur les techniques de citation.

J'atteste par ailleurs que le travail rendu est le fruit de ma réflexion personnelle et a été rédigé de manière autonome.

Je certifie que toute formulation, idée, recherche, raisonnement, analyse ou autre création empruntée à un tiers est correctement et consciencieusement mentionnée comme telle, de manière claire et transparente, de sorte que la source en soit immédiatement reconnaissable, dans le respect des droits d'auteur et des techniques de citations.

Je suis conscient-e que le fait de ne pas citer une source ou de ne pas la citer clairement, correctement et complètement est constitutif de plagiat.

Je prends note que le plagiat est considéré comme une faute grave au sein de l'Université. J'ai pris connaissance des risques de sanctions administratives et disciplinaires encourues en cas de plagiat (pouvant aller jusqu'au renvoi de l'université).

Je suis informé-e qu'en cas de plagiat, le dossier sera automatiquement transmis au rectorat.

Au vu de ce qui précède, **je déclare sur l'honneur ne pas avoir eu recours au plagiat ou à toute autre forme de fraude.**

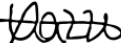
Nom : Dazzi

Prénom : Anna Esmeralda

Cursus : Master en sciences sociales
Pilier Migration et citoyenneté

Faculté d'inscription : Lettres et sciences humaines

Lieu et date : Bellinzona, 28 juin

Signature : 

Ce formulaire doit être dûment rempli par tout étudiant ou toute étudiante rédigeant un travail substantiel (notamment un mémoire de bachelor ou de master) ou une thèse de doctorat. Il doit accompagner chaque travail remis au professeur ou à la professeure.

* Formulaire largement inspiré de la Directive de la direction 0.3 bis, intitulée Formulaire Code de déontologie en matière d'emprunts, de citations et d'exploitation de sources diverses, de l'Université de Lausanne, du 23 avril 2007 et adapté aux besoins de l'Université de Neuchâtel.

Rectorat. Fbg de l'Hôpital 41, 2000 Neuchâtel, tél. +41 32 718 10 20, messagerie.rectorat@unine.ch